

Les mécanismes économiques

Cet ouvrage s'adresse à ceux qui, dans le public et le privé, sont constamment appelés à prendre des décisions économiques, quel que soit leur expérience et leur formation, et voudraient mieux évaluer la rationalité de leur action.

Octobre 2023

Roger E. Khayat

L'économie trouve son fondement dans la logique, les relations de "cause à effet", grâce auxquelles elle explique les phénomènes de la vie économique. Cependant elle peut difficilement prévoir la conjoncture. Beaucoup d'éléments, de nature politique, sociale ou culturelle, qui seraient aussi déterminants, lui échappent. La connaissance économique est nécessaire pour anticiper l'avenir et diriger l'action, mais elle est clairement insuffisante pour le déterminer, d'où il faut réduire ses ambitions et se limiter à décrire :

Les mécanismes économiques

Lesquels seraient la véritable contribution de la science économique à la connaissance. Il est évident que la rationalité économique se heurterait moins aux exigences politiques, sociales, sécuritaires ou autres si elle était mieux connue, et pour cela il est nécessaire de maîtriser les mécanismes dont elle est le fruit.

Contents

L'équation économique	8
LA DEMANDE GLOBALE	9
Chapitre 1 La Propension (α)	9
La propension à consommer	10
Propension à épargner	11
Propension à investir – Aversion du risque	12
Propension à travailler	13
Chapitre 2 La Valeur	14
Un besoin d'identité et de sécurité	14
Le troc n'a jamais disparu	15
Les marginalistes	16
Chapitre 3 Les Prix	18
Les prix absolus	18
Les prix relatifs	19
Les contraintes du prix	20
Marché et Prix	21
Chapitre 4 La Consommation	23
Consommation intermédiaire	23
Consommation et Prix	24
Evolution du rythme de consommation	24
L'organisation de la consommation	25
Le rôle de l'état	25
Le rôle de l'état face à la pandémie	26
Les droits du consommateur	27
Chapitre 5 L'Épargne	29
Le moteur de l'épargne privée	30
L'hypothèse de Keynes	30
Le point de vue de Friedman	31
L'opinion de Modigliani	32
Travail et Capital	32
L'Investissement = / <> de l'épargne	33

Chapitre 6 L'équilibre économique	35
L'équilibre à long terme	35
IS-LM model: <i>Investment, Savings – Liquidity preference, Money supply</i>	36
Anticipations et équilibre.....	37
L'équilibre à l'international.....	38
Chapitre 7 L'inflation (PX+)	40
Valeur et prix.....	40
Les deux dimensions de l'économie	41
Le flux monétaire	42
Détermination du pouvoir d'achat	43
L'équilibre monétaire.....	44
L'objectif inflation	45
Les dérapages monétaires	45
Quid de l'après pandémie ?	46
Chapitre 8 La Récession	47
Rôle économique de la récession	47
La pandémie.....	48
Les diverses facettes de la récession	49
L'objectif inflation	49
Une solution sociétale : Le revenu citoyen	50
L'OFFRE	51
Chapitre 9 Les Anticipations	51
La 'loi des débouchés – Say'	51
Motivation de l'entrepreneur	51
Anticipation du risque.....	52
Court terme, long terme	53
Anticipation et politiques publiques	54
Chapitre 10 L'Investissement	56
L'intégration capital-travail.....	56
Le moteur de l'investissement.....	57
Le taux d'intérêt naturel	57
L'Etat et l'investissement	59
L'investissement économique	60

Chapitre 11 La Croissance	62
L'emploi et la croissance.....	63
Le Développement.....	64
Le savoir faire.....	64
Le développement humain.....	65
Les dérives.....	65
Rationalisation de la production.....	66
Les outils du progrès.....	66
Politique de développement.....	66
Chapitre 12 Le Chômage	68
Emploi, chômage et sous-emploi.....	68
Chômage et pauvreté.....	68
Modification des structures de l'économie et de l'emploi.....	69
Le Plein-emploi.....	70
Pour une politique rationnelle de l'emploi.....	71
L'invasion du monde de la production par l'IA.....	71
Contribution/rémunération capital/travail.....	71
Une société nouvelle.....	72
Chapitre 13 Les Salaires	73
Le travail salarié.....	73
Approche du salaire.....	74
Le salaire dans la comptabilité nationale.....	74
Objectif inflation.....	75
Contraintes de l'emploi.....	76
L'indexation des salaires.....	76
Pour une politique rationnelle des salaires.....	77
L'environnement social.....	78
L'avenir du travail.....	79
Chapitre 14 La Productivité	80
La productivité à travers les âges.....	80
La productivité totale des facteurs.....	81
La quatrième révolution industrielle.....	81
La productivité en économie de marché.....	82

Les facteurs critiques	83
Dérapages contrôlés	83
Tout est affaire d'hommes.....	84
Les piliers de la productivité	84
Chapitre 15 Profit & Rente	86
La formation du revenu	86
Profit et croissance	87
L'innovation	88
L'intégration au marché.....	88
Croissance et développement	89
Les dérives du marché	90
Rôle économique de l'Etat.....	91
Politiques fiscale et sociale	92
POLES EN INTERACTION	93
Annexe 1 Monnaie et taux d'intérêt	93
Naissance de la monnaie	93
La masse monétaire	93
Neutralité de la monnaie	94
Intégration de la monnaie.....	95
Rôle de la politique monétaire	95
Les dérives monétaires	96
L'Institut d'émission.....	97
Le taux d'intérêt.....	98
Annexe 2 Le Commerce Extérieur	100
Les avantages du commerce extérieur	100
L'équilibre du commerce extérieur.....	101
Mise à niveau	101
La productivité totale des facteurs	102
Les contraintes du commerce extérieur	102
La Protection	103
L'Organisation Mondiale du Commerce	104
Annexe 3 Budget et Taxe	105
La pression fiscale	105

Investissement Public	106
Budget de croissance	107
Budget et développement	108
Le déficit budgétaire	108
La politique fiscale	109
Condensé de la mécanique économique.....	111
Le système financier	111
L'équilibre extérieur.....	111
Les finances publiques	112
Les dérivés.....	112

L'équation économique

$$(\alpha V P_x C+S P_{X+/-} = \beta I G U W P B) [\mu \delta T \text{ Gov}]$$

La première partie de l'équation représente la Demande globale D : $\alpha V P_x C+S P_{X+/-}$

- La Valeur V se combine avec la monnaie μ pour afficher les Prix P_x ;
- La Consommation « C » et l'Épargne « S » sont des valeurs monétaires ;
- $P_{X+/-}$ indique le niveau général des prix.

La deuxième partie de l'équation représente l'Offre O : $\beta I G U W P B$

- L'Offre se combine avec le commerce extérieur δT pour donner la production disponible à l'intérieur du pays.

Les facteurs en annexe se combinent avec les deux côtés de l'égalité : $[\mu \delta T \text{ Gov}]$

- La monnaie sert de relai entre la production et la consommation ou l'investissement. Elle conserve le pouvoir d'achat né dans la production et permet au détenteur de l'exercer au moment de son choix.
- Les biens et services vendus à l'étranger sont équivalents aux biens et services acquis dans de meilleures conditions que s'ils étaient produits par l'industrie locale. En cas de déséquilibre du commerce extérieur le déficit ou l'excédent sont compensés par les transferts.
- L'ensemble des services rendus par le Gouvernement est égal, en situation d'équilibre, aux impôts et taxes prélevés et autres revenus dont dispose l'État.

L'équation économique ne diffère pas du circuit économique. Les deux côtés de l'égalité peuvent être représentés dans le circuit par les deux sens. Les termes en annexe intègrent les deux côtés de l'égalité et/ou les deux sens du circuit.

Acronymes

α	: Propension à	β	: Anticipations - <i>Expectations</i>
V	: Valeur	I	: Investissement
P_x	: Prix	G	: Croissance – <i>Growth</i>
C	: Consommation	U	: Chômage - <i>Unemployment</i>
S	: Épargne - <i>Savings</i> ¹	W	: Salaires – <i>Wages</i>
$P_{X+/-}$: Niveau Général des Prix ; Equilibre, Inflation, Déflation	P	: Productivité
		B	: Profit - <i>Benefits</i>
μ	: Monnaie		
r	: Taux d'intérêt – <i>Interest rate</i>		
δT	: Commerce extérieur – <i>Trade</i>		
Gov	: Gouvernement, Administration		

¹ Quand la lettre se réfère au mot anglais il a été juxtaposé au français.

LA DEMANDE GLOBALE

Chapitre 1 La Propension (α)

La Propension remplace à la fois la notion de Besoin et celle de Désir qui toutes deux échappent à l'économique. Etant donné leur caractère exogène il est préférable de les remplacer par une notion qui indique aussi la nature économique du phénomène. La propension, comme le besoin ou le désir, a une origine physique, physiologique et/ou psychique, mais elle indique clairement son effet économique.

La Propension s'exprime dans plusieurs domaines. Le premier étant celui de l'appréciation, de la valeur "La valeur des choses est fonction de leur utilité, du besoin que nous en avons, de l'estime que nous en faisons. Une chose n'a pas de valeur parce qu'elle coûte, Elle coûte parce qu'elle a de la valeur" (Condillac²). Le fait est que l'on est enclin à faire quelque chose, à dispenser un effort, à affronter un coût.

La Propension indique l'acceptation ou l'aversion du risque. Ayant le choix entre un revenu très élevé mais aléatoire, et un revenu modeste mais sûr, l'individu choisit la sécurité ; mais s'il doit choisir entre deux opportunités aléatoires, il opte pour la plus rémunératrice et non celle qui présente moins de risque – c'est le Paradoxe d'Allais³ – Ceci permet d'anticiper le choix de l'individu, demande individuelle.

Le Paradoxe d'Allais permet d'établir l'algorithme des choix individuels, un outil puissant du marketing ; cependant il ne peut s'appliquer à des collectivités où il se heurte au 'Théorème d'Impossibilité' (Arrow⁴).

C'est aussi le domaine de la décision. La propension au risque est la caractéristique de l'entrepreneur et le prix du profit. Distinct de l'incertitude, le risque, en principe aléatoire, fait appel à la probabilité d'un événement et se sert largement de l'expérience, de l'intelligence, et du flair que les uns manifestent notamment face au marché (*Risque, Incertitude et Profit*, J.H. Knight). Ce dernier perçoit le futur à l'image du passé et l'expérience est irremplaçable pour prévoir l'avenir. L'incertitude est plus du domaine politique. Il s'agit d'un événement inattendu, auquel ne s'appliquent pas les probabilités, qui vous laisse le plus souvent incapable de prendre une décision. Confronté à un tel événement le responsable doit quand même décider s'il faut agir. Confrontés au covid-19 la plupart des états ont payé cher leur retard d'agir ; mais en l'état des connaissances, où ils ignoraient la létalité du virus et/ou sa vitesse de propagation, ils ne voulaient pas engager des coûts énormes qui se seraient avérés inutiles, et on leur reprocherait leur panique injustifiée.

Est-ce que le décideur est complètement démuné ? certes non mais les chances d'agir dans le bon sens sont limitées. Cela dépend en partie de sa faculté de comparer des événements qui risquent d'être hétérogènes, d'évaluer les similitudes, d'estimer le degré d'incertitude, et d'évaluer les coûts respectifs

² Etienne Bonnot de Condillac, philosophe et économiste du 18^e siècle.

³ Maurice Allais, physicien et économiste, prix Nobel 1988 pour sa contribution à la théorie des marchés et à l'optimisation des ressources.

⁴ Kenneth Arrow, prix Nobel d'économie, 1972 ; en même temps que John Hicks.

de l'action ou de l'inaction. Certains sont plus aptes que d'autres à affronter l'incertitude ; là encore il y aurait une propension à assumer cette responsabilité d'agir ou de résister.

Nous sommes des individus rationnels. Nous confions à l'intelligence et à la volonté nos actes censés être le fruit de notre décision en connaissance de cause. Ce n'est pas toujours et tout le temps le cas. Certaines décisions échappent au rationnel et nous avons une propension quand même à les prendre. "Il est souvent rationnel d'être un peu moins que totalement rationnel, les individus quasi rationnels réagissent différemment à une politique économique, un comportement quasi rationnel et un comportement totalement rationnel ont une implication très différente sur une politique économique" (Akerlof⁵).

La propension à consommer

Au niveau de la consommation la propension est façonnée par le revenu. Pour Keynes⁶ la consommation est égale à un montant incompressible "A" plus un quotient M de la tranche supplémentaire disponible D [$C=A+M/D$]. Franco Modigliani est du même avis quoiqu'il l'exprime autrement, pour lui la propension à consommer correspond au "cycle de la vie", elle grandit avec la situation de l'individu, et se comprime durant le troisième âge, lors de la retraite. Friedman⁷ voit les choses autrement, pour lui la consommation individuelle correspond plutôt à un revenu moyen ; quand le revenu augmente, la propension à l'épargne domine et l'individu se trouve capable de garder le même rythme de dépenses tout au long de sa vie.

Il est évident que l'on trouve les trois schémas dans le monde réel. Le modèle de consommation soutenu par Friedman est plus une recommandation qu'une observation. Tous les hommes n'agissent pas ainsi quoiqu'ils devraient. Le fait de limiter la consommation au profit de l'épargne dans la période productive de l'individu est plus logique pour pouvoir garder un standard de vie constant ; mais est ce que beaucoup ont la sagesse de le faire quand ils sont au fait de leur carrière ? Les besoins diffèrent également quand la famille grandit et/ou que les obligations sociales sont plus nombreuses. Finalement dans les sociétés modernes le fonds de retraite est destiné à garantir la consommation du troisième âge et l'individu va se contenter de payer la prime nécessaire durant la période active.

Ces considérations supposées induites dans le raisonnement de Friedman nous ramènent au schéma de Modigliani qui correspond au "cycle de la vie". Friedman considère la propension à consommer sous l'angle du "standard de vie" qui serait stable grâce à la variation de l'épargne destinée à assurer les moyens nécessaires durant la retraite. Modigliani voit la consommation en termes absolus ; il distingue entre les besoins d'une famille et ceux d'un couple. Pour maintenir un même standard de vie la propension à consommer dépend du "cycle de la vie". Mais est ce que les individus sont censés avoir le même standard de vie tout au long de leur existence ? Cela en fait encore partie.

Keynes amène une dimension supplémentaire en distinguant la part incompressible des dépenses de consommation "A" et la variable "M" qui dépend du revenu. Est-ce que cette part incompressible a un caractère absolu ou relatif au standard de vie ? Dans les sociétés développées le citoyen a droit à un minimum de revenu du fait même de son appartenance nationale. La plupart des pays le nomment "revenu citoyen". Ce revenu est sensé assurer un bien être minimum correspondant au standard de vie

⁵ George Akerlof 'The market of lemons, a theory of adverse selection' 1970.

⁶ John Maynard Keynes 'Théorie Générale de l'emploi, de l'Intérêt et de la monnaie' 1936.

⁷ Milton Friedman 'Theory of the Consumption Function' 1957.

de la nation. On peut considérer qu'il correspond aussi à la dépense incompressible "A". Faut-il accorder le bénéfice de ce revenu à l'ensemble des résidents ou aux seuls citoyens ? Il est évident que les travailleurs étrangers ne seraient pas venus s'ils avaient bénéficié d'un tel revenu chez eux ; et ne seraient pas restés dans le pays de destination s'ils n'avaient pas trouvé un travail. Autant encourager les pays d'émigration à appliquer chez eux le "revenu citoyen".

Est-ce que les pays en voie de développement ont la capacité d'accorder un tel revenu ? L'absence de développement n'est pas économiquement dans l'ordre des choses. Jadis elle était due à la colonisation et à l'exploitation abusive des pays colonisés par les nations souveraines. Aujourd'hui la colonisation économique n'est pas moins abusive, son outil est l'ouverture économique sans considération de la productivité des pays qui l'adoptent. La colonisation interne peut-être pire encore quand le pouvoir est aux mains d'une mafia corrompue. Dans tous les cas de figures, la réponse n'est pas économique mais politique, un peuple qui réclame ses droits.

La variable "M" ouvre la voie à d'autres considérations. Normalement plus le revenu variable est élevé plus la consommation dans les pays est limitée. D'abord une plus ou moins large part de ce revenu tombe dans l'épargne et contribue à l'enrichissement de l'individu. Ensuite plus ce revenu est élevé plus la dépense en dehors du pays est grande. L'inégalité des revenus ne pose pas seulement un problème social, mais également économique. Les dépenses faites à l'étranger échappent au circuit économique. Dans les pays où les inégalités sont flagrantes les flux ne s'équilibrent pas et sont générateurs de crises. Joseph Stiglitz et Paul Krugman en ont fait leur principal plaidoyer depuis plus d'une décennie.

Propension à épargner

La propension à épargner est fonction du revenu ainsi que de l'âge et du standard de l'individu. Elle est motivée par un besoin de sécurité et un désir d'enrichissement : Ainsi un taux d'intérêt substantiel, et/ou un revenu financier intéressant, et/ou le profit, et/ou un haut salaire induit une plus grande propension à épargner "Le taux intégral de l'épargne est fortement motivé par le taux de rendement de l'activité économique" (Boskin⁸).

Une nation à forte taux d'épargne le Japon ; probablement le plus élevé du monde. Ceci provient de l'effet d'enrichissement que le Japon a connu après WW2, et surtout à partir des années 60, combiné à un certain mépris des apparences de fortune. Le japonais est prodigue à l'extérieure du Japon vraisemblablement pour compenser la vie frugale qu'il aime mener à l'intérieur. Une première conséquence fut la crise économique de 1990. Une nouvelle orientation a pris le pas : la recherche d'une croissance très modérée ; le Japon est le vrai héritier du club de Rome (croissance 1.4% en 2017). L'ampleur de l'épargne privée (28% du PIB en 2017) a encouragé l'État à contracter une dette abyssale (237% du PIB en 1917) et à un taux symbolique (0% à .05% tout au long de 2020) permettant de garder la pression fiscale autour de 35% tout en assurant un filet de sécurité social des plus avancés. Ce modèle est parfaitement réussi du fait qu'il assure un des plus hauts revenus par habitant dans le monde et le chômage le plus bas (2.4% de la population active).

La culture japonaise joue un rôle primordial dans son modèle économique. Il est difficile à transposer ailleurs. Un taux élevé d'épargne est certainement une source d'investissement appréciable ; mais de nos jours, avec la disparition des frontières économiques, la "productivité" joue un rôle plus important. L'utilité de l'épargne est dans l'investissement. Plus l'investissement est rentable, plus l'épargne est

⁸ Michael Boskin, Chairman of the President's Council of Economic Advisors 1989 - 1993

profitable. Comment expliquer les taux réels très bas dans le monde depuis la crise mondiale de 2008, et surtout les taux négatifs. L'axiome qui veut que les gens sacrifient leurs dépenses, quand l'intérêt sur l'épargne est substantiel, est mis à rude épreuve. Il semble que la prospérité a fait que l'effet d'enrichissement est plus attractif qu'un niveau supérieur de consommation.

Dans la mesure où la propension à consommer se limite la propension à épargner augmente jusqu'à la réalisation d'un équilibre entre le désir d'acquisition et celui d'enrichissement. Il est vrai qu'avec l'ouverture l'investissement n'a plus de frontières mais l'investissement modéré a toujours une préférence pour le pays de résidence. Par conséquent l'épargne nationale est à prendre autant en considération et sa contribution à la croissance est autrement plus intéressante que le seul revenu financier obtenu de l'étranger.

Propension à investir – Aversion du risque

Le profit est le premier motif de l'investissement ; le métier de l'entrepreneur est de gérer le risque et bénéficier du résultat. Plus le risque est grand plus il doit être rémunérateur pour entraîner la décision d'investir. La propension naturelle de l'entrepreneur à investir peut-être inhibée par le risque "Les hommes d'affaires perdent confiance et commencent à voir l'investissement risqué" (Keynes). A quel moment cette perte de confiance a lieu ? c'est au moment où les anticipations ne sont plus favorables, ou que d'autres opportunités se présentent qui rendent l'évaluation du risque défavorable. Keynes se place toujours au niveau macro-économique et décrit une situation de crise : les indicateurs sont de plus en plus décevants, la demande globale faiblit, les rendements sur investissement aussi. Le plus souvent il s'agit d'un phénomène cyclique et il suffit de relancer la production en soutenant la demande par une expansion du crédit ou des dépenses publiques.

La position de Friedman est plus nuancée "les travailleurs et les entreprises sont dans l'erreur" tôt ou tard ils vont se ressaisir et l'économie reprendre sa croissance naturelle. D'ailleurs c'est la définition du cycle économique. Lucas⁹ s'aligne sur la position de son prédécesseur à l'Ecole de Chicago "les récessions sont dues à une sorte de confusion dans l'esprit des gens". Akerlof soutient que les crises arrivent car l'individu, quoique raisonnable, n'est pas entièrement rationnel. Dans l'esprit des nouveaux classiques la reprise est automatique et la propension d'investir est inhibée sans raison.

Dans l'économie de marché la propension à investir est non seulement fonction de la rentabilité et de la sécurité qu'offre l'investissement mais aussi de toutes les distorsions inhérentes au marché et surtout celles relevant de politiques publiques. Au sortir de la guerre civile au début des années 90 le Liban a adopté l'économie de rente que les édiles du moment ont trouvé favorable à la reconstruction. Le mur de Berlin qui s'est effondré à l'époque a mis fin à la crainte du communisme et mis une parenthèse aux politiques sociales et à l'obligation du plein emploi. Le capitalisme, un peu partout dans le monde, est devenu plus exigeant réclamant toujours une part de plus en plus grande du revenu national. Le loyer de l'argent et celui des propriétés se sont envolés.

L'investissement étranger s'est orienté exclusivement vers les placements financiers et fonciers. Des taux d'intérêt absurdes ont été servis pour une monnaie stable et même sur le dollar alors que le taux aux Etats Unis oscillait autour de 1%. La spéculation foncière a multiplié les prix de la construction et de la location. Paradoxalement la croissance fut au rendez-vous le PIB gonflé par les revenus financiers et fonciers. On comprenait difficilement comment une croissance de 5 et 6% et plus tard entre 2007 et

⁹ Robert Lucas, '*Rational expectations*' ; prix Nobel 1995

2011 de 8.5% ne secrétait pas des opportunités d'emplois. Pendant ce temps beaucoup d'entreprises du secteur de production fermaient leur portes faute de marché et de financement. Le gouvernement manifestait son autosatisfaction de la croissance en dépit des déboires de l'économie réelle, de l'extension de la pauvreté et de l'émigration massive.

Propension à travailler

Durant les trente glorieuses, en accord avec le Keynésianisme, on considérait le chômage une maladie ; depuis les années 70 et suite aux travaux de Friedman et de l'École de Chicago le chômage était devenu un phénomène naturel pour le malheur du tiers monde. Les pays industrialisés compensaient la perte d'emploi par une allocation souvent équivalente au salaire.

Dans la plupart des pays l'âge du travail se situe entre 15 et 64 ans, même si aujourd'hui, avec l'allongement de la durée moyenne de vie, beaucoup ne prennent pas de retraite aussi précoce et que les carrières libérales s'avèrent beaucoup plus longues ; l'analyse doit se conformer au standard le plus répandu. Le benchmark de la population active est autour de 65% de la population en âge de travailler (environs 70% de la population globale). Il faut soustraire d'abord les jeunes qui continuent des études et ils sont en majorité ; il faut tenir compte de ceux qui ne peuvent pas travailler du fait de certaines déshabilités contraignantes ; et enfin ceux qui ne veulent pas tout simplement travailler, soit qu'ils n'en n'ont pas besoin ou pour toute autre raison. A noter que dans les pays d'immigration la population active est bien plus élevée que 65% du fait que la plupart des jeunes qui viennent pour travailler sont célibataires et beaucoup viennent sans leur famille.

La population active au Liban est de l'ordre de 45% de la population en âge de travailler. Ce taux extrêmement bas révèle une "propension à travailler" très limitée. Comment expliquer la grande différence avec le benchmark de 65% ? La femme au foyer est un prétexte facile car la vie moderne nécessite sa contribution aux besoins du ménage. Les filles sont autant instruites que les garçons et souhaitent unanimement suivre une vie active. On comprend cependant que l'individu ne cherche pas l'emploi quand il sait qu'il n'y a strictement pas d'opportunité et qu'il devrait attendre deux ans et plus avant d'espérer trouver un emploi. Même les jeunes les plus qualifiés trouvent des difficultés à trouver un emploi et doivent se résoudre à émigrer. Les filles saisissent aussi des opportunités à l'extérieur quoiqu'elles trouvent auprès de leurs familles un soutien de plus longue durée. Toute chose égale par ailleurs on peut dire que la différence entre la population active effective et le benchmark est un chômage énorme déguisé. Dire que c'est le résultat de l'économie de rente c'est une tautologie. Le fait est que cela explique le retard dans le développement du pays.

Ainsi l'on peut constater que la "propension" est un phénomène de liaison entre l'économie et son environnement : les politiques publiques, le risque, l'épargne et la consommation.

Chapitre 2

La Valeur

“La valeur des choses est fonction de leur utilité, du besoin que nous en avons, de l’estime que nous en faisons. Une chose n’a pas de valeur parce qu’elle coûte, elle coûte parce qu’elle a de la valeur” (Condillac). Cette définition classique est particulièrement intéressante car elle explique mieux que toute autre le comportement de l’individu sur le marché. C’est un compromis entre la valeur travail et la valeur rareté. Elle intègre tout naturellement la “propension à consommer et/ou à investir”. Utilité, besoin et estime avancent crescendo vers la détermination de la valeur et sa conséquence, le prix, identifiant sur l’échelle de l’ensemble des biens et services auxquels nous aspirons. La valeur détermine le coût, elle n’en est pas déterminée.

Un besoin d’identité et de sécurité

Ce n’est pas entièrement vrai. Pour Veblen¹⁰, la valeur pour la classe dirigeante, qui détient le plus clair du pouvoir d’achat national, est moins un phénomène économique qu’un phénomène social. Il s’agit d’une consommation ostentatoire dont le principal but est d’affirmer le statut social, satisfaire l’ego. La concurrence dans le prix n’est pas pour baisser le coût, mais au contraire plus l’objet est coûteux plus il est en faveur de cette classe *the Leisure class*. Mais est-ce que l’utilité est uniquement physiologique ou esthétique ? ne peut-elle être psychologique ou sociale ?

Veblen qui écrivait au début du siècle dernier, a eu un pressentiment prémonitoire sur le développement de l’industrie du luxe qui a accompagné l’enrichissement des sociétés après la seconde guerre mondiale et l’expansion des produits de luxe dans le monde.

Au-delà de ces deux extrêmes, de l’utilité et de la vanité, il existe toute une échelle de valeur qui satisfait le confort et le besoin d’identification somme toute légitimes. Le choix des vêtements est significatif. La majorité des gens mettent beaucoup de temps, ont beaucoup d’hésitations, et réclament souvent l’avis de leurs amis pour se décider ; leur apparence leur importe ; a de la valeur à leurs yeux ce qui les valorise. La plupart ont recourt à la sécurité de la marque ; si elle est tellement suivie c’est qu’elle ne se trompe pas dans l’effet qu’elle produit et l’on a tout intérêt à l’adopter pour être dans le vent. L’habitation est également un lieu de confort avant qu’elle ne soit un lieu de prestige et de domination. Mustapha Kemal, officier frugal, habita *Dolma Baghche*, le palais des mille et une nuits, pour conforter son statut de chef suprême de la Turquie. L’industrie de nos jours concède une large place au design sans négliger l’aspect fonctionnel du produit. On dirait qu’à mesure que s’élève le statut social de l’acquéreur, l’esthétique et le prestige prennent le pas sur le fonctionnel.

Sur un autre plan l’individu accorde parfois une valeur inattendue et qui n’a pas ses propres mérites. Il existe des exemples notoires comme celles qui se réfèrent à la “loi de Gresham – La mauvaise monnaie chasse la bonne”. Cela s’applique chaque fois que la monnaie nationale est menacée par l’inflation et que le public cherche refuge auprès de devises sûres : le dollar, l’euro, le franc suisse, la livre sterling, Mais la devise n’est pas la seule issue. Il y a une vingtaine d’années un économiste a écrit un livre (*Les biens monétaires*, Abdallah Houry) où il a tenté de répertorier les biens qui attireraient les investisseurs en période d’inflation. Ils sont certes nombreux et s’étendent de l’or, aux biens fonciers, aux produits

¹⁰ Thorstein Veblen “*Conspicuous Consumption and Pecuniary Emulation*”

financiers représentant des actifs matériels, et même aux tableaux de maîtres qui connaissent une forte demande souvent peu avertie qui rend leur achat spéculatif.

Il y a quelques années en visitant le musée du Belvédère à Vienne on pouvait lire sur une stèle bien en vue dans la salle où trois Klimt étaient exposés, dont deux grands tableaux représentant Adèle Blauch-Bauer, "Ces tableaux sont exposés pour quelques mois encore, ils doivent être restitués aux héritiers de Ferdinand Blauch-Bauer aux Etats Unis, un jugement vient d'être rendu par la cour arbitrale de Vienne". On m'a fait savoir cependant que le musée espérait quand même les racheter et qu'il avait préparé un montant de 5 millions de dollars à cet effet. Quel ne fut ma surprise de voir sur CNN quelque temps plus tard les dits tableaux avec un commentaire : Ils ont été estimés à 100 millions de dollars et rendus à leurs propriétaires légitimes. Le passage de la sphère réelle à la sphère monétaire est une opération fort aléatoire en ce sens qu'elle reproduit un ensemble de facteurs exogènes, dont les principaux sont vraisemblablement "l'identification et la sécurité", auxquels s'ajoutent des éléments structurels et conjoncturels qui se réalisent au moment de l'opération (de l'observation). Cette disparité dans l'appréciation en termes absolus peut difficilement exister quand les biens sont comparés entre eux et l'on retient essentiellement l'ordre comme signe de valeur.

Le troc n'a jamais disparu

"La valeur ne peut être mesurée que suivant l'ordre seulement" (Ludvig von Mises). Reconnaître le rang qu'occupe un produit est légitime mais c'est autre chose que de lui attribuer une note ou une intensité. Cela veut dire que le rapport relatif de deux objets est plus certain que leur valeur absolue qui va dépendre de tous les facteurs d'influence et non seulement des facteurs qu'ils représentent eux-mêmes. De même quand une valeur absolue est définie pour un objet, c'est surtout un élément de comparaison par rapport aux objets similaires. N'est-ce pas ce que fait d'habitude le consommateur ? Sans être aussi catégorique, Pareto¹¹ privilégiait déjà l'ordre dans la détermination de la valeur. La courbe d'indifférence que l'on a définitivement adoptée se prête mieux à la représentation ordinale que cardinale. Pareto est également la référence de l'efficacité économique, autre aspect de la valeur : Une action est réputée efficace dans le critère de Pareto quand elle ne peut plus augmenter la satisfaction d'un individu sans réduire celle d'un autre.

Quid des valeurs sociales ? En fait la valeur est un phénomène social. Bien sûr l'individu peut apprécier un bien et/ou un service, exprimer une propension à l'acquiescer, mais il n'acquiesce une valeur que dans la mesure que s'établit un équilibre de l'offre et de la demande. Cependant l'appréciation sociale peut diverger de l'appréciation individuelle. Ce n'est pas la moyenne des avis qui détermine la valeur mais autre chose propre à la société et irréductible à ses parties. C'est le théorème de l'impossibilité "Il est impossible de concevoir une constitution, une élection ou une stratégie, respectant certaines conditions raisonnables, qui puisse garantir de produire un ensemble cohérent de préférences pour un groupe, à partir des préférences des individus constituant le groupe" (Arrow).

Lorsque le premier confinement s'est généralisé en mars 2020 suite à la pandémie du covid-19 la bourse a accusé une chute vertigineuse, des titres vedettes perdant la moitié de leur valeur. En effet la plupart des activités économiques étaient à l'arrêt, les états devaient soutenir les entreprises au moins en supportant une part des salaires et en prorogeant l'échéance des obligations principalement vis-à-vis de l'état. Les cours ont repris en l'espace de quelques jours et le trend ascendant n'a pas cessé depuis à

¹¹ Vilfredo Pareto 1848 – 1923, Economie du Welfare '*Manuale di Economia Politica*' 1906.

l'exception d'une correction en novembre vite colmatée. Quelle peut être l'explication ? Il est évident que la chute a été motivée par une anticipation certaine de mauvais résultat des entreprises à l'arrêt. Mais la reprise ? Est-ce que les anticipations ont été trop loin, comme il arrive souvent, ou tout simplement on a pris conscience des dépenses inconsidérées qu'allait nécessiter la situation et l'endettement qui s'ensuit ainsi que l'emballement de la planche à billet ? Les titres et valeurs sont des biens monétaires par excellence qui peuvent être rapidement mobilisés en totalité ou en partie, dont la bourse facilite énormément le mouvement, qui peuvent être nantis, cédés ou échangés, sur base d'une valeur déclarée, et qui sont représentatifs d'actifs réels à l'abri de l'inflation.

Les marginalistes

La détermination effective de la valeur, distincte de la propension à acquérir qu'elle suscite, fut le domaine des marginalistes. Paradoxalement il y a eu vers le milieu de la seconde moitié du 19^e siècle trois tentatives parallèles et indépendantes de concevoir autrement la valeur. D'une façon ou d'une autre toutes les trois estimaient que la valeur n'exprimait pas une quelconque disponibilité moyenne d'un bien ou service face à l'intensité de la demande ; mais plutôt la réalité sur le marché de la dernière unité disponible. Le calcul à la marge est très différent du calcul de la moyenne ; le facteur temps a transféré à la sphère réelle les opérations antérieures effectuées sur le produit ou le service.

Pour William Stanley Jevons une multitude de motivations fixe le prix sur le marché. Les agents sont rationnels et enregistrent les résultats des forces qui déterminent les coûts et les profits. Plus une société évolue plus elle est capable de dominer l'évolution des prix. Le fonctionnement du marché est tellement cohérent qu'on peut l'appréhender par une formule mathématique.

"Sur un marché de concurrence parfaite, le prix est unique, le plus bas possible, et permet d'acquérir la plus grande quantité disponible de marchandises" (Léon Walras¹²). L'équilibre n'est pas étranger du calcul à la marge. A partir du moment où l'on élimine les pratiques monopolistes, rôle principal de l'état, la concurrence va baisser le prix à un plancher au-delà duquel des producteurs auraient intérêt à se retirer de la course. Il est évident que plus le prix est bas plus la quantité que peuvent acquérir les détenteurs de revenus est grande. La rentabilité va orienter la production qui oscille autour d'un axe d'équilibre qui représente la demande à un instant déterminé. C'est effectivement les dernières unités de biens ou services, chargées du regain d'intérêt de la demande ou enregistrant sa désaffection relative, qui s'adressent à l'offre indépendamment du parcours antérieur du produit. Pour Walras il s'agit de données objectives qui ne doivent être chargées d'aucune donnée éthique ou morale lesquelles sont étrangères à la propension à consommer.

Carl Menger ignore une définition répandue à l'époque qui distingue entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Un bien qui n'a pas une valeur d'usage n'a pas de valeur du tout. Mais il ne s'agit pas d'un usage mais d'une multitude d'usages qu'on ne soupçonne même pas ; et cela se modifie le long du temps. Les échanges ont lieu car ils profitent aux deux parties. Ils ne dépendent pas du coût de production mais de la réalité actuelle du marché. Menger est le fondateur de l'École autrichienne et le père de l'économie néoclassique.

Jevons a vécu surtout à Londres, Walras à Genève et Menger à Vienne. Ils se sont connus vers les années 1870 grâce à leurs publications et échange par courrier leurs idées, mais ils ne se sont jamais rencontrés.

¹² Léon Walras, économiste de la fin du XIX^e, marginaliste indépendant de l'école de Vienne, célèbre pour sa théorie de l'équilibre économique.

Ils ont adopté le marginalisme chacun de son côté et à travers une démarche différente. Ce qui donne à croire que certains événements de l'époque favorisaient cette tendance. Mais lesquelles ? Souvent on retrouve ce schéma dans les découvertes scientifiques, l'électricité, la lumière électrique, les phénomènes quantiques, et d'autres ... Pourquoi cela ne s'appliquerait-il pas à l'économie ? Les événements à maturité réclament une attention à laquelle plus d'un répondent ; ou serait-ce simplement un phénomène d'intrication de la conscience.

La pandémie fournit une expérience unique en ce sens que l'évolution est brutale. Nous sommes habitués aux évolutions lentes de l'économie qui correspondent à l'acquis technologique de la nation, la progression des salaires et finalement la Productivité Totale des Facteurs qui détermine les avantages comparatifs de la nation et la propension à éliminer les secteurs les moins rentables. La pandémie a changé les habitudes, imposé le confinement et le télétravail, popularisé les visio-conférences, réduit la nécessité des déplacements professionnels, mis un frein au tourisme. Subitement l'équipement hôtelier et l'hospitalité en général est pléthorique par rapport aux besoins. Par contre la recherche médicale, les laboratoires, les hôpitaux, le corps médical paraissent bien au-dessous des besoins.

L'après pandémie

Quid de l'avenir proche et de l'avenir lointain ? imaginer qu'à long terme tout redeviendrait comme avant serait ignorer tout ce que le monde a vécu et appris durant la pandémie. Et si ce n'est pas le cas ? Il faut quand même imaginer le futur. Et là on se trouve devant différents scénarios avec diverses probabilités de se réaliser. Une forte probabilité serait que nous aurions à vivre avec le covid19 et/ou ses variantes mais en grande mesure jugulé, voir simplement atténué, par le vaccin. Des secteurs entiers constituent une offre bien plus grande que le marché disponible ; et beaucoup de secteurs sont en deçà de la demande. Combien de temps faut-il pour restaurer l'équilibre ?

Les activités qui connaissent une demande excessive peuvent exploiter le marché, s'adonner à des pratiques monopolistiques, gêner les investisseurs nouveaux. Autant de pratiques néfastes à l'économie nationale. Les activités dont la demande s'est résorbée seraient en perte de vitesse, candidats à une faillite prochaine. Le marché va à fur et à mesure opérer inexorablement le tri ; mais il y a un rôle essentiel à l'état, celui de soutenir l'entreprise et lui permettre de réaliser ses projets, mais à sa propre responsabilité. La faisabilité future est tellement complexe qu'il serait aventureux qu'un organisme central tente de l'appréhender. Seule l'entreprise qui connaît son marché et suit l'évolution en continu est à même de décider ce qu'il faut produire et où il faut investir. Le risque que prend l'état en soutenant l'entreprise est de loin inférieur à celui qu'elle subirait en assumant le choix des activités à favoriser et/ou à abandonner à leur sort.

Ainsi l'investissement dans l'hôtellerie, la restauration, les boîtes de nuit et l'ensemble de l'hospitalité indexée à un niveau ex-ante de l'activité touristique et des voyages d'affaires peut constituer pour longtemps une offre pléthorique susceptible de crise profonde. Seuls les meilleurs vont émerger du lot et maintenir une activité rentable. Et qui mieux que l'entrepreneur pourrait entreprendre la reconversion de l'activité dans des domaines rentables ?

Chapitre 3

Les Prix

“La valeur est initialement un facteur du travail ‘prix naturels’, ‘les prix projetés’ sont fonction de l’offre et de la demande des biens réels, ‘les prix effectifs’ doivent obéir à la réalité de cette offre et demande ” (David Ricardo).

Le prix serait donc l’expression de la valeur en monnaie. Ce qui pose la valeur de la monnaie ou le rapport de la monnaie aux biens et services. Le rapport des objets entre eux peut varier selon leur propre logique, le troc, et la monnaie parviendra toujours à les exprimer dans une même réalité. Elle est au cœur de cette réalité. L’offre des biens et services est exprimée en monnaie. Le flux monétaire représente le flux des biens et services sur le marché.

Ainsi le prix des biens peut varier en termes relatifs, quand l’offre et la demande favorisent l’appréciation ou la dépréciation d’un bien par rapport à d’autres ; et en termes absolus quand le prix varie en fonction de la monnaie. Quand l’ensemble des prix varient c’est que le cours de la monnaie accuse une dépréciation ou une appréciation par rapport à un référentiel, une monnaie internationale, sans que le cours ne varie nécessairement “monnaie administrée”. Quid quand le référentiel varie ?

Le prix ne peut que correspondre à l’offre et demande dont il est l’objet à un instant “t” et intègre l’information et la perception des agents sur la valeur relative du bien considéré et la valeur de la contrepartie monnaie. Mais le prix a été défini au préalable par le vendeur, et ce prix va être consenti par l’acheteur ou faire l’objet d’une négociation qui peut ou non aboutir. Le prix défini par le vendeur et consenti par l’acheteur correspond ou non aux prévisions des agents sur l’équilibre des marchés. Le remplacement du bien se fera dans la mesure où sa production est rentable, c’est la “valeur travail” ; autrement les quantités vont diminuer et les exigences augmenter jusqu’à trouver un nouvel équilibre.

En parallèle la monnaie a un cours international, ou bien elle est indexée à une monnaie internationale, plus particulièrement au dollar, lequel s’il n’est plus lié à l’or donne une cotation quotidienne du prix de l’or, des principaux métaux et de l’ensemble des monnaies de la planète. La stabilité de la monnaie vis-à-vis du dollar indique la neutralité de la monnaie vis-à-vis de la valeur absolue des biens et services ; toute variation enregistrée alors est attribuée au changement de la valeur relative c’est-à-dire à la pénurie ou à l’abondance, actuelle et dans les prévisions futures, compte tenu du coût et des possibilités de production.

Les prix absolus

La stabilité de la monnaie peut être ébranlée à cause de divers facteurs, notamment le recul de la productivité, la spéculation, le déficit de la balance des paiements, l’endettement de l’État, et surtout le financement de l’État par l’expansion de la masse monétaire. De même qu’elle peut être ébranlée par le manque de confiance dans l’économie ou dans le pays dont l’effet serait d’accélérer la circulation fiduciaire qui aurait le même effet qu’une expansion monétaire. “Si l’afflux des espèces continue après que la masse monétaire soit arrivée à une valeur globale suffisante $M=L/V$, la monnaie n’est plus

augmentée qu'en sa quantité ; l'unité monétaire se déprécie, la valeur de l'or monnaie devient inférieure à l'or marchandise, le remède est dans la convertibilité"¹³.

La stabilité des prix, en fait la stabilité de la monnaie, est le signe de l'équilibre économique, le modèle susceptible d'optimiser la productivité. Il s'agit le plus souvent d'un équilibre dynamique qui connaît une inflation de 2% à 3%. La raison est assez obscure. On s'accorde à dire que cette inflation contribue à réduire certains frais et salaires économiquement injustifiés et améliorer la "Productivité Totale des Facteurs".

Faut-il en tenir compte pour juger de l'évolution des prix ? c'est ce qui se fait normalement, mais le sujet est discutable et il le sera longuement dans l'étude de la monnaie.

L'évolution des prix par rapport à la monnaie pose à la base le problème de savoir si le prix des biens et/ou des services a changé durant la période ou si le cours de la monnaie a changé. C'est pourquoi on utilise généralement un déflateur qui réduit la variation de la monnaie à travers le temps pour observer l'évolution des prix en monnaie constante, c'est-à-dire le changement intrinsèque des prix.

La monnaie définit les prix et réciproquement. "Etalon de valeur" la monnaie indique à travers les prix le rapport des biens et services entre eux ; elle concrétise en un seul référentiel l'ensemble virtuel des rapports de troc en tant que données, sans les analyser. Parallèlement le niveau général des prix reflète le pouvoir d'achat de la monnaie et sa dépréciation à travers le temps.

On distingue "l'indice des prix à la consommation" qui représente généralement le "panier de la ménagère", c.-à-d. les biens et services essentiels pour une vie décente qui correspond au standard de vie de la nation, et l'indice général des prix qui reflète l'inflation. C'est l'inflation qui indique la variation du pouvoir d'achat de la monnaie ; alors que l'indice des prix à la consommation indique plus précisément l'impact de l'inflation sur les salariés.

Quand le flux monétaire, ensemble des salaires et autres revenus, est équivalent au flux réel, production des biens et services, les prix absolus sont stables. La production et la rémunération des biens est par nature différée, les salaires et autres facteurs de production sont rémunérés bien à l'avance de leur acquisition. Certains services sont rémunérés de façon concomitante, alors que d'autres (honoraires périodiques) sont réglés à posteriori. Il existe de même des biens et services réglés totalement ou partiellement en avance. Le flux est réputé équilibré si les prix sont stables.

Les prix relatifs

Ricardo distinguait entre les biens reproductibles et les biens non reproductibles. La valeur des premiers oscille autour du coût de production ; pour les seconds la demande est déterminante. On peut ici parler d'une valeur objective, celle des biens reproductibles ; et d'une valeur subjective, où la rareté croissante, la mode, le gain d'utilité, ou tout autre impondérable qui caractérise un bien non reproductible, font que la demande soit déterminante dans la fixation du prix.

John Stuart Mill apporte une précision à bon escient : pour les biens reproductibles mais à coût croissant la valeur est fonction de la rente. Cette précision ne pouvait échapper à Ricardo à qui on doit la théorie

¹³ Jean Bodin en réponse au sire de Malestroit qui attribuait la hausse des prix aux manipulations de l'alliage des pièces d'or.

de la rente, cependant il ne l'a signalé nulle part. Mais l'on dirait qu'elle est induite dans son raisonnement de la rente qui n'est autre qu'une illustration de la valeur travail par rapport au capital.

La division du travail, et d'une façon plus large les économies d'échelle déterminent, par opposition à la rente qui majore le coût, une baisse du coût de production sorte de rente négative. On peut d'ailleurs reconnaître la tendance générale des produits à la baisse des coûts du fait même de l'expansion de la production. En même temps, le progrès technique ne fait qu'améliorer l'efficacité du travail et réduire le coût de production.

La force de l'économie de marché se trouve dans la concurrence qu'elle suscite entre les producteurs pour survivre et prospérer. Cette concurrence s'est avérée l'élément essentiel qui favorise la réduction des coûts, les économies d'échelle, et surtout le progrès technique. L'état qui garantit les conditions favorables à une saine concurrence s'assure en même temps une amélioration constante de la productivité totale des facteurs et un avantage certain dans la concurrence internationale la voie du développement inclusif. Malheureusement les états sont le plus souvent influencés par des entreprises dominantes qui prospèrent dans la voie oligopolistique au détriment de la nation.

Les contraintes du prix

Dans une vision plus large du travail, Frédéric Bastiat qui a donné son nom à une perpendiculaire à l'avenue des Champs Elysées, intègre la part du travail dans la production des biens à la notion de service. Il utilise comme point de départ le paradigme de l'un de ses contemporains, l'économiste américain Henry Carey, "Travail épargné = Service rendu", pour développer : Travail = Service rendu ; Bien = Service ; Prix = rapport de 2 Services ; Propriété = total des Services rendus = Justice". Dans la foulée il définit la propriété et la justifie.

Pour Robert Owen, à l'opposé, le travail est loin de recevoir ses droits dans la fixation des prix. L'idée lui est venue en examinant le prix des pommes en province et dans la capitale. La pomme dans un panier de fruit au restaurant vaut 100 fois le prix quand on l'a cueillie sur l'arbre. Quelle est la rémunération du travail du paysan qui l'a plantée, soignée, cueillie, dans cette cascade de plus-values qui l'a portée à un prix 100 fois supérieur ?

Edward Chamberlin a la réponse dans son livre "Concurrence monopolistique". Le paysan n'a pas les moyens de porter ses fruits dans la capitale. A-t-il les quantités suffisantes qui justifient le transport ? intéressent le marché ? peut-il remplacer le distributeur, servir directement supérettes et restaurants ? le capital pour faire le crédit nécessaire au client ? Face à ces problèmes il trouve habituellement un négociant prêt à lui avancer les frais de semence et d'entretien de la terre et lui achète la récolte à un prix convenu. Souvent ledit négociant parvient à réserver les exploitations qui l'intéressent et monopolise un produit ou une marque qui lui permet de fixer un prix rémunérateur sur le marché. Le prix reproduit souvent un rapport de force plutôt que le rapport du travail que justifie la production du bien ou du service.

Frank Hyneman Knight, fondateur de l'Ecole de Chicago, a consacré beaucoup de temps à l'analyse du rôle d'entrepreneur, à la gestion du risque et aux sources de profit. La concurrence est garante de l'optimisation des prix et des conditions. Il suffit d'éviter de favoriser les tendances monopolistiques pour que le marché reproduise le meilleur cycle possible de production circulation consommation. Ceci s'est toujours avéré exact, actuellement comme dans le passé, il n'y a pas de raison qu'il ne soit aussi vrai à l'avenir.

“Dans un marché de concurrence parfaite le prix est unique, le plus bas possible, et permet d’acquérir la plus grande quantité de marchandises disponibles” (Léon Walras). Mais est-ce que la concurrence parfaite a jamais existé. Les conditions de la concurrence sont exogènes et l’économie n’a jamais pu les garantir. D’ailleurs c’est là la faiblesse de l’économie de marché, elle connaît les plus grandes déviations du fait des tendances monopolistiques que protègent souvent les gouvernements.

Les couts d’opportunité développés par Friedrich von Wieser sont à la base de la concurrence et permettent à l’entrepreneur d’optimiser constamment son choix. Ils sont nécessaires d’un bout à l’autre de la filière de production, depuis le choix de l’investissement jusqu’à la mise du produit à la distribution.

Du même cru marginaliste, Ludvig von Mises précise que le système des prix est idéal pour l’allocation des ressources. Ce qui est une autre façon d’exprimer la même réalité. Par contre il précise que la valeur ne peut être mesurée que d’après son rang sur une échelle de préférence. C’est à la fois reconnaître que la précision dans un projet est aléatoire, indicative, et que le choix doit porter sur la comparaison de possibilités alternatives. Vilfredo Pareto adoptera ce raisonnement de base en tant que fondement de la célèbre “courbe d’indifférence”

Marché et Prix

Loin des sentiers battus Joan Robinson s’est plu à démontrer de façon remarquable que la nature de l’économie est loin de répondre au schéma de la concurrence parfaite et de l’équilibre présumé¹⁴. Cette propriété même justifie le recours à la politique keynésienne qui ne fait que corriger les distorsions du marché. Les trente glorieuses ont donné la preuve après la seconde guerre mondiale.

1978 a vu la résurgence de l’inflation alors que le chômage demeurait très élevé ; situation que Paul Samuelson a qualifiée de “stagflation” et que Milton Friedman avait prévue au début des années 70. Il n’était plus question d’expansion monétaire face à la sensibilité des prix. Friedman reconnaît qu’une croissance de la masse monétaire de 5% augmenterait bien moins les prix et stimulerait l’économie ; cependant l’exercice suivant il faudrait à nouveau 5% d’expansion monétaire pour maintenir l’emploi au niveau précédent où il était associé à une monnaie stable.

On ne peut pas jouer avec les prix qui sont le radar de l’économie et l’élément fondamental de la décision de produire, c’est en gros le message de Friedrich von Hayek source majeure d’inspiration de Friedman, lequel tranche : Garder la masse monétaire stable (elle doit augmenter strictement en rapport avec la croissance de l’économie) toute manipulation fait plus de mal que de bien¹⁵.

L’école de Chicago a suivi Friedman dans sa thèse, surtout après l’étonnante prévision de la stagflation et la consécration de ses pairs. D’autres auteurs vont abonder dans son sens et même déborder sa thèse dans un sens plus restrictif encore : John Muth¹⁶, Robert Lucas (Nobel 95) “l’intervention ne peut que faire du tort à l’économie”¹⁷.

¹⁴ *‘Economics of imperfect competition’* 1933.

¹⁵ “Keep the money supply steady, discretion makes more harm than good”.

¹⁶ ‘Theory of price movement’.

¹⁷ “Discretion can make nothing but harm”

Malheureusement l'économie de marché malgré son efficacité souffre des déviations propres à chaque entreprise collective et nécessite une régulation sage de l'état pour atteindre ses objectifs de croissance et de répartition.

“L'équilibre est la situation la plus efficace, toute économie efficace mène à l'équilibre”¹⁸. La stabilité des prix est synonyme de l'équilibre économique.

En période d'inflation la stabilité des prix devient impossible et l'entrepreneur a recours le plus souvent à la “valeur de remplacement” quand il propose à la vente les produits qu'il a en stock et qu'il a acquis à une parité inférieure. Une partie du profit réalisé est fictive et indique tout simplement la différence du cours de la monnaie entre le moment où le produit a été acheté et celui où il a été vendu. Cet excédent est naturellement taxé dans le cadre du revenu et la taxe supplémentaire constitue une perte sèche¹⁹ pour l'entrepreneur.

En période d'hyperinflation, non seulement l'impôt sur le revenu devient excessif mais le contrôle des prix devient plus sévère dans le but de limiter la course “prix – salaires” généralement en pure perte. En fait il n'existe pas de moyens de mitiger les effets de l'hyperinflation en dehors de la concurrence. Il vaut mieux essayer de remédier à la dépréciation de la monnaie.

¹⁸ Maurice Allais, Cf. #3

¹⁹ Martin Feldstein “Inflation and corporate profit taxation”

Chapitre 4

La Consommation

La demande a pour motivation la consommation et/ou l'investissement. A-t-elle un autre objectif ? On ne peut considérer la demande commerciale comme une activité distincte de l'investissement, les deux concourent au même objet, l'exploitation des facteurs de production dont le but ultime est la satisfaction de la consommation. En somme la demande est en finale l'équivalent de la consommation. L'investissement ou consommation différée ne sert qu'à améliorer la productivité grâce à l'accumulation du capital technique, et partant à optimiser le standard de vie. A mesure que l'économie progresse la part de la consommation durable augmente. La ligne de démarcation entre l'investissement et la consommation s'estompe dans la consommation durable car l'usage modifie très peu le produit. La distinction est uniquement dans la finalité de l'usage.

La consommation trouve son origine dans la nature biologique de l'homme, de par son appartenance au monde animal, et dans sa dimension psychologique, de par son développement ancestral. Le terme de demande effective a été énoncé pour la première fois par Robert Malthus. Il s'agit de la demande "économique". Il est vrai que la demande est exogène et n'a d'autres limites que les moyens à la disposition de l'acheteur, mais ces moyens représentent un bien par eux-mêmes issu de la capacité d'acquiescer les autres biens, et le propriétaire voudrait les épargner pour augmenter son capital et pouvoir en disposer plus tard. Cette partie des moyens disponibles, quand elle est thésaurisée, ne concourt plus à la demande effective qui désormais devient inférieure à la production de la période.

Cette idée contredit apparemment la "loi des débouchés" (Say²⁰) pour qui "la production crée les moyens de son acquisition". Plus tard, les commentateurs de cette loi devaient soutenir que l'équilibre entre la production et la consommation n'était pas rompu, car l'entreprise "rachetait" forcément la production n'ayant pas encore trouvé acquiesceur. Pourquoi faudrait-il scinder le monde entre producteurs et consommateurs alors que les producteurs sont en même temps consommateurs, et réciproquement, ce qui justifie le cas particulier où l'entreprise rachète son produit dans le but de l'offrir ultérieurement, chose qui ne distingue nullement son action de l'investissement.

Consommation intermédiaire.

Tous les produits se font à partir de matières premières, produits bruts et/ou semi-finis. Les produits intermédiaires font-ils l'objet d'une consommation ? non, ils ne servent à l'homme qu'incorporés dans un produit final dont le destin est la consommation immédiate ou durable. Par conséquent considérer le produit intermédiaire comme un bien de consommation ferait un double emploi.

Les services n'offrent pas de matière première ; cependant elles reposent sur un know how parfois très important qui a incorporé des efforts et un temps de préparation, et continue à les nécessiter. Penser au travail du médecin, de l'ingénieur ou de l'avocat, au temps que nécessite la formation professionnelle et qui s'étend de nos jours tout au long de la vie.

²⁰ Jean Baptiste Say 'Traité d'économie politique' auteur de la trilogie 'Production, Répartition, Consommation'

En termes d'effort et de cout il y aurait peu de distinction pour les produits intermédiaires qui servent à la production des biens et services et seraient de la nature des investissements plutôt que de celle des produits de consommation.

Consommation et Prix

Au niveau des prix relatifs on peut comprendre que plus le produit est économique et plus il présente d'intérêt et de possibilité d'acquisition – Cf. le marché de concurrence parfaite de Walras. Pour Cournot²¹ "La demande est une fonction décroissante du prix". Plus le prix hausse plus la demande baisse. Il analyse cout et profit et constate que du fait des économies d'échelles les prix ont tendance à baisser et les quantités et les profits augmenter.

Alfred Marshall trace la courbe de la demande et l'exprime en fonction de son élasticité par rapport au prix. Quand deux ou plusieurs produits sont en concurrence, la "courbe d'indifférence" (Pareto) détermine l'orientation de la demande. Toute règle a son exception : Dans le cas de la consommation ostentatoire la cherté du prix ne décourage pas le consommateur, au contraire, elle l'attire (Veblen)²². Ce cas est beaucoup plus répandu qu'on le croit et relève de ce que l'auteur appelle "consommation ostentatoire et émulation pécuniaire". Le besoin d'identification est souvent assouvi au prix d'une dépense dont la justification est beaucoup plus dans l'ego que dans le produit.

Evolution du rythme de consommation

La demande effective pour les besoins de la consommation correspond d'après Keynes à $C = A + MD$ où A est le revenu minimum indispensable à consacrer aux achats, plus un quotient M de la tranche de revenu supplémentaire disponible D

La formule originale de Keynes : $C=c(Yd)+Co$

c: propension marginale Yd: une unité de revenu disponible Co: consommation incompressible

La consommation incompressible est à la fois absolue et relative. Absolue, elle a un caractère vital, l'individu qui n'a pas les moyens disponibles préfère s'endetter plutôt que s'abstenir de la dépense. Relative, elle correspond aux engagements pris par l'individu, quand les moyens viennent à manquer il doit quand même payer le loyer et autres engagements en cours. Il peut cependant à terme les réduire, prendre une maison dans ses moyens, s'abstenir des achats non indispensables.

A terme 'Co' tend quand même à la baisse mais avec de plus en plus de résistance à mesure que le temps s'écoule. A mesure qu'une société se développe Co hausse avec le standard de vie et le ratio « biologique » ayant un caractère absolu perd de son importance jusqu'à devenir négligeable pour une société très avancée.

L'unité de revenu disponible Yd après allocation à la consommation incompressible indique le potentiel de consommation de l'individu, et en macro-économie, le potentiel de consommation de la société.

Modigliani considère que l'individu dépense suivant sa condition du moment. Sobre dans sa jeunesse, alors que ses revenus sont encore limités ; il vit mieux dans la force de l'âge en fonction de la hausse de ses revenus ; et se limite à nouveau dans le troisième âge quand les revenus ont tari "*Life Cycle Income*".

²¹ Antoine Augustin Cournot '*Mathematical Principals of the Theory of Wealth*' 1848.

²² '*Theory of the Leisure Class*' 1899.

Friedman "*Permanent income hypothesis*" estime que l'individu a tendance à prévoir et à économiser pour bénéficier de conditions de vie stable. Au début de sa carrière ses besoins sont nécessairement plus limités et ses revenus correspondent à son standard de vie. A fur et à mesure que ses revenus augmentent il va économiser pour qu'une fois ses revenus réduits il puisse maintenir quand même le même standard de vie.

Il est difficile d'identifier le schéma de comportement majoritaire. Les deux vont nécessairement coexister. Cependant avec les politiques sociales, l'extension de la sécurité sociale, l'épargne organisée dans certaines professions, le besoin d'économie se fait moins sentir à fur et à mesure que se développe le sentiment de sécurité ; et le rythme de la vie est stabilisé sans pour autant avoir à décider soi-même de l'économie à réaliser pour ses vieux jours, l'organisation sociale en prend soin.

L'organisation de la consommation

Dans la seconde moitié du 20^e siècle deux phénomènes ont pris une importance capitale, les associations de consommateurs, sur le plan national, et le déséquilibre alimentaire, sur le plan mondial. Aux Etats Unis Ralph Nader, un avocat actif sur la scène publique et futur candidat à la présidence de la république, a lancé le concept de "protection du consommateur" qui s'est répandu par la suite dans le monde entier, en s'attaquant pour commencer à l'insécurité des voitures automobiles de l'époque. Sur un autre plan l'abbé Pierre lançait sa campagne en faveur des déshérités et stigmatisait le "sud" du monde. Le Sud était caractérisé par des nations où la majorité des citoyens vivaient sous le seuil de pauvreté et souvent dans la misère ; mais encore par des régions défavorisées dans les pays industriels et qui se trouvaient par hasard au sud du pays.

Depuis, toutes les disciplines ont été concernées par la consommation. Il n'était pas permis que malgré l'enrichissement du monde la famine frappe des régions entières alors que la surconsommation était la cause de beaucoup de maladies dans les pays riches ou affectant les riches des pays pauvres. Des agences nationales et internationales ont été créées pour pallier au problème de la faim . Les conflits, les guerres civiles et les exodes ont accentué le drame dans beaucoup de nations en voie de développement. L'Organisation Internationale pour l'alimentation et l'agriculture – FAO – spécialisée dans la lutte contre la faim et l'amélioration de la production agricole est présente dans tous les pays du monde. L'agence des Nations Unies "Programme Alimentaire Mondial" a intervenu en 2019 dans 88 pays et aidé 97 millions d'individus.

Dans les pays avancés l'idée d'un "revenu universel" a fait son chemin et personne ne devrait être privé d'un revenu qui lui assure le standard de vie minimum auquel le revenu national lui donne droit. Ce minimum couvre l'alimentation, l'habitation, le vêtement, et les besoins essentiels en plus des services qui sont prodigués gratuitement à l'ensemble de la population telle la santé et l'éducation. L'aspect humain d'une telle initiative est notoire mais l'aspect économique n'est pas moins important du fait que ce revenu régularise fortement le circuit économique, et aplatit les crises, créant une dynamique qui ne serait pas loin de combler une grande partie de son cout. Le revenu universel a été appliqué dans certains pays à raison de 60% du salaire minimum ou de 50% du revenu médian.

Le rôle de l'état

Sur un autre plan les associations de protection des consommateurs ont obligé les nations à prendre conscience de leurs obligations et d'établir des normes et des procédures pour la protection du consommateur et la sauvegarde de ses droits. Ce mouvement a coïncidé avec la prise de conscience des

lacunes de l'économie de marché. Même quand on reconnaît sa supériorité dans la production des richesses on ne peut plus ignorer ses faiblesses et la nécessité de la réguler. Oui le meilleur outil pour optimiser le rapport qualité/prix à la base de l'amélioration du standard de vie est encore et toujours la concurrence, mais il ne suffit pas de la loi "Sherman"²³ anti-trust pour permettre au marché de donner son plein potentiel.

La consommation est un bien absolu tant qu'elle assure la survie et concourt au progrès et au bonheur de l'homme ; mais cela doit être considéré dans la sobriété et la qualité de vie qui en découle. Cette limite n'est pas retenue par la rationalité économique dont l'objet est d'assurer la maximisation de la demande et partant de la consommation et/ou de l'investissement. A cet effet la politique monétaire vise à stabiliser la demande à partir du potentiel de consommation et des opportunités d'investissement.

Le rôle de l'état face à la pandémie

La pandémie a décuplé le rôle de l'état. Le confinement a forcé les gens à rester chez eux. Beaucoup d'entreprises dans le monde ont débrayé ; certaines laissant leur personnel sans ressources. Les métiers libres ont perdu leur clientèle. Dans les pays développés l'état a dû suppléer au revenu des ménages pour leur permettre de maintenir une vie décente et en même temps maintenir l'activité économique en fonctionnement.

La Réserve Fédérale, banque centrale des Etats-Unis, a volontiers accompagné le mouvement et le plafond légal de la dette publique en mai 2021 de USD 22 Trillions à USD 28.2 Trillions en deux années. En France la dette publique a dépassé les 100% du PIB ; loin des 63% convenus dans l'accord de Maastricht. Les taux d'intérêt négatifs en France et en Allemagne supposent l'absence d'un risque inflationniste.

Quel retard vont subir les PVD qui n'auraient pu soutenir la consommation et la production ? et ceux qui auraient subi les effets dévastateurs de la pandémie, faute d'avoir pris des dispositions nécessaires, de peur de handicaper leur économie.

Même si les pays avancés focalisent sur l'après pandémie les modèles de consommation ne vont pas tellement changer, les motifs sont profondément ancrés dans la nature biologique et culturelle des individus et des sociétés. Tout au plus certains phénomènes que la technologie allait de toute façon promouvoir ont été accélérés. A ce titre l'usage intensif de l'internet et les livraisons à domicile étaient déjà largement répandus particulièrement auprès de la jeunesse. Dès que les restaurants ont pu ouvrir la clientèle s'est ruée sur les réservations. La difficulté des voyages et les multiples conditions sanitaires ne découragent pas particulièrement les touristes. Bref les changements d'habitudes seraient plutôt dus à la technologie et/ou à des facteurs sociaux qu'à la pandémie.

Il est vrai que l'utilisation intensive des réseaux de communication sur le plan professionnel, scolaire ou social ne va pas beaucoup diminuer mais il en sera fait usage dans les limites où il aura prouvé une efficacité au moins équivalente à la présence sur le lieu de travail ou à l'université et/ou dans les manifestations culturelles et/ou les événements sociaux.

²³ Edictée aux Etats-Unis en 1890 pour assurer un niveau suffisant de concurrence en démantelant les trusts qui jouissent d'une situation dominante sur le marché.

Les droits du consommateur

Aux Etats Unis la production agricole ne dépasse pas les 1% du PIB et la production industrielle ne dépasse pas les 19% - 80% sont consacrés aux services. Il est clair que les pays émergents, à mesure de leur développement, vont se rapprocher de ce modèle qui caractérise à plus ou moins l'ensemble des pays avancés. Les besoins deviennent de plus en plus hédonistes ; et chaque produit ou service sera enveloppé d'un faisceau de services qui le distinguent, le commentent et le valorisent. C'est le rôle de la marque ou de la griffe qui accompagne chaque produit.

Les principes directeurs édictés par les Nations Unies²⁴ pour la protection du consommateur en 1999 formalisent un ensemble d'obligations pour la sauvegarde des droits de la consommation qui s'appliqueraient sans distinction de produit ou de situation :

Obligation générale d'information :

La plupart des états ont précédé les Nations Unies dans l'exigence légale d'identifier les produits offerts à la consommation. L'étiquette doit non seulement illustrer la composition et autres spécifications concernant notamment l'usage, mais présente plus généralement une traçabilité complète du produit depuis sa production.

Au niveau du secteur public le droit à l'information est devenu une règle générale dans la plupart des états modernes. De par la loi le citoyen a la capacité d'interroger l'administration sur toute décision touchant le service public. On peut imaginer l'importance de cette faculté dans la moralisation des adjudications, des appels d'offres et l'attribution des contrats.

Obligation générale de sécurité :

De nos jours l'ensemble des produits importés et/ou mis à la consommation est soumis à l'examen technique et toxicologique d'une autorité compétente ; surtout les médicaments, les produits de consommation courante et même les jouets des enfants.

Aux Etats Unis Ralph Nader a fondé sa popularité sur un livre paru en 1965 *Unsafe at Any Speed* dans lequel il démontre la négligence de la sécurité routière par les constructeurs automobiles.

Obligation générale de conformité :

Cette obligation découle des règles générales du contrat. L'achat d'un produit ou service est un accord tacite entre un producteur et un consommateur où le premier doit livrer au second exactement ce qu'il avait promis/déclaré en mettant son produit ou service à la vente. L'entorse à cette règle et une cause de nullité de l'acte et peut même entraîner une réparation s'il y a eu préjudice.

Obligation générale de réparation des préjudices :

La non-conformité du produit ou du service est l'un des cas qui peut grever l'acte entre un fournisseur et un client. D'autres cas peuvent également causer un préjudice plus ou moins grave en fonction de la situation à laquelle est confronté l'acheteur. Il en est ainsi du retard de livraison, de la non livraison, du non-respect d'un contrat d'exclusivité ; et en général de toute irrégularité à l'accord expresse ou tacite entre les parties.

²⁴ UNCTAD 'United Nation Conference on Trade and Development'

Obligation générale de loyauté et d'équilibre dans les contrats :

Un contrat par lequel l'une des parties profite de l'ignorance ou de la faiblesse de l'autre est dit "léonin" et sujet à abrogation sans autre forme de procès. Cette règle contractuelle s'applique par extension à la relation qui s'établit sur le marché entre fournisseurs et clients. Ainsi toute affirmation mensongère, même sans but de promotion ou de valorisation est une cause d'annulation de l'achat et permet le retour du produit et la restitution de son prix. Elle peut même donner droit à réparation s'il y a eu préjudice.

Chapitre 5

L'Épargne

Turgot²⁵, fut le premier à considérer le rapport entre l'épargne et l'investissement :

$$S = I \text{ (Savings = Investment)}$$

Plus tard Keynes va développer cette affirmation dans la célèbre formule :

$$Y = C + S \text{ le revenu national (Y) est consommé ou épargné ; or}$$

$$Y = C + I \text{ ce même revenu est consommé ou investi ; donc}$$

$$I = S \quad \text{l'investissement est égal à l'épargne (S)}$$

Il est cependant légitime de faire une réserve : le revenu épargné peut être thésaurisé, c'est le fameux bas de laine, et ne fait donc pas entièrement l'objet d'un investissement ; de même qu'une partie du fonds destiné à l'investissement est distraite pour des besoins de sécurité et/ou de conformité à la réglementation financière. Ainsi la Banque Centrale exige que les banques placent auprès d'elle un pourcentage de leurs dépôts sous forme de réserve obligatoire généralement sans intérêt ; de même que les banques conservent auprès de leurs correspondants un volant nécessaire à financer leurs engagements.

L'adéquation de la production, représentée par l'offre globale des biens et services, et de la demande effective exprimée par les revenus, sera examinée plus à fond dans le chapitre suivant qui traite de "l'équilibre économique".

La croissance durable qui assure le niveau de consommation le plus haut, ce qui correspond au standard de vie le plus élevé, doit obéir à ce qu'Edmund Phelps a appelé la "règle d'or de l'accumulation de capital" qui fait que le taux national d'épargne égale la part du capital dans le revenu national.

En effet plus l'épargne augmente et plus la consommation actuelle diminue ; de même que la consommation actuelle se fait au détriment du potentiel de production future. L'optimum consiste à majorer l'épargne dans les limites de la demande globale nécessaire à l'achat de l'ensemble de la production.

Or cette demande trouve ses ressources dans la rémunération des facteurs de production, capital et travail. L'épargne trouve le chemin de l'investissement, améliore la productivité et consolide le PIB dans la mesure du niveau de l'emploi, ayant pour objectif le plein emploi.

La question légitime serait : est-ce que la rémunération globale du "travail" est suffisante pour acquérir l'ensemble de la production afin que la rémunération du capital soit déviée vers l'épargne ?

L'adéquation de l'épargne et des biens d'investissements n'est certes pas automatique ; mais de nature à s'équilibrer d'une période à l'autre. De plus rien n'empêche qu'un revenu élevé du travail soit distrait vers l'épargne et l'investissement ; de même qu'un revenu du capital soit utilisé aux fins de consommation. Cependant cette distinction appelle une image : l'homme doit vivre de son travail et se servir de son capital pour aménager l'avenir.

²⁵ Anne Robert Turgot, économiste et homme d'état français du 18^e siècle '*Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*' 1770.

Le moteur de l'épargne privée

Au niveau de l'individu l'épargne répond à un besoin de sécurité et/ou une propension naturelle au progrès. C'est pourquoi le taux d'intérêt et les opportunités de placement jouent un rôle certain dans la "propension à épargner"

Cependant l'épargne n'est pas une fonction directe du taux d'intérêt. Il se peut que le titulaire du revenu préfère le thésauriser par manque de confiance dans la conjoncture ou dans les opportunités de placement qui se présentent à lui.

Néanmoins, toute chose égale par ailleurs "un intérêt réel²⁶ bas encourage l'investissement ; et un intérêt réel élevé encourage l'épargne – Michael Boskin".

Les classiques, en reliant l'épargne à l'investissement à la suite de Turgot, ont accordé naturellement le plus d'importance au rendement de l'investissement et par conséquent au taux d'intérêt servi à l'épargne. Cette relation est quand même mitigée par d'autres facteurs : la propension à consommer, à investir, à épargner, la préférence pour la liquidité, et le besoin de sécurité actuelle et future. Appliquée à l'épargne, la 'dépréciation du futur' d'Eugen Böhm-Bawerk²⁷ et la 'disponibilité du capital' déterminaient le taux d'intérêt. Le facteur psychologique fut souvent repris par les économistes sous le vocable *time preference* pour expliquer le différentiel d'intérêt dans le temps.

L'hypothèse de Keynes

D'après J. M. Keynes il y aurait un niveau de consommation incompressible qui répond à des nécessités biologiques et socio-culturelle. Ce niveau ne permet pas l'épargne. L'individu dépense l'ensemble de son revenu et a propension à s'endetter et/ou à liquider les biens dont il dispose si son revenu est insuffisant à couvrir ses besoins incompressibles.

Au-delà l'épargne dépend du revenu supplémentaire. Plus ce revenu est élevé plus la part de l'épargne grandit. De nombreux économistes se sont penchés sur la baisse de la propension à consommer à fur et à mesure que la satisfaction grandit ; ouvrant ainsi la voie à une plus grande part de l'épargne.

Le peuple japonais est probablement le peuple le plus économe au monde et cela est dû à un phénomène socio culturel qui fait que les dépenses ostentatoires sont mal vues et une vie frugale est le signe d'une grandeur reconnue du milieu et appréciée par l'ensemble de la société japonaise. La plupart des autres cultures, autant dans les pays développés que dans les pays émergents et bien plus dans les pays en voie de développement, les dépenses ostentatoires et les signes extérieurs de richesse sont largement répandus. Thorstein Veblen les a consignés dans un célèbre ouvrage *The Theory of the Leisure Class*.

L'exemple japonais montre également le peu d'importance que représente l'argument du taux d'intérêt pour l'épargne ; et ceci bat en brèche le concept classique qui avait droit de cité à l'époque de Keynes et auquel beaucoup demeurent attachés de nos jours. L'intérêt au Japon est tout bonnement négatif depuis fort longtemps et la propension à épargner demeure l'une des plus fortes au monde sinon la plus forte.

²⁶ L'intérêt réel est le taux nominal moins l'inflation.

²⁷ Eugen Böhm-Bawerk, économiste tchèque de la fin du 19^e s. et l'un des ténors de l'école autrichienne.

Sur le plan individuel l'épargne est fonction du revenu avec pour limite 0 au niveau de la consommation incompressible et une accélération continue à mesure que le revenu augmente. Cette accélération varie en fonction des habitudes socio-culturelles des nations.

Sur le plan macro-économique la concentration du capital favorise l'épargne ; par contre l'étalement des bas revenus au niveau de consommation incompressible (salaire minimum) distrait de l'épargne la majeure partie du revenu du travail.

Le point de vue de Friedman

Friedman suppose, a raison d'ailleurs, que l'individu cherche à maintenir un niveau de vie stable et par conséquent qu'il aspire à un revenu constant *permanent income hypothesis*. En effet l'individu s'adapte à différentes situations mais demeure sensible aux variations. Au début de sa carrière il lutte pour assurer sa place au soleil ; et une fois arrivé au sommet de sa carrière il souhaite pouvoir conserver son revenu et le standard de vie auquel il donne droit. Malheureusement l'hiver de la vie se rapproche et il ne peut espérer obtenir durant sa retraite les mêmes avantages dont il disposait au fait de sa carrière.

L'individu va consacrer une partie de ses revenus qu'il estime nécessaire à lui assurer un standard de vie convenable durant sa retraite. En fait il s'agit d'un équilibre optimisable entre le présent et le futur. L'individu doit sacrifier une partie de son standard de vie actuel (de sa consommation actuelle) en vue d'améliorer son revenu et son standard de vie futur (consommation future).

Dans les sociétés évoluées l'état prend en charge une partie de cette fonction. Les plus élémentaires ont créé un fonds de retraite limité dans son envergure aux travailleurs ayant rempli certaines conditions et dont les cotisations sont traduites en retraites mensuelles durant la vie du bénéficiaire et de ses ayants droit ; les plus évoluées couvrent l'ensemble de la population dans des limites raisonnables. Des fonds complémentaires permettent à ceux qui le souhaitent de s'assurer une retraite dorée au prix de sacrifices plus substantiels durant leur vie active.

Bien entendu le fonds de retraite n'est pas le seul placement complémentaire. L'individu ayant des moyens a plusieurs outils à sa disposition ; mais là généralement la distinction entre épargne et investissement tend à s'estomper ; elle dépend surtout du niveau de moyens dont dispose l'individu. Certains placements présentent un niveau de sécurité élevé tels les titres et valeurs dits de père de famille dont le rapport est limité mais qui risquent peu de se déprécier ; les fonds souverains garantis par l'état ; les obligations à revenu fixe relevant de sociétés de première importance ; l'immobilier dont le loyer mesure l'intérêt. D'autres placements sont plus spéculatifs et offrent un rapport d'autant plus important qu'ils présentent un risque plus grand. La bourse est la forme la plus répandue de ce type de placements fort lié à la conjoncture économique et qui offre à la fois un profit plus substantiel et une possibilité de plus-value. Cette forme de placement s'est fortement développée et donné naissance à des produits dérivés qui avaient pris énormément d'importance la veille de la crise mondiale de 2008 ; particulièrement les CDO²⁸ titres de créances à haut rendement garantis par le crédit immobilier et vendus en cascade aux banques et autres institutions financières. Les CDO bénéficiaient de la plus haute estimation des agences de notation étant adossées à des garanties immobilières.

Les individus peuvent investir également dans des valeurs qui n'ont aucun rendement ; l'or, les pierres précieuses, les œuvres d'art et la propriété foncière en friche forment le meilleur exemple. Ces valeurs

²⁸ *Collateralized debt obligations*

donnent un sentiment de sécurité et un espoir de plus-value qui font que dans certaines conjonctures elles sont bien plus prisées que les placements à rendement.

L'opinion de Modigliani

Pour Modigliani il est peu probable que l'individu puisse épargner au départ de sa vie active, à moins que ce ne soit une épargne forcée dans un fonds de retraite et/ou auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale où sa cotisation est prélevée à la source. Cette première étape de la vie active rejoint la thèse de Keynes où la consommation incompressible ne laisse pas de place à l'épargne.

L'épargne substantielle commence au moment où l'individu avance dans la vie active et atteint son amplitude maximum au moment où l'individu parvient au sommet de sa carrière. Mais cette épargne, tout en étant relativement importante, ne cherche pas à préserver le même standard de vie durant la retraite ; à ce moment l'individu doit se contenter du revenu auquel il a droit. Autrement dit l'individu en général n'est pas prêt à trop sacrifier le standard de vie présent pour s'assurer un même standard de vie lors de la retraite. C'est d'autant plus censé que l'individu n'a généralement pas les mêmes besoins de représentation au moment de la retraite que durant le sommet de sa carrière ; il n'a pas non plus les mêmes obligations les enfants ayant grandi et les charges familiales ayant diminué ; enfin loisirs et activités récréatives auraient alors un caractère plus frugal et moins onéreux.

Il ne fait pas de doute que ces modèles de comportement se retrouvent dans la société et varient en fonction des conjonctures. Il est difficile de juger l'un dominant. On peut cependant accepter l'idée que l'épargne disparaît quand le revenu couvre à peine le niveau de consommation incompressible ; et que le taux d'épargne augmente avec l'augmentation du revenu ; et que le modèle socio-culturel forme l'argument majeur de l'accélération de ce taux.

Travail et Capital

Le marché du travail dépend de deux facteurs la population active et les opportunités d'emploi. Le benchmark actuel est de 65% de la population en âge de travailler, 15 ans à 64 ans. L'amélioration de la santé générale des citoyens et l'allongement de la durée de vie font que dans beaucoup de nations l'âge de la retraite est repoussé à 66 ans ou 68 ans. En même temps l'enrichissement des nations fait que l'on cherche autant le repos et les loisirs ; de sorte que l'on peut maintenir la norme actuelle. L'engagement est motivé par le salaire "Le travail est fonction de l'utilité, salaire, face à la peine du sujet, désutilité – Alfred Marshall".

L'épargne est motivée par un besoin de sécurité et/ou de bien-être futur ainsi que par le taux d'intérêt présent et plus généralement la rémunération du capital. Il est évident que la demande est d'autant plus élevée que les perspectives d'exploitation sont favorables. Le taux d'intérêt serait plus rémunérateur et les agents épargneraient plus volontiers leur revenu "Le taux global d'épargne est fortement influencé par le taux d'intérêt – Michael Boskin".

Un équilibre dynamique doit s'établir entre la consommation et l'investissement à travers l'épargne qui correspond en principe au "mieux-être" de la population qui doit pourvoir à ses besoins actuels et ménager les moyens qu'elle souhaite pour l'avenir. Les moyens pour y parvenir sont mondialisés, l'investisseur a désormais accès au capital du monde entier il suffit qu'il offre un investissement et un environnement qui répondent à certaines conditions de rentabilité et de sécurité.

Ceci nous amène à observer que la majorité des pays émergents travaillent contre leur intérêt en proposant une panoplie d'incitation d'un autre temps alors qu'ils manquent des conditions élémentaires que réclame l'investisseur : Une justice indépendante et intègre, la paix sociale, un environnement favorable aux affaires et un rendement dans les normes.

L'épargne se traduit généralement par une croissance des dépôts bancaires, à vue puis à terme porteurs d'intérêts plus substantiels et/ou font l'objet de placements en titres et autres valeurs. Cependant les statistiques ne tiennent pas compte des transferts de capitaux dans l'estimation de l'épargne pour éviter un double emploi. Le taux d'épargne d'un pays est le quotient de l'épargne globale sur le revenu total. Quand le pays pratique des taux d'intérêt plus élevés à dessein d'attirer les capitaux étrangers cela peut donner une impression trompeuse de l'ampleur de l'épargne. Cependant la hausse des intérêts réels décourage l'investissement. Laissé à lui-même le marché a tôt fait d'établir un équilibre qui tient compte des divers facteurs politiques, économiques, sécuritaires, éthiques qui influent sur l'offre et la demande de capitaux.

Les individus épargnent davantage à mesure que leurs revenus augmentent. L'offre de crédit augmente quand les taux d'intérêt augmentent et encouragent au sacrifice du présent pour l'avenir ; par contre la hausse des taux d'intérêt agit à l'encontre de la demande de fonds d'investissement car elle hausse les coûts de l'exploitation et réduit la profitabilité. L'investissement est également sensible à la politique fiscale ; l'allègement des taxes encourage l'investissement – par contre l'alourdissement des taxes freine l'exploitation (Arthur Laffer).

Malheureusement sous couvert d'aplanir la courbe les états ont vite fait de pratiquer des taux administrés dans le but d'établir l'économie de rente, favoriser la classe des financiers et/ou les capitaines d'industrie par les taux élevés et leur corollaire les subventions.

L'Investissement = / <> de l'épargne

Dans le "Traité de la monnaie" de 1931 Keynes avance que l'épargne et l'investissement sont égaux quand l'économie est en équilibre. L'excès d'investissement provoque l'inflation de même que le manque d'investissement est source de tension déflationniste.

Par la suite dans la Théorie Générale Keynes semble affirmer que l'égalité de l'épargne et de l'investissement se retrouve dans tous les cas de figure, du moins ex-post. Hicks note dans son ouvrage (Value and Capital, 1939) "Autant que je puisse le conceptualiser, il y a des raisons sérieuses de croire que ces affirmations sont à la fois vraies et fausses"

On peut tenter l'explication suivante : Dans le premier cas le supplément d'investissement a recours à la création monétaire ; dans le deuxième cas le défaut d'investissement signifie que la demande de biens et services disponibles est inférieure aux moyens qui ont contribué à leur formation ; la monnaie est thésaurisée et le pouvoir d'achat transféré à la monnaie active.

Ceci nous porte à croire que c'est plutôt l'égalité de l'épargne et de l'investissement qui assure l'équilibre de l'activité économique et son rendement optimum. En effet, si l'ampleur de l'épargne est la source de l'enrichissement, l'investissement qui le matérialise, c'est leur égalité qui assure la productivité maximum et de ce fait l'équilibre économique.

Considérons l'équation ($C=A + MD$) On peut dire qu'une forte concentration des revenus dans les pays en voie de développement et les pays émergents permet une plus grande épargne. Parallèlement un

étalement plus égalitaire des revenus dans les pays avancés contribuerait bien mieux à la formation de l'épargne. En effet si les habitudes de consommation ne sont pas les mêmes, les exigences tendent à se mondialiser du fait de la mondialisation de l'information ; au-delà des nécessités vitales l'éducation et la santé sont prioritaires dans toutes les sociétés. "A" le minimum incompressible tend vers une certaine uniformité dans la mesure du possible. Le surplus obtenu d'une meilleure répartition des revenus dans les PVD serait affecté à la consommation et non à l'épargne. Par contre le supplément obtenu par les ménages dans les sociétés avancées, dont l'écrasante majorité des citoyens a un revenu supérieur au minimum incompressible, va être affecté directement à l'épargne. Il demeure que plus la répartition du revenu est égalitaire plus la productivité s'améliore.

La concentration des revenus a permis à l'Inde un taux d'épargne très élevé et durable qui lui a assuré une forte croissance, 7% de moyenne entre 1997 et 2017 (CIA World Factbook) et la transformation de l'agriculture en secteur à forte productivité qui contribue à 15.5 % du PIB. Sur le plan technologique le sous-continent indien a connu une très forte avancée dans l'informatique et les communications. Socialement il s'est créé une large classe moyenne qui révèle le mieux-être résultant de ce progrès.

Par contre c'est l'étalement des revenus en Europe qui est la source de l'épargne substantielle que l'on constate. La zone euro a connu en 2018 un excès de €340 Mds d'après la Banque Européenne d'investissement. Cet excès qui aurait pu être déflationniste a permis de mieux affronter la pandémie un an plus tard et de garder le taux d'intérêt à zéro.

Avec l'ouverture de plus en plus grande l'épargne et l'investissement n'ont plus besoin d'une politique nationale coordonnée. Les excès sont canalisés vers une multitude d'opportunités dans le monde ; et les projets viables trouvent une pléthore de fonds disponibles. Il demeure que l'investissement est la voie de la croissance et l'épargne la source de l'investissement. Les pays émergents qui connaissent un taux de croissance substantiel drainent l'épargne mondiale vers leurs investissements.

Une exception mondiale la Chine. Malgré un taux de croissance supérieur à 6% le pays demeure un exportateur net de capital. L'explication la plus probante est dans la frugalité du peuple chinois dont l'amélioration du standard de vie est plus lente que le progrès économique qu'il a réalisé.

Chapitre 6

L'équilibre économique

Le premier schéma de l'équilibre économique nous vient de François Quesnay, médecin, économiste, fondateur du mouvement des 'Physiocrates' qui estiment que seule l'agriculture donne un produit net, une richesse réelle 'labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France' (Maximilien de Sully). L'industrie et le commerce sont stériles. La protection de l'industrie augmente la pauvreté car elle oblige le paysan à payer plus cher les machines agricoles.

En 1758 Quesnay publia le 'Tableau Economique' inspiré de la circulation sanguine. La production des agriculteurs irrigue leur consommation propre et celle des propriétaires de la terre et des artisans, chacun selon ses droits. Au niveau de la nation seule l'agriculture crée la richesse 'produit national', qui est partagée par la suite avec les classes stériles en contrepartie du loyer de la terre et des produits manufacturés.

Le partage indique un rapport de force qui se manifeste par les prix. L'importance de la récolte, la disponibilité des terres, le stock de produits manufacturés, tous ceux-ci ont tendance à se régler autour d'un équilibre dynamique en l'absence de forces monopolistiques.

"L'équilibre est le plus efficace des systèmes, tout système efficace mène à l'équilibre" (Allais). Cet axiome n'a jamais été contesté. Mais pour son auteur il est beaucoup plus vaste que le domaine que veulent lui reconnaître les physiocrates. Dans une économie entièrement agraire, telle la France au 18^e siècle l'on pouvait négliger les autres facteurs de production.

L'équilibre serait un phénomène naturel, propre au marché. La concurrence parfaite décrite par Walras assure l'efficacité optimum mentionnée par Allais, sorte d'équation minimax où le prix minimum assure la vente de la plus grande quantité du produit ou service disponible sur le marché, c.-à-d. la satisfaction maximum.

Cet équilibre manifeste la compétitivité de l'économie, qui au niveau de la concurrence, notamment internationale, traduit la productivité de la nation.

'*Existence of an Equilibrium for a Competitive Economy*' est le titre d'une étude publiée dans revue Econométrica en 1954 par Kenneth Arrow et Gérard Debreu. Ce dernier avait travaillé avec Allais avant de se transférer aux Etats Unis. L'accord est parfait entre les deux thèses.

L'équilibre à long terme

Le long terme a été décrit dans les économies capitalistes par Kondratieff²⁹ grâce à l'observation des économies allemande, anglaise et française dans les années 1920 et suivies par l'Institut de conjoncture qu'il avait fondé à Moscou. Sur une période de 50 à 60 ans correspondant au long cycle de l'économie, on constate une longue période d'expansion – Cf. les trente glorieuses, plus tard, après WW2 – et une longue période de dépression que le monde a connu partir de la 'stagflation' de la fin des années 70 et

²⁹ Nikolai Kondratieff, économiste russe qui a eu son heure de gloire sous le gouvernement de Kerenski et fut exécuté en 1938 à l'âge de 46 ans sous le régime de Staline, après 8 ans d'emprisonnement, probablement pour avoir déclaré que les économies occidentales étaient viables.

des crises qui ont suivi. D'après Kondratieff les innovations sont généralement conçues dans la période de dépression poussées par la nécessité de changement et sont réalisées dans la période d'expansion quand les moyens deviennent plus disponibles.

L'équilibre dans le temps se réalise autour d'un axe qui constate des périodes de croissance et des périodes de récessions ; qui tendent normalement vers le progrès. Le cycle court ou cycle des affaires est difficilement identifiable. Sa limite est le cycle à moyen terme ou 'cycle de Juglar'³⁰ dont on considère l'étendue autour de 10 ans. La volatilité du cycle court vient principalement des efforts du gouvernement pour limiter la récession et/ou tempérer l'expansion à fin d'éviter une forte réaction "La prospérité est la seule cause de la dépression" (Clément Juglar).

Schumpeter³¹ a examiné les cycles économiques à partir du début de 1800 il en a tiré une histoire extrêmement intéressante de l'activité économique, il a confirmé le cycle long de Kondratieff et le cycle moyen de Juglar, sans pouvoir toutefois définir une durée du cycle court. Cependant la tendance vers l'équilibre dynamique est présente dans toutes les formes cycliques de l'économie et son absence explicable. La théorie du cycle est le complément indispensable de la théorie de l'entrepreneur et l'environnement naturel de la créativité et de l'innovation.

IS-LM model: Investment, Savings – Liquidity preference, Money supply

La synthèse néoclassique proposée par Hicks³² dans son modèle IS-LM en 1937, à partir de l'équilibre général de Keynes publié en 1936 et de son axiome $I = S$, est fondée sur deux binômes qui expliquent l'évolution du PIB et intègrent l'équilibre de Walras :

L'investissement et l'épargne sont destinés à s'égaliser. Le revenu distrait de la consommation n'est peut-être pas investi directement par son propriétaire ou indirectement par la banque et peut être thésaurisé (bas de laine) ou mis en réserve (facultative ou obligatoire), son pouvoir d'achat se transmet la durée de son absence à la circulation active.

Par ailleurs l'investissement n'est pas nécessairement limité, dans une économie ouverte, à l'épargne nationale ; l'Investissement étranger peut jouer un grand rôle et combler largement le manque de fonds disponibles. Comme un excès d'épargne nationale peut trouver placement à l'étranger.

Quid du pouvoir d'achat de la monnaie quand les fonds proviennent de l'extérieur ou prennent le chemin de l'étranger ? La monnaie quand elle circule à l'étranger emporte son pouvoir d'achat avec elle. Ainsi les fonds qui ont pris le chemin de l'extérieur représentent des droits sur la production nationale ; et réciproquement, les devises détenues par le pays représentent un droit sur la production du pays émetteur.

Il se peut que la 'masse extérieure' de la devise ait un caractère quasi définitif lié à son rôle de monnaie internationale ; le pouvoir d'achat de la monnaie n'est plus affecté par la masse elle-même mais par ses variations. Il faut que l'économie du pays émetteur soit suffisamment vaste pour que les variations de la 'masse externe' demeurent imperceptibles.

³⁰ Clément Juglar 1818 – 1905

³¹ Joseph Schumpeter 'The Business Cycle'

³² John Hicks, Prix Nobel d'économie en 1972

L'investissement est d'autant plus dynamique que les perspectives de profit sont favorables et le risque mitigé. Toutes choses égales par ailleurs un intérêt réel bas encourage l'investissement et un intérêt réel haut favorise l'épargne.

La préférence pour la liquidité est un phénomène variable selon la conjoncture, il augmente avec la confiance dans la monnaie et la crainte du futur et diminue dans les périodes d'inflation. La masse monétaire est gouvernée par la banque centrale en vue d'un double objectif : la stabilité de la monnaie et le plein emploi.

La politique monétaire va assurer ce double objectif en limitant la création monétaire par la hausse du taux de réescompte et/ou la majoration de la réserve obligatoire et/ou la cession de bons du trésor quand l'inflation risque de dépasser un certain seuil ; ou au contraire l'accélérer par une action inverse quand la masse monétaire est prise dans la trappe de liquidités.

Le keynésianisme a contribué à partir de 1936 à la résorption de la crise mondiale (1929 – 1936) et après la première guerre mondiale aux 30 glorieuses en systématisant cette politique de sorte à garder l'économie constamment près du plein emploi.

L'opposition majeure est venue de l'école de Chicago sous la houlette de Milton Friedman en 1968 qui prévoyait une période de chômage et d'inflation combinée, très dure pour les Etats Unis, prévision qui s'est réalisée 10 plus tard et que Samuelson a nommé 'stagflation'. Les néo-classiques ont imposé leurs vues à l'État, la monnaie est exogène et ne doit pas être utilisée comme moyen de dopage de l'économie, le chômage est inéluctable, et la seule voie raisonnable est de limiter l'expansion de la monnaie. Beaucoup de souffrances ont suivi cette politique dans le monde néanmoins elle a mis un frein aux débordements de l'inflation.

La crise du sud-est asiatique en 1996, les crises larvées aux Etats Unis vers la fin du siècle dernier, surtout la crise mondiale à partir de 2007 nous ont fait clairement comprendre qu'il y a des conjonctures qui nécessitent l'orthodoxie monétaire et d'autres pour lesquelles l'expansion monétaire et parfois fiscale s'imposent. Le modèle de Hicks est un outil précieux pour déterminer les ajustements de la politique monétaire capable de ramener la croissance en fonction des diverses conjonctures que l'on peut affronter.

Anticipations et équilibre

Keynes, Friedman malgré l'opposition de leurs thèses, et la majorité de leurs pairs se sont entendus sur l'importance des anticipations, facteurs psychologiques même s'ils reposent sur des indicateurs économiques dans l'évolution de la conjoncture et notamment l'investissement, l'emploi et la croissance. La récession est fruit d'une déduction à partir de diverses données que l'activité économique va être de moins en moins profitable. Comment à partir de secteurs très divers et des résultats fort disparate les entrepreneurs convergent leurs décisions ? On dirait qu'il y a ici encore un phénomène de "masse critique" à partir de laquelle l'opinion change. Keynes l'explique : 'Les hommes d'affaires perdent confiance et commencent à voir l'investissement risqué'³³. Les résultats dans plus d'un secteur, les difficultés de paiement, l'avis des analystes économiques, le sentiment que l'expansion est du passé et que le plateau dure depuis un certain temps et prélude la récession ; bientôt des mesures correctives vont s'avérer nécessaires.

³³ "Businessmen lose confidence and start seeing investment risky".

Pour Friedman 'les récessions arrivent essentiellement dans les "périodes où entrepreneurs et travailleurs sont désorientés"³⁴ et il ajoute pour plus de précision "la crise de 1929 est due à une forte contraction des agrégats monétaires"³⁵. Que les agents perdent confiance ou soient désorientés semble une relation de cause à effet, une même raison de ne pas investir et une même cause de récession. Cependant Friedman stigmatise la politique monétaire pour la plus grande crise de l'histoire, alors que sa théorie repose sur la 'neutralité' de la monnaie. Justement s'il est contre l'expansion monétaire, il est aussi contre la réduction de la masse monétaire qui fut la principale cause de la grande dépression. En somme la 'neutralité' de la monnaie ne veut pas dire que la monnaie n'a pas d'influence sur l'économie, mais elle ne devrait pas en avoir car à terme son influence passe et elle ne fait que redéfinir les prix³⁶.

Les rationalistes sont dans la même optique et même radicaux que les monétaristes. Lucas : Les récessions se corrigent d'elles-mêmes ; le chômage se rétablit grâce à la flexibilité des salaires et des prix³⁷. Pour Barro³⁸ quand l'état rentre en concurrence avec le secteur privé pour le financement des projets il ne crée pas un 'effet d'éviction' car les entreprises prévoient la nécessité de régler la dette publique et la hausse relative des impôts et en tiennent compte dans leur épargne "équivalence ricardienne".

La période qui a suivi l'apparition de la 'stagflation' en 1978 a vu un phénomène nouveau analysé dans l'ouvrage de Dornbusch et Fisher³⁹ "Forte montée du chômage suivie d'une période de croissance prolongée pendant laquelle chômage et inflation diminuent ensemble". Ce phénomène ne s'explique que par l'influence de la conjoncture sur les mécanismes économiques. Comment une forte montée du chômage peut être suivie par une période ininterrompue de croissance ? Justement car l'année précédente fut témoin à la fois d'une résurgence du chômage et de l'inflation.

L'équilibre à l'international

La seconde moitié du 20^e s. fut témoin d'une bataille acharnée pour l'ouverture des économies. Commencée avec le GATT⁴⁰ elle a pris ses lettres de noblesse avec le WTO⁴¹ qui jusqu'il y a quelques années prônait une religion universelle et décidait en lieu et place des nations de ce qu'il leur convenait et de ce qui ne leur convenait pas, prononçait les sentences à l'encontre des contrevenants, et ne voyait qu'un objectif : la libération des échanges. On était déjà passés des 'avantages comparatifs' aux 'avantages compétitifs'⁴² avec la priorité de produire pour le marché international. L'opinion a tenu peu compte de la nécessité de maintenir l'équilibre du commerce extérieur et assumé en retour un chômage abyssal dans les pays en voie de développement. La balance des paiements dopée dans les PVD par les investissements étrangers masquait le problème. L'opposition des "tiers mondistes" malgré son importance et sa fréquence n'a pas réveillé les consciences ni influencé le cours des choses.

³⁴ "Recession 'basically amount to periods when workers and businesses are foole'".

³⁵ "1929, Sharp contraction in Monetary aggregates"

³⁶ Voir le chapitre sur la monnaie.

³⁷ "Recessions would be self-correcting; unemployment cures itself through flexibility of wages and prices"

³⁸ Robert Barro 'Rational expectations'

³⁹ R. Dornbusch et S. Fisher 'Macroeconomics' McGraw-Hill, 1978.

⁴⁰ GATT 'General Agreement on Tariff and Trade' – Accord Général sur les tarifs et le commerce.

⁴¹ WTO 'World Trade Organization' – OMC 'Organisation Mondiale du Commerce'.

⁴² Michael Porter et la société de consultation qu'il a fondée 'Monitor' ont eu un rôle majeur dans le développement de la majorité des pays émergents dans le monde.

Il a fallu le mouvement d'humeur des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine et des pays excédentaires dans leur commerce extérieur pour réveiller le monde. Subitement beaucoup de nations se sont posé la question si l'ouverture leur donnait plus d'avantage dans leur standard de vie que d'inconvénient au niveau de l'emploi et de la paupérisation. Stieglitz⁴³, l'un des économistes les plus écoutés dans le monde avait déjà stigmatisé les risques et les désavantages de l'ouverture telle qu'elle a été largement pratiquée dans le monde, et particulièrement sa responsabilité dans l'extension des déséquilibres de revenus.

Il est temps de revenir à une politique plus saine, surtout au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce dont l'attitude absolue vis-à-vis de l'ouverture est de plus en plus discutée. Il serait plus judicieux de réfléchir dans quelle mesure l'ouverture économique est profitable à la nation à la fois sous l'angle de la croissance et de la répartition plus équitable des revenus.

Il est facile de comprendre les bienfaits de la croissance, toutes les nations y aspirent, et surtout les PVD et les pays émergents à bon droit ; quoique on se demande si à partir d'un certain niveau de vie nationale il est judicieux de maximiser la croissance. La réponse n'est pas d'ordre économique ; elle a trait aux besoins fondamentaux de la race humaine, au profil psychosociologique des peuples.

La répartition des revenus est plus importante encore. Quelle serait la mission de l'économie nationale sinon satisfaire le citoyen. La démocratie à laquelle nous croyons réclame la satisfaction du plus grand nombre ; et le sens de la responsabilité exige de ne laisser personne dans le besoin.

Cet axiome donne priorité à l'emploi – le droit au travail fait partie du droit à la vie – et l'individu ne se réalise que dans le travail. Ainsi nous savons que le déficit du commerce extérieur est une source de chômage inacceptable si l'emploi a préséance sur l'économie des ressources ; chose qui n'a jamais retenu l'intérêt qu'elle mérite de la part de l'OMC et/ou des économies dominantes.

Quand le chômage est réduit au niveau frictionnel par les forces du marché la 'Productivité Totale des Facteurs' est à son maximum à partir des données humaines et matérielles dont dispose la nation. La population active rejoint les normes des nations avancées. Le travail obtient ses droits du Revenu National. Croissance et répartition sont à leur optimum.

C'est dans cette optique que l'on peut définir les objectifs du commerce extérieur :

1. Garder une protection nécessaire et suffisante à assurer l'équilibre du commerce extérieur. Le minimum de tarif pour le maximum de protection dans les limites de l'équilibre recherché.
2. Maintenir la protection et au besoin l'augmenter jusqu'à atteindre le chômage frictionnel.
3. Maintenir la protection au-delà du chômage frictionnel jusqu'à ce que la population active atteigne ou dépasse le benchmark actuel de 65%
4. Réduire progressivement la protection tant que le chômage et la population active se maintiennent dans les normes prescrites.

⁴³ Joseph Stiglitz '*Globalization and its discontent*', 2001

Chapitre 7

L'inflation (PX+)

L'inflation est un phénomène monétaire extrêmement répandu qui constate la hausse générale des prix au cours d'une période déterminée, généralement un an. En fait c'est le pouvoir d'achat de la monnaie qui a baissé par rapport à l'ensemble des biens et services ainsi que des monnaies étrangères demeurées stables. L'inflation agit au niveau des prix absolus, ou monétaires, à distinguer des prix relatifs qui constatent la valeur des biens et services par rapport les uns aux autres.

En temps normal on accorde plus d'importance à l'Indice des Prix à la Consommation – IPC – qui constate le niveau des prix du "panier de la ménagère" ou produits de base qui correspondent aux besoins élémentaires ou aux dépenses incompressibles⁴⁴ des ménages. Quand il s'agit de mesurer le niveau de vie de la société on considère plutôt l'indice des prix à la consommation car il affecte la majorité du tissu social et particulièrement les économiquement faibles ; par contre quand on mesure le pouvoir d'achat de la monnaie on doit tenir compte du taux d'inflation. Le déflateur qu'on utilise pour la comparaison des prix à travers le temps réduit la marge inflationniste subie dans la durée.

L'inflation a fait beaucoup de ravages par le passé dans les économies et les sociétés. Le déséquilibre causé au niveau des salaires et autres revenus indexés à la monnaie peut affecter non seulement les bénéficiaires des revenus nominaux mais l'ensemble de la société à travers la dégradation du PIB. Au début ce sont les salariés et les épargnants qui sont les plus touchés ; mais à la longue la production ne peut être épargnée face à la régression de la demande globale ; et avec elle l'emploi.

Valeur et prix

"La valeur des choses est fonction de leur utilité, du besoin que nous en avons, de l'estime que nous en faisons ; une chose n'a pas de valeur parce qu'elle coûte, elle coûte parce qu'elle a de la valeur" (Condillac). Quel que soit le coût du produit ou du service le consommateur ne va payer que le montant qu'il a intérêt à sacrifier pour l'acquérir. Mais s'il n'y a d'autre opportunité au producteur que de vendre à perte il ne va plus produire jusqu'à ce que la rareté du produit permette d'obtenir un prix rentable. Par contre si le prix de vente permet une forte rentabilité d'autres producteurs vont s'intéresser au produit ou au service considéré et la concurrence faire baisser le prix à un minimum.

"La valeur est initialement fonction du travail : prix naturels. Les prix projetés sont fonctions de l'offre et de la demande. Les prix effectifs doivent obéir à la réalité de cette offre et demande" (Ricardo). Fonction du travail veut dire des salaires et autres coûts de production. Le prix projeté comprend le profit de l'entrepreneur qui est d'autant plus haut qu'il profite d'une situation oligopolistique, et d'autant plus bas s'il se trouve sur un marché concurrencé. Une forte concurrence peut même occasionner une perte sèche à l'entrepreneur.

C'est pourquoi les entreprises dominantes essaient de s'entendre avec les concurrents et/ou de les acheter ; font des offres amiables ou agressives pour la fusion ou l'acquisition du concurrent ; essaient de singulariser leur produit ou leur service pour le soustraire autant que possible à la concurrence. A

⁴⁴ La dépense incompressible est selon Keynes le minimum que ne peut éviter de consommer un individu ou un ménage même s'il devait s'endetter ou sacrifier des biens.

l'opposé les gouvernements édictent des lois 'anti-trust', condamnent les ententes monopolistiques et protègent la concurrence.

"La masse monétaire est fonction des besoins de liquidités de l'économie et de la vitesse de circulation de la monnaie : $M=L/V$. Le niveau général des prix est défini par l'équation $MV=PQ$; quand la masse monétaire augmente elle se répercute sur le niveau général des prix" (Ricardo). Cette théorie a son origine dans la célèbre controverse qui a mis en évidence la théorie quantitative de la monnaie⁴⁵.

Première constatation : la valeur telle que déterminée par l'offre et la demande se manifeste par le prix qui constate les coûts de production et le résultat, positif ou négatif, de l'entreprise.

Les coûts sont susceptibles de diminuer du fait du progrès technique et/ou des économies d'échelles réalisées par l'entreprise et/ou l'amortissement de la recherche et des investissements ; comme ils peuvent augmenter avec la majoration des salaires, des coûts de production et/ou des taxes prélevés par l'État.

Les deux dimensions de l'économie

Vous l'avez sans doute deviné : la dimension réelle et la dimension monétaire. La sphère réelle est fondée sur la propriété, publique ou privée. Elle couvre l'ensemble des actifs dont un état, un groupe ou un individu peuvent disposer. Dans l'antiquité elle faisait l'objet d'un troc permettant aux uns et aux autres de satisfaire leurs besoins et désirs. Plus tard l'entente sur un étalon de valeur devait introduire une vraie monnaie. Au lieu d'échanger ce dont on avait trop contre ce dont on manquait, avec la difficulté de trouver un partenaire, on pouvait échanger ce qu'on voulait contre un bien fongible et durable, par exemple pour faire moderne en kilogrammes de riz. Une troisième sphère existe mais échappe à l'économie tant qu'elle est une propriété universelle. Il en est ainsi de la mer, de l'air, de l'espace et de la terre en friche de Ricardo.

Le kg de riz devenait l'étalon de valeur. On avait intérêt à le stocker au-delà de ce qu'on voulait consommer car il représentait déjà une richesse qu'on souhaitait garder pour l'échange futur en vue d'une consommation pour même d'un investissement. Ainsi étaient réunis les trois fonctions de la monnaie : un moyen d'estimation, de règlement et de conservation du pouvoir d'achat. On a constaté cependant que la valeur des biens variait à travers le temps. Elle pouvait varier pour des produits et/ou services mais non pour d'autres ; c'est au niveau des prix relatifs, rapport des produits et services entre eux, que le progrès technique se manifeste ; quand l'ensemble des biens et services variaient dans le même sens il reflétait les variations du pouvoir d'achat de l'unité de compte, l'unité monétaire.

L'inflation a donc existé avec l'existence de la monnaie ; elle est inhérente à la sphère monétaire. La découverte des mines du Mexique a affecté le cours de l'or en Europe et donné lieu à la théorie quantitative de la monnaie. Satoshi Nakamura a fixé la masse globale que pouvait atteindre le Bitcoin à 21 millions de pièces et ceci seulement à l'horizon 2140 – Curieusement la progression du cours s'est

⁴⁵ "Si l'afflux des espèces continue après que la masse monétaire soit arrivée à une valeur globale suffisante $M=L/V$ la monnaie n'est plus augmentée qu'en sa quantité ; l'unité monétaire se déprécie, le cours de l'or monnaie devient inférieur à celui de l'or marchandise, le remède est dans la convertibilité" (Bodin vs. Malestroit 16^e siècle)

avérée cohérente avec la valeur de la rémunération des 'mineurs' avec un nombre de pièces qui diminue de moitié tous les quatre ans.

Le fait est qu'il existe un échange permanent entre les deux sphères, réelle et monétaire, cet échange se développe à deux niveaux, celui de la production et celui de la propriété. Le premier est dynamique et constate la rémunération des facteurs en rapport avec la production des biens et services ; le second est statique et consigne le changement de propriété contre un "pouvoir d'achat" qui représente un droit sur l'ensemble de la production.

Le flux monétaire

En parallèle de la production des biens et services il y a un flux monétaire, représentatif d'un pouvoir d'achat, qui se développe au fur et à mesure de la production. Ce flux est généré par la rémunération des facteurs de production. A la base on distingue les salaires et autres avantages accordés aux travailleurs ; auxquels s'ajoutent les loyers et les intérêts ; ainsi que les profits de l'entreprise. Les amortissements sont de la nature des loyers, les services extérieurs de celle des achats dont la nature est déterminée en amont.

Y a-t-il une corrélation entre salaires, loyers, intérêts et profits ? "Les salaires sont des revenus de production, tous les revenus de transfert naissent dans un même bloc les profits bruts" (Bernard Schmidt). Il est évident que le salaire constate une production de bien ou de service, un enrichissement et un droit. Tous les autres frais valorisent le produit mais n'auraient pas leur raison d'être en son absence. Ils contribuent certes à la productivité, mais seulement si elle est associée au travail. Leur rémunération s'obtient en déduction de la marge de l'entreprise, des profits bruts. L'entrepreneur transfère une partie de sa marge bénéficiaire à ceux qui mettent à sa disposition leur capital physique, technique ou financier.

Le rapport entre les "salaires" et les autres revenus diffère d'une période à l'autre, d'une économie à l'autre, mais présente une certaine stabilité, par rapport au PIB, dans un pays considéré en fonction du régime économique adopté et de la conjoncture observée. Si par hypothèse la masse des salaires représente 62.5% de l'ensemble des revenus⁴⁶ ayant contribué à la formation du PIB, on peut définir le flux financier né de la production par "Ms" soit 1.6 fois l'agrégat des "salaires".

"Ms" représente à la fois des "droits", un "pouvoir d'achat" et de la "monnaie". Une partie de ce flux est épargnée, cela ne change pas beaucoup à son rapport aux salaires vu que les banques vont financer la production avec l'épargne. Cependant la banque ne se contente pas de prêter le dépôt initial, elle va aussi recevoir et prêter des dépôts réflexes dont le développement n'a d'autre limite que la réserve obligatoire auprès de la banque centrale⁴⁷. Par conséquent l'effet multiplicateur peut être bien plus important ; contentons-nous à ce stade d'indiquer la "création monétaire – Msc".

'Msc' le flux financier, initié dans la production en tant que revenu des facteurs, est passé à la vitesse supérieure grâce à la capacité de création bancaire, sorte d'actualisation des droits sur une prochaine production, permettant à l'entrepreneur de produire sans attendre la rentrée des fonds fruits d'une

⁴⁶ Le revenu de l'entrepreneur est en partie un "salaire" même s'il n'est pas distinct des profits ; de même que celui des professionnels indépendants.

⁴⁷ "Qui peut le plus peut le moins" A fortiori la banque centrale peut créer de la monnaie notamment pour combler le déficit du budget. D'ailleurs la monnaie fiduciaire est la création de la banque centrale et toute nouvelle émission donne lieu à un "seigneurage" véritable fruit d'aubaine.

production antérieure. Mais en même temps les particuliers consomment et les entreprises investissent exerçant, à fur et à mesure de l'acquisition des biens et services, les droits sur la production. C'est pourquoi on choisit de glisser les flux, tant réel que monétaire, sur une période d'un an pour l'observation statistique ; cependant le véritable rapport dont il s'agit est celui qui s'établit à l'instant de la génération du pouvoir d'achat face à la production des biens et services.

Le flux financier se matérialise dans la masse monétaire sous ses divers aspects, fiduciaire, scripturale ou virtuelle. Le rôle de la monnaie est d'exprimer le pouvoir d'achat né dans la production, paiement des salaires, et le transfert des droits, rémunération des facteurs complémentaires. La création monétaire, ou flux financier, est réputée neutre dans la mesure où le crédit n'est accordé que pour la production et demeure sujet à remboursement. Cependant deux situations peuvent se présenter qui sont de nature à affecter le pouvoir d'achat de la monnaie en accélérant ou en ralentissant la consommation et/ou l'investissement donnant lieu à une nouvelle dimension inflationniste ou déflationniste 'Mscv'

"Mscv" la vitesse de création/extinction du flux financier est affectée par la concentration et ou l'étalement de l'offre et/ou de la demande. Le comportement des agents exprime avec plus ou moins d'acuité les situations suivantes :

La fuite devant la monnaie : Les agents n'ont plus confiance dans la monnaie nationale, ils essaient de s'en débarrasser en l'échangeant contre une devise internationale et/ou par l'acquisition de propriétés et/ou de valeurs souvent assimilées à des 'biens monétaires'. A l'inverse,

La trappe des liquidités : les agents réduisent leurs achats, généralement par besoin de sécurité, laissant s'accumuler les stocks invendus jusqu'à l'adaptation de la production. Tendance déflationniste génératrice de chômage.

Détermination du pouvoir d'achat

Ainsi se dessine le contour de la monnaie et son comportement complexe s'explique par des données élémentaires. Au départ il y a une définition rigoureuse : le PIB correspond à l'ensemble des rémunérations attribuées aux agents dans la période. Nous avons distingué les revenus de production et les revenus de transfert, établi l'existence d'une relation stable entre eux, et défini le pouvoir d'achat en fonction des salaires "Ms". D'où une première conclusion :

Toute chose égale par ailleurs le pouvoir d'achat de la monnaie dépend du niveau général des salaires dans l'état actuel de la productivité totale des facteurs TFP⁴⁸ - Ainsi si l'augmentation des salaires correspond à des gains de productivité elle ne doit pas affecter le cours de la monnaie – dans le cas contraire elle va se répercuter sur les prix.

La stabilité monétaire suppose que tous les facteurs affectant le cours de la monnaie demeurent inchangés, Ce qui n'est jamais le cas. C'est le rôle de la politique monétaire de les stabiliser, généralement en compensant les dérapages.

Au niveau de la banque la création monétaire "Msc" est indispensable pour régulariser le flux de production selon les besoins du marché. Il n'y a pas de masse monétaire préalablement définie. Ricardo s'est contenté de se référer à "une masse monétaire suffisante" ; Friedman et les rationalistes se sont

⁴⁸ TFP 'Total Factor Productivity' (Robert Solow)

limité à discipliner la masse monétaire⁴⁹ à tel point que ce fut un paradigme durant trente ans. Il a fallu la crise de 2008 pour le tempérer.

Il est notoire que le déficit du budget est générateur d'inflation, surtout quand il donne lieu à la planche à billet. Les états ont plutôt recours à l'endettement ; et la pratique devient vertueuse quand l'endettement ne dépasse pas l'investissement public. La logique veut que l'investissement soit susceptible de gains de productivité qui doivent permettre de rembourser le prêt. Quand elle est maintenue à un niveau gérable la dette publique est un instrument fort utile de la politique monétaire. Lors de la signature des accords de Maastricht il fut convenu que la dette publique ne devrait pas dépasser les 63% du PIB, chiffre qui fut arrondi plus tard à 70% ; la pandémie l'a à partir de 2020 gonflé au-delà de 100% dans la plupart des pays avancés alors que les taux d'intérêts étaient au plus bas et même négatifs dans certains pays.

L'élément le moins contrôlable est le dérapage de la vitesse de circulation de la monnaie. Il répond à des phénomènes exogènes, une guerre, une révolution, une épidémie, une crise extérieure, un run boursier. Il amplifie des phénomènes économiques, le déficit du budget, du compte-courant, le surendettement, une surchauffe sectorielle, etc...

Là encore les autorités monétaires ne sont pas démunies mais sont confrontées à diverses contingences. D'abord la modification de la vitesse de circulation peut ou non être motivée par un phénomène économique mais répond surtout à un stimulus psychologique. En voulant rétablir la confiance les autorités diffusent souvent des informations naïves qui font plus de mal que de bien. L'entente avec les autorités politiques est ardue, il est difficile de leur faire admettre des économies budgétaires. Enfin les mécanismes monétaires sont complexes sous une apparence simple et les spécialistes ont le plus grand mal à se faire écouter.

L'équilibre monétaire

L'équilibre monétaire est induit par l'équilibre des flux, réel et monétaire, représentant le pouvoir d'achat ou droits sur la production. On a dit qu'il existe une stabilité relative des facteurs (l'agrégat des salaires, la création monétaire, la vitesse de circulation) qui fait que la génération du pouvoir d'achat et son extinction se font suivant des normes prédéterminées. Cet équilibre est en fait le fruit de tractations entre les agents de production ; il penche généralement en faveur de la partie dominante et appelle constamment à correction. Il en est ainsi des réclamations syndicales, des négociations entre acheteurs et vendeurs, des tendances monopolistiques sur le marché et des lois consolidant la concurrence.

Au niveau du flux monétaire initial 'Ms', quand du fait de cataclysmes naturels ou de trouble sociaux durables la productivité d'un pays subit quelque retard par rapport à ses partenaires commerciaux, surtout si la hausse des salaires continue notamment en fonction des conventions collectives, l'unité monétaire se déprécie, les prix montent et l'inflation se déclare (Mundell Flemming model).

Cependant quand le rapport des transferts aux salaires hausse (hausse des taux d'intérêt, des frais de production ou des taxes, majoration des profits) les prix ont également tendance à hausser ; mais il naît parallèlement un 'effet d'éviction' des entreprises qui pèse sur la demande et l'inflation se transforme en 'stagflation'.

⁴⁹ "Keep the money supply steady, discretion makes more harm than good"

L'indexation est une mesure rigide qui peut ne pas être indiquée si la modification est une correction naturelle du marché, par contre la politique monétaire doit rechercher un nouvel équilibre au moins aussi dynamique que le précédent.

Tant que la création monétaire "Msc" se fait sous forme de crédit à la production la tension inflationniste est inhibé par l'épargne constituée par l'entreprise en vue du remboursement. En outre l'endettement de l'état est compensé par les anticipations de remboursement au niveau du public et du privé (*Ricardian equivalence*, Robert Barro). Le rôle de la politique monétaire est d'assurer la neutralité du crédit pour garantir la stabilité de l'économie pour préserver le plein-emploi.

L'objectif inflation

On a longtemps pensé que l'idéal, sans cesse désiré et jamais atteint, est dans la stabilité absolue des prix ; la pratique a démontré qu'il n'en est rien et que l'équilibre dynamique nécessite un niveau modéré d'inflation capable d'apporter les corrections souhaitées par le marché. En temps normal il est convenu que l'objectif de 2% d'inflation corrige un grand nombre d'excès dans les rémunérations économiquement injustifiées sans perturber l'équilibre global. Quand le marché présente des tendances vers une récession l'objectif inflation passe à 3% et même 4% pour empêcher la récession de s'implanter.

Cette pratique initiée aux Etats Unis *targeting inflation* est devenue un axiome de la politique monétaire depuis la diffusion d'un ouvrage signé G. Akerlof W. Dickens et G. Perry '*Macro economics of Low Inflation – 1996*' qui démontre l'effet permanent de l'expansion monétaire sur la production, à faible taux d'inflation, alors que le dogme monétariste affirmait que la hausse se répercuterait tôt ou tard obligatoirement sur les prix.

Les dérapages monétaires

Au-delà de 2% en temps normal et 4% en période de récession l'inflation menace l'équilibre économique et le développement. Les principales causes de l'inflation peuvent être ramenées à trois fondamentales :

Le déficit budgétaire : Plus le déficit est profond plus il est difficile de le couvrir par l'endettement ; la solution de la planche à billet, à titre provisoire d'abord puis permanent, s'impose en attendant le relai fiscal. Ce déficit peut être motivé par un cataclysme naturel (pandémie), une guerre, une révolution, ou tout simplement la mauvaise gestion publique. La corruption et le choniyisme sont une cause majeure du déficit budgétaire.

Le déficit extérieur : Surtout s'il est permanent il réduit constamment les réserves du pays et/ou augmente sensiblement son endettement. Les pays émergents connaissent le plus souvent cette situation du fait qu'ils attirent fortement les investissements étrangers qui leurs permettent d'importer plus qu'ils n'exportent et d'accumuler les déficits masqués par le transfert des capitaux. Le pays mène un standard de vie que son niveau de productivité ne justifie pas.

La perte de confiance : Contrairement aux idées préconçues la confiance dans la monnaie persiste souvent bien au-delà de l'équilibre économique qui la définit. Il est rare qu'elle soit directement affectée par des causes exogènes n'ayant pas eu d'impact au préalable sur l'équilibre économique ; généralement elle est le résultat de la demande excédentaire de devises causée par les déficits et surtout le double déficit du compte extérieur et du budget.

L'inflation entre 4% et 10% est généralement traitée par le taux d'intérêt ; il faut cependant éviter la résurgence du chômage. En Mars 2022 l'inflation a subitement atteint aux Etats Unis 7.5% et en Avril 8.5% nécessitant la réaction de la Réserve fédérale. Le taux d'intérêt sur les bons du trésor à 10 ans (10Y.TBonds) est passé de 1.6% à 4.75% bien au-delà des 75 points de pourcentage que la Fed a relevé tenant partiellement compte des risques d'inflation à long terme. La situation est similaire en Europe et sont la conséquence du soutien accordé à la société et aux entreprises durant le confinement en 2021. Les prix ont été affectés avec un retard en moyenne d'un an du fait du ralentissement de la consommation. La vitesse de circulation de la monnaie a compensé l'expansion de la masse due à l'endettement public.

L'inflation à deux chiffres que connaissent les pays émergents et même l'inflation galopante qu'endurent les pays en crise est due au déficit plus ou moins profond du commerce extérieur amplifié par l'anticipation de l'inertie du gouvernement et d'une dépréciation plus grande de la monnaie. Si l'inflation a son origine dans les prix, l'inflation galopante a son origine dans la monnaie. Dans un cas comme dans l'autre la reprise économique entraîne l'indexation des salaires aux nouvelles conditions du marché et une nouvelle définition de l'unité monétaire s'impose.

L'hyperinflation est un phénomène qui a sévi au lendemain de la première guerre mondiale et s'est résorbé lors de Bretton Woods en 1946. On ne risquait pas de le retrouver plus tard dans les pays avancés sauf dans le cas d'une guerre, d'une guerre civile ou d'une catastrophe assortie de dépenses inconsidérées et de l'impossibilité de limiter les importations. L'exemple le plus saillant à l'époque moderne est le Venezuela. L'hyperinflation constate la fuite systématique devant la monnaie les agents préférant n'importe quel actif susceptible de préserver la valeur. L'hyperinflation en général voit les prix multipliés au moins par cent d'une année à l'autre ; autant dire que la monnaie perd tout intérêt et n'est conservée que l'espace d'une transaction.

Quid de l'après pandémie ?

Le souci majeur des banques centrales du premier monde est d'adresser l'inflation qui est apparue suite aux déficits budgétaires encourus pour soulager la population et soutenir l'économie. Un consensus s'est établi quant à la nécessité de prévenir la surchauffe sans toutefois affecter l'emploi. Le taux d'intérêt 'neutre' est impossible à définir il fait l'objet d'estimations. En juin 2023 la Fed l'estimait autour de 5.25% la BCE à 4.25% et la BoE à 5.00%. Ce n'est pas rien quand on se souvient que la France et l'Allemagne émettaient jusqu'à une date récente des bons du trésor à intérêt négatif. La Fed a choisi de relever le taux de 50 points de base à chaque vote recherchant par tâtonnement le taux neutre en question.

Cette définition s'applique au taux 'naturel' décrit par Knut Wicksell et repris plus tard par Gunnar Myrdal. Le taux naturel prévient à la fois les tensions inflationnistes et déflationnistes et garantit la stabilité des prix. Comme le taux 'neutre' le taux 'naturel' est défini par ses effets. Il est certain qu'il varie d'une économie à l'autre et d'une conjoncture à l'autre. Par conséquent nous ne pourrions que constater des relations de cause à effet entre le taux 'neutre' et ses conséquences sur les prix et l'emploi.

Ne serait-il pas plus judicieux d'observer la structure des taux pratiqués sur le marché en situation de plein emploi et d'appliquer à l'émission les taux cohérents avec cette structure ?

Chapitre 8

La Récession

La grande récession au début du 21^e siècle a été la crise la plus intense et la plus longue ressentie depuis la grande dépression en 1929 – 1936, qui en fait elle ne s'est achevée qu'avec la seconde guerre mondiale. La récession a certes éclaté en 2007 mais le feu couvait sous la cendre depuis plusieurs années et paraissait à travers les bulles foncières et financières aux Etats Unis comme ailleurs, avec moins d'acuité peut-être, les marchés étant désormais tous liés.

On n'a pas vraiment constaté un terme à la récession aux Etats-Unis mais la deuxième décennie du siècle ne fut pas ce qu'on peut qualifier de reprise. Plus encore en Europe, témoin le chômage à deux chiffres dans les principales économies, on peut dire que la pandémie a frappé en 2020 alors que ces pays demeuraient en récession. A l'instar de la grande dépression, la grande récession est venue heurter un événement exogène qui lui a imprimé un tournant inattendu.

La crise de 2007 aux Etats Unis n'a pas franchi le stade de récession à cause des moyens mis en œuvre pour l'amortir ; quoique l'économie a connu quelque raté au départ, notamment le cas de Lehman Brothers, mais le Trésor américain s'est vite ressaisi et prodigué à l'économie l'assistance nécessaire pour franchir le cap. En fait quand la crise s'est étendue à l'Europe, en 2009, le danger était passé pour les Etats Unis.

Rôle économique de la récession

Est-ce que la crise a généré la récession ou la récession qui a généré la crise ? Dans la théorie du cycle économique, après une période d'expansion, arrive un ralentissement obligatoire nombre de facteurs de production ayant été entraînés par la dynamique du moment. On retrouve le phénomène dans le cycle des affaires, comme dans les cycles à moyen et long terme ; sorte de poumon qui exhale le gaz carbonique pour accueillir à nouveau l'oxygène.

Ainsi la récession serait l'agent qui sépare le blé de l'ivraie pour rationaliser l'activité économique. Schumpeter le père du cycle des affaires l'a associé à la "destruction créative"⁵⁰. Depuis la grande dépression et surtout la seconde guerre mondiale les récessions ne sont pas considérées une fatalité ; le remède est tout trouvé dans la politique monétaire. Il faut dire que les trente glorieuses portent le cachet de politiques économique, monétaire et fiscale favorables, qui ont fait barrage à la récession jusqu'au jour où un phénomène nouveau est venu barrer l'horizon : la stagflation, à qui il fallait un nouveau remède.

Il était mal choisi de s'obstiner. Le Sud-est asiatique, particulièrement la Corée du sud ont voulu soutenir les chaebols, croyant à une décélération passagère, cela leur a coûté une forte accélération de la crise et maintes difficultés au niveau du budget. Est-ce à dire que la récession est imparable ? Evidemment non, la preuve est que le retour des récessions n'a nulle part débouché sur une dépression profonde comme

⁵⁰ Joseph Schumpeter, 1983 – 1950 *'Creative Destruction'*

on en connaissait par le passé. Du moins dans les économies avancées qui connaissent une gestion démocratique et rationnelle⁵¹.

La pandémie

Elle s'est abattue comme un voile sur l'ensemble du monde. Partie de Chine elle ne devait épargner aucun pays avec une gravité notable qui a poussé tous les gouvernements du monde avancé et même en voie de développement, à pratiquer le confinement pour limiter les atteintes et les décès. Evidemment elle a déstabilisé les règles de la production. Les habitudes de consommation changeaient du jour au lendemain. Le travail sur le site devenait difficile ; on n'a jamais supposé un usage aussi intensif de l'internet. La 5G venait à point nommé, comme quoi les inventions obéissent à certaines lois occultes.

On ne maîtrisait pratiquement plus ni l'offre des biens et services ni la demande ; les entreprises et l'Etat se retrouvaient avec une masse de travailleurs inactifs et souvent privés de revenus qui aurait déstabilisé toutes les structures économiques, sociales et politiques qui font la charpente de la réalité nationale. Les états modernes ont pris leur responsabilité et assuré aux travailleurs et aux ménages des revenus complémentaires à fond perdu pour que l'activité économique se perpétue dans de meilleures conditions et que le tissu social supporte le défi auquel il est confronté.

Cette pratique a duré 18 mois sur fonds d'intérêts négatifs en Europe et un taux modéré aux Etats-Unis, 1.5% pour les bons du trésor à 10 ans, cette échéance supposée amortir les fonds publics consacrés au soutien de la population et de l'activité. C'est sans surprise que l'inflation s'est déclarée partout, 9.3% aux Etats Unis, 7.5% en Europe. Une politique plus restrictive a fait suite ; cependant on n'a pas encore une vision claire si la priorité est toujours au soutien de l'économie ou désormais il s'agit de lutter contre l'inflation. Tant que l'inflation ne s'était pas déclarée la Réserve Fédérale avait refusé de majorer ses taux d'intérêt.

Il s'agit d'un phénomène bien établi que l'inflation réagit à la politique monétaire après un laps de temps assez long ; dans le cas actuel 18 mois. Mais nous ne savons pas à quel rythme va se développer l'inflation ; quels sont les moyens à mettre en œuvre pour stabiliser les prix endéans 2% et 4% et durant quelle période ? Surtout quel serait le poids social d'une politique restrictive et son impact sur la pauvreté.

Surtout, la pandémie pouvait créer des habitudes nouvelles de production et de consommation dont l'apparition soudaine pouvait bouleverser le panorama habituel des affaires. Ainsi en est-il des vidéo-conférences fréquentes, le manque d'intérêt pour les voyages d'affaires, une nouvelle forme de contact jugée utile et suffisante, l'économie et la célérité que cela entraîne. Il est évident que ce changement soit porteur d'un degré important de productivité ne serait-ce qu'à partir de la prodigieuse économie d'espace et de temps que le travail à distance entraîne.

Il n'est pas possible aujourd'hui de se pencher sur la récession sans tenir compte de la pandémie et de l'inflation et surtout de leur relation de cause à effet. Pourtant il faut bien dégager la récession de leur influence pour évaluer son rôle économique et la place qui lui est toujours impartie dans les mécanismes économiques.

⁵¹ Le cas du Liban et de certains pays du tiers monde est à écarter car la rationalité n'a jamais pu s'imposer dans la jungle des intérêts privés et/ou sectaires.

Les diverses facettes de la récession

Le Club de Rome, dans les années 50, plaidait la croissance Zéro, comme étant l'objectif le plus convenable à l'homme. En effet l'être humain est sensible au progrès comme au revers et acquiert la sensation de quiétude maximum dans la stabilité. L'humanité n'a pas voulu abandonner l'objectif "développement" comme étant nécessaire au progrès social et indispensable pour enrayer la pauvreté. La distinction entre la croissance Zéro et la récession est que la récession est censée porter une croissance négative deux trimestres consécutifs. C'est la une hypothèse d'école, en fait la récession et la croissance Zéro présentent à terme une même situation.

Le balancier joue de façon naturelle. Après une période de surchauffe et de surproduction la demande va s'essouffler et l'économie ralentir. La fragmentation de la décision fait que le profit est une incitation majeure à la production et à l'investissement qui trouvent leur limite dans le ralentissement ultérieur et la baisse de rentabilité, voire dans les pertes.

Mais est-ce une fatalité ? théoriquement non. Rien n'empêche d'imaginer qu'un calcul précis peut adapter l'offre à la demande ; sauf que cela n'a jamais pu se réaliser en économie de marché. En somme nous avons le choix entre une décision centralisée avec ses erreurs monumentales (Cf. le marxisme) et une décision plurielle issue du marché. Sachant que chaque fois que le marché sacrifie à ses tendances oligopolistiques il s'écarte à son tour de la rationalité.

En somme on ne peut imaginer mieux que ce que l'on a tenté jusqu'à présent, limiter les crises, réduire les récessions et surtout éviter qu'elles se transforment en dépressions.

L'inflation⁵² modérée

Généralement entre 2% et 4% l'objectif inflation est le premier remède à la récession. Les couts supplémentaires que subit l'économie ont toutes les chances d'être balayés par l'inflation avant de se confronter au ralentissement de l'économie. Ainsi une économie bien gérée peut se contenter d'un objectif inflation sans connaître le ralentissement dû à une surchauffe de l'activité.

Friedman ne croyait pas qu'on puisse maintenir le plein emploi et la stabilité des prix. Si l'on voulait combattre l'inflation il fallait sacrifier le plein emploi. D'ailleurs c'est un phénomène sur lequel on ne peut agir de façon durable, il obéit à sa propre logique. Si l'on admet une plus forte expansion monétaire en vue de réduire le chômage, l'économie va tôt ou tard réclamer ses droits, le chômage retrouve son seuil d'équilibre et l'économie garde l'inflation que lui a causé l'expansion monétaire.

De là à conclure que c'est bien ce qui s'est passé avec la pandémie. Il y aurait cependant deux bémols : la première est que l'objectif inflation au niveau très bas est désormais bien établi et toutes les nations qui le pratiquent ne connaissent aucun dérapage, la correction qu'il fait dans l'économie est définitive ; la seconde est que le soutien de la société et de l'économie durant la pandémie était indispensable quel que soit le cout ultérieur. Est-ce que cela veut dire que la résurgence de l'inflation était nécessaire ? bien sûr que non. Il faut retrouver son origine dans la négligence des taux d'intérêts qui se sont maintenu contre toute logique des années durant à un niveau anormalement bas.

⁵² Targeting inflation

Myrdal⁵³ tout comme Wicksell⁵⁴ croient en un taux d'intérêt naturel. Il est clair qu'il a été ignoré toute cette période provoquant une réaction normale, l'inflation étant la maladie de la monnaie.

Une solution sociétale : Le revenu citoyen

La dignité attachée à la citoyenneté fait qu'aucun citoyen ne soit laissé sans un revenu minimum qui l'écarte de la pauvreté. Ceux qui ne n'obtiennent pas ce revenu minimum feront une déclaration négative et le ministère des finances compléterait le montant au même titre qu'il perçoit l'impôt des plus nantis.

Cette opération est de la nature des taxes négatives et son effet est neutre par rapport à l'impôt, par contre elle contribue à régulariser la demande. Ainsi le revenu citoyen opère un glissement de revenu souhaitable des plus riches vers les plus pauvres.

Certains pays pratiquent déjà le revenu citoyen, généralement assez modeste vu que la pratique est encore récente, mais il est appelé à remplacer et à rationaliser nombre de mesures sociales, notamment, une partie de l'assurance chômage qui touche les nouveaux venus au monde du travail, les subventions quand elles ont lieu, et nombreux autres services qu'on voudrait soumettre à une rémunération.

L'impôt négatif qui couvre le revenu citoyen a cette particularité de limiter aussi les tensions récessionnistes.

Ainsi la récession ne serait plus qu'un simple ralentissement ponctuel destiné à apporter à l'économie les corrections indispensables que l'objectif inflation et le revenu citoyen n'ont pu garantir.

Dans le profond changement que nous vivons et que nous allons de plus en plus vivre dans le monde de la production la tentation est grande pour les états d'orienter l'activité dans les domaines d'avant-garde. C'est la plus grande erreur que peut commettre une nation. Le changement doit naître de l'entreprise et sous sa propre responsabilité. Le rôle efficace de l'état consiste à soutenir l'entreprise. Rien ne peut remplacer la multitude de réflexions et de décisions qui actualisent le futur.

⁵³ Gunnar Myrdal 1898 - 1987

⁵⁴ John Gustav Knut Wicksell 1851 - 1926

L'OFFRE

Chapitre 9 Les Anticipations

On dit souvent que l'entrepreneur est celui qui accepte de prendre le 'risque'. En fait le risque est la conséquence de l'activité dans une conjoncture donnée. Le métier de l'entrepreneur c'est l'anticipation du résultat. Un grand nombre de facteurs régit le résultat, certains liés au marché et à la conjoncture – niveau de la demande et de la concurrence ; d'autres liés au produit et à la productivité – qualité, technologie, ressources, économies d'échelle. Le plus souvent, surtout dans la PME, l'entrepreneur possède la technique du produit et/ou la connaissance du marché, mais ce ne sont pas là les attributs d'entrepreneur. L'entrepreneur est celui qui sait faire la combinaison la plus profitable d'un produit sur un marché et optimiser constamment les résultats. Ce faisant il remplit un rôle unique en économie libre, ou économie de marché, qui à ce jour a prouvé être le système économique le plus efficace.

La 'loi des débouchés – Say'

Jean-Baptiste Say affirme que la rémunération de la production fournit l'ensemble des moyens d'acheter le produit. En effet les couts de production sont distribués en salaires, matières premières, frais accessoires et profits. La répartition sur le nombre d'unités produites donne exactement le prix de l'unité ; et le cout de l'ensemble de la production correspond au produit total. Le prix déterminé à l'avance peut varier dans la durée ; ou la production totale peut ne pas être écoulee. La compensation est faite dans les profits. Si le prix varie, il fait varier en rapport le profit ; et si l'ensemble de la production n'est pas vendu, la quantité invendue est réputée rachetée par l'entreprise au cout de production et affecte les profits et les liquidités de l'entreprise.

L'entrepreneur projette ces éléments au futur pour déterminer le profit qu'il peut tirer de son opération. Il peut se tromper ; la conjoncture peut le décevoir ; cependant il constitue en général la base sur laquelle s'édifie la structure des revenus. Ainsi les salaires dépendent des moyens de l'entreprise, ses profits bruts ; les intérêts aussi ; les services extérieurs de même. L'ensemble des facteurs de production est indexé aux profits dégagés par l'entrepreneur et l'agrégation des revenus détermine la richesse de la nation. Cette vision montre sous un nouveau jour les critères du développement effectif. Il ne s'agit pas d'investir dans l'industrie de pointe ni de favoriser le surdéveloppement du secteur financier, mais d'escompter au mieux la demande, et de vaquer aux activités les plus rentables. Rappel ! l'économie n'est pas une fin en soi, elle est le moyen de promouvoir la société. Mais c'est à partir de la rentabilité économique que l'on peut considérer le mieux-être social.

Motivation de l'entrepreneur

Le libéralisme économique et plus tard l'économie de marché ont consacré le rôle de l'entrepreneur et son pouvoir de décision dans la gestion de ses affaires. Les trente glorieuses qui ont marqué la suite de la deuxième guerre mondiale en Occident comparées à la désolation socio-économique du monde communiste n'ont plus permis d'hésitation quant à l'efficacité comparée des systèmes. Pourtant le marxisme présente en théorie une rationalité que le monde libre n'a jamais connue. N'empêche que la direction centrale a foiré un peu partout et aucune expérience probante n'a paru à ce jour. L'humanité pragmatique a tiré les conclusions qui s'imposent.

Adam Smith, philosophe du 18^e dont les idées économiques constituent le fondement du capitalisme considérait que le mieux-être social se réaliserait automatiquement s'il était possible à chaque individu de réaliser ses propres intérêts. On peut voir beaucoup de choses dans cette affirmation mais il y a une pensée qui se dégage : Il ne suffit pas d'accorder la responsabilité selon la compétence, la motivation est plus importante encore. Dans le changement qui s'opère sous nos yeux, surtout guidé par la pandémie et le télétravail, la tentation est grande pour les gouvernements de prendre part au jeu étant donné qu'ils disposent de moyens dont ne dispose pas le secteur privé. Ils doivent savoir que leur rôle se limite strictement à assurer le climat adéquat et de faciliter l'action du secteur privé en mettant les moyens à sa disposition mais sous sa responsabilité entière. Le secteur privé ne doit à aucun prix abandonner son rôle.

Les périodes vont se succéder. Le balancier dont les ressorts semblent plus profonds que l'économique va de toute façon remplir la scène. Il revient à l'entreprise d'en tirer parti et à l'État de ralentir ses effets de sorte à avoir la conjoncture la plus apaisée possible. Le cycle court, dit cycle de "Schumpeter" du nom de celui qui l'a identifié reflète surtout les politiques économiques qu'il est souhaitable d'adapter au changement. Le cycle de moyen terme, dit Juglar, constate l'alternance de l'expansion et de la récession au cours d'une décennie. Plus l'expansion est prononcée plus la récession sera marquée. "La seule raison de la dépression est la prospérité" (Juglar). On peut dire que la réciproque est vraie. On a constaté après les guerres, les troubles et les crises une forte reprise de l'économie. Les mouvements du pendule sont généralement accomplis dans la durée d'une décennie. Le cycle long, "Kondratieff" qui s'étend sur environ un demi-siècle est le siècle de l'innovation et du changement profond qui marque l'évolution des sociétés.

Ces lieux communs, largement confirmés dans l'histoire, influent le cours de l'économie mais ne réduisent pas l'incertitude liée à l'investissement. Cette incertitude prend de multiples formes relatives à l'industrie, au pays et à la conjoncture. A quoi s'ajoute souvent la contradiction entre les choix individuels et les choix collectifs qui rendent les prévisions encore plus complexes. 'Théorème de l'impossibilité – Arrow'.

Anticipation du risque

L'entrepreneur sait généralement ce qu'il veut faire. Il est l'homme d'un métier. Il a les moyens de le faire. Il sait quand il faut prendre ou non le risque que cela implique. La conjoncture peut être défavorable et préparer une crise. L'entrepreneur doit le savoir, le sentir à divers signes 'l'entrepreneur perd confiance et commence à voir l'investissement risqué – Keynes'.

Les crises remontent à des périodes où travailleurs et entrepreneurs se trouvent dupés – Friedman' et leurs agissements provoquent la crise. 'Les crises ont lieu car les gens ne sont pas rationnels – Lucas'. 'Les crises éclatent parce que les agents, quoique sensibles, ne sont pas tout à fait rationnels – Akerlof'. La rationalité limitée qui serait le modèle le plus près de notre réalité ne diverge pas de cette acception⁵⁵.

⁵⁵ Herbert Simon 'Bounded Rationality'

Toutes ces affirmations s'accordent sur le fait que les crises correspondent à des phénomènes subjectifs, auto-réalisateurs. La divergence est au niveau de la solution. Pour Keynes, la solution est dans l'expansion monétaire pour pallier à la trappe des liquidités, et éventuellement fiscale pour alléger le fardeau des entreprises et les pousser à investir. Pour les nouveaux classiques, monétaristes et rationalistes, le temps est le meilleur remède. On ne peut pas donner de solution à un faux problème ; la crise n'a pas d'autre raison que dans l'esprit des gens.

Si nous devons tenir compte de l'expérience des dernières décennies nous ne pouvons que saluer l'équilibre obtenu par l'orthodoxie monétaire après le dérapage de la fin des années 70 dans une 'stagflation' qui a mis l'économie mondiale dos au mur. Mais cela ne doit pas nous faire oublier les trente glorieuses et la prospérité continue affichée par des économies qui appliquaient sans réserve la recette Keynésienne ; jusqu'au jour où ... la stagflation bloquait son usage et donnait crédit au monétarisme : la neutralité de la monnaie est confirmée ; il s'agit de maintenir la progression de la masse monétaire en harmonie avec la croissance.

Cela n'a pas duré longtemps. Les crises sont revenues, et il a fallu recourir à la politique monétaire pour limiter leurs effets. La monnaie a de nouveau paru intégrée à l'économie et l'expansion monétaire indispensable en temps de crise. Samuelson⁵⁶ en qui les Keynésiens autant que les néo-classiques se reconnaissent a tranché la question, et probablement pavé la voie à un nouveau concept qui aurait une grande place en économie : Il y a des conjonctures où il faut être keynésien et des conjonctures où le monétarisme est le garant de l'équilibre économique.

Parmi ceux qui ont ramené le keynésianisme au goût du jour Stiglitz : Grâce à l'expansion monétaire la crise de 2008, qui aurait pu être plus dévastatrice que 1929, a laissé peu de séquelles aux Etats-Unis et en Europe. Néanmoins l'embellie fut de courte durée et le retour à l'orthodoxie monétaire en Europe a gardé le chômage élevé dans un cycle timide de croissance. Par la suite la pandémie du covid-19 en mars 2020 a nécessité une expansion monétaire inimaginable pour éviter une catastrophe socio-économique dont les conséquences seraient incontrôlables.

Court terme, long terme

L'étude du marché découvre la demande ici et maintenant ; et l'entreprise cherche à satisfaire au mieux cette demande pour obtenir le meilleur prix et en même temps maximiser son bénéfice. Une grande partie de la demande peut être occulte et s'exprimer une fois que le produit est sur le marché. Ainsi la meilleure estimation de la demande de téléphones mobiles a été dépassée cent fois dans tous les pays du monde. Il s'agissait d'un besoin de communiquer qui venait de connaître une amélioration substantielle. On ne communiquait pas sur place mais en déplacement presque n'importe où. De nouveaux besoins sont nés à côté de nouvelles capacités rendues possibles par le téléphone mobile. Il demeurait le barrage des moyens. Combien les gens seraient disposés à consacrer à l'acquisition d'un portable ? La réponse fut largement en dehors des limites du raisonnable, tout le monde voulait cet appareil et était prêt à sacrifier beaucoup d'autres choses.

L'expérience de l'automobile au début du siècle dernier ne fut pas très différente. Elle fut introduite dans des pays avant même l'existence de routes et en l'absence de pompes à essence. Ces facilités sont venues plus tard avec l'engouement de la population pour ce mode de transport. La voiture donnait

⁵⁶ Paul Samuelson, MIT, Nobel d'Economie en 1970

également de nouvelles capacités aux gens, notamment en leur permettant de chercher du travail à plus longues distance, ou à faire beaucoup plus de choses en un laps de temps plus court.

Le marketing stipule qu'il ne faut pas penser voiture, il faut penser transport. Ce n'est pas tout à fait vrai, car c'est souvent un signe extérieur de richesse, une source de fierté. Dans la mesure où une société évolue, le second aspect prend de l'importance. C'est ce qu'on retrouve dans les smartphones aujourd'hui où des modèles de plus en plus sophistiqués sont offerts aux jeunes à la limite de leurs moyens. Il y a plus d'un siècle Thorstein Veblen écrivait son livre *'The theory of the leisure class, 1899'* où il mettait en relief le phénomène de consommation ostentatoire "*Conspicuous consumption and monetary emulation*" soit avant l'apparition de l'automobile et bien entendu du téléphone portable.

Ces découvertes ne naissent jamais du néant. Elles combinent un ensemble de briques préexistantes et indispensables à leur existence. Ainsi l'internet remonte aux années 60 avec un long parcours qui a fini par connecter tous les ordinateurs du monde puis les portables, les smartphones. Nous avons là une vision pratique du "cycle long" de Léon Kondratieff qui est le cycle de l'innovation et des découvertes. L'internet à ses débuts est parvenu à transférer des data entre deux ordinateurs. Le développement du réseau une année après l'autre et une décennie suivant l'autre a permis de constituer le réseau mondial. Des visionnaires ont pensé que si l'internet pouvait transporter les données elle pourrait transporter la voix.

On constate que l'anticipation à court terme est de plus en plus hédoniste à mesure que la société évolue – l'individu cherche au-delà de ses moyens une voiture qui l'identifie – alors que l'anticipation à long terme est utilitaire – l'internet va servir comme moyen de communication vocale – la voiture un moyen de transport. Ford tenait à produire une voiture de moins que USD 500 pour être à la portée du plus grand nombre. Ce n'est que plus tard que les modèles de luxe ont commencé chez les constructeurs.

Si la roue et le moteur à explosion existent pourquoi a-t-on tardé autant à produire une voiture ? L'électricité de même a connu un long parcours. On n'imaginait pas que l'on pouvait planter des poteaux électriques dans les champs et que les paysans accepteraient que les lignes électriques traversent leurs propriétés. Ce n'est qu'après de longs débats et des essais limités que les pays mêmes avancés ont connu l'électricité de ville avant de l'étendre à l'ensemble des régions. Ceci pose un troisième problème celui du temps. Beaucoup de projets ont périclité pour avoir été pour ainsi dire prématurés. Brasilia qui est un chef-d'œuvre d'urbanisme construit il y a 60 ans s'est contentée pendant plusieurs décennies d'abriter les édifices publics et les ambassades. Héliopolis conçue au début du siècle passé a mis plus de 50 ans à se remplir malgré la forte densité du Caire voisin.

En conclusion on peut dire que l'anticipation de courte durée doit envisager autant l'aspect utilitaire qu'hédoniste du produit – politique de marques – et prévoir une forte concurrence qui oblige à optimiser les moyens de production ; l'anticipation de longue durée se limite à l'aspect utilitaire du produit mais se greffe sur une infinité de produits intermédiaires qui peuvent poser autant de problèmes ; enfin certains produits ou projets ont besoin de temps pour que leur aspect utilitaire se confirme.

Anticipation et politiques publiques

L'Etat doit gérer la chose publique mais surtout prévoir les besoins du futur. La multitude d'entreprises dans le pays sont autant de détecteurs de l'avenir. Bien entendu beaucoup se trompent ; mais il est un

fait largement démontré que plus l'échantillon est vaste plus le résultat est probant. C'est pourquoi l'économie de marché, malgré le gaspillage qu'elle tolère, a eu raison de l'économie planifiée et la rigueur qu'elle exige.

C'est pourquoi les options du futur doivent être le choix des entreprises. L'État doit les prendre comme une donnée et adapter les politiques publiques à leurs besoins. L'insistance sur ce point découle d'un fait largement observé que le gouvernement et l'administration sont souvent convaincus que leur rôle est d'orienter l'activité économique vers les secteurs à leur avis les plus profitables. Naturellement lesdits secteurs se trouvent favorisés et en profitent au détriment de l'économie globale du pays. Ce qui ne les empêche pas de péricliter un jour ou l'autre.

C'est pour limiter l'intervention de l'État que nous avons vu fleurir les mouvements qui prônent la limitation de l'autorité publique et veulent réduire au strict minimum le nombre d'agents qu'emploie la nation. C'est méconnaître les fonctions essentielles que le développement exige et que les pays avancés doivent offrir au meilleur de leurs moyens telle la défense, la justice, les relations internationales et l'ensemble des politiques publiques qui encadrent la vie nationale. Un intérêt particulier concerne la santé et l'éducation qui forment la priorité des pays avancés. La vision du futur doit également respecter les rôles respectifs de l'État et du secteur privé.

Chapitre 10

L'Investissement

Le capital national est formé du capital privé, l'ensemble des biens et valeurs que possèdent les résidents, et du capital public, l'ensemble de biens et valeurs au nom de l'état. Ce capital se déprécie par l'usage et le temps et augmente par l'investissement public et privé.

Cet investissement trouve sa source dans la production à laquelle il contribue à son tour. La production donne droit à des revenus à ceux qui contribuent par leur travail ou leur capital. Ces droits ou revenus monétaires sont affectés à la consommation ou font l'objet d'une épargne en vue d'un usage futur.

Turgot fut le premier à signaler la relation entre l'épargne et l'investissement et à mettre en relief l'accumulation du capital. Normalement cette épargne prend le chemin des banques qui servent au déposant un intérêt. Parallèlement les entrepreneurs ont recours aux banques pour financer leurs opérations.

Les banques financent systématiquement le fonds de roulement des entreprises et contribuent à placer les actions et les obligations des sociétés. Quand l'entrepreneur crée une entreprise il limite généralement le capital à la contrevaletur des immobilisations et compte sur le financement bancaire pour les capitaux circulants. En effet, même s'il paie un intérêt, le cout du financement est inférieur au blocage de l'argent quand le besoin est limité dans le temps, comme c'est le cas de la plupart des activités commerciales.

L'égalité de l'investissement et de l'épargne est confirmée par Keynes⁵⁷. En effet le revenu non affecté à la consommation (y compris durable telle l'acquisition d'une habitation ou de l'électro-ménager) va servir à l'acquisition de biens capitaux (ou de titres représentant ces investissements) qui vont concourir à la production ou contribuer au fonds de roulement à travers les banques. Le revenu peut également être thésaurisé, c'est-à-dire retiré de la circulation pour un besoin de sécurité ou un manque de confiance dans les placements disponibles, il ne diminue pas à terme la valeur globale des investissements car le pouvoir d'achat de l'argent écarté du circuit économique se transfère, grâce au nouveau rapport de l'offre et demande de monnaie, à la monnaie en circulation.

L'intégration capital-travail

Carey⁵⁸ : Travail épargné = Service rendu

Il s'agit bien entendu d'un travail effectué mais dont le revenu n'a pas été affecté à la consommation

Bastiat⁵⁹ : Travail = Service rendu.

Bien = Service.

Prix = Rapport de deux services.

Propriété = Totale des services rendus = Justice.

⁵⁷ Cf. Ch-5 [I = S]

⁵⁸ Henry Carey 1793 - 1879

⁵⁹ Frédéric Bastiat 1801 - 1850

Le pouvoir d'achat, fruit du travail, s'applique autant aux biens qu'aux services. Le bien conserve la valeur ; mais tout autant la monnaie laquelle permet d'actualiser au moment voulu le service désiré. L'épargne est donc un pouvoir d'achat détourné de la consommation actuelle et consacrée directement ou indirectement (dépôt bancaire) à l'investissement.

Le prix est le rapport du travail nécessité par deux produits ou deux services différents. Ainsi la parité s'établit entre l'ensemble des biens et services. L'investissement a recours à l'épargne disponible, fruit d'un travail antérieur.

L'épargne est le capital monétaire généré par la production et représenté par l'ensemble des biens produits en voie d'acquisition. L'achat de la production aux fins de consommation ou d'investissement consacre le passage de la sphère monétaire à la sphère des biens réels. L'ensemble des biens matériels et incorporels auquel s'ajoute le pouvoir d'achat en réserve dans la sphère monétaire constituent la richesse d'une collectivité, notamment la nation.

Le moteur de l'investissement

Le capital comme tout autre bien économique est soumis à la loi de l'offre et de la demande. Marshall⁶⁰ nomme '*Prospectiveness*' les facteurs qui suscitent la demande de capital et '*Productiveness*' celles qui motivent l'offre. L'investisseur est disposé à payer plus cher les facteurs de production dans la mesure où ses anticipations sont favorables (*Prospectiveness*). Les fournisseurs de biens et services d'investissement sont d'autant plus exigeants que leurs produits et services sont en ce moment rentables (*Productiveness*).

L'entrepreneur est disposé à investir, et par conséquent à engager ses capitaux et à quérir des partenaires ou des bailleurs de fonds à long terme quand les perspectives de l'investissement sont bonnes ; autrement dit quand l'étude de faisabilité montre que le projet est parmi les meilleures opportunités disponibles.

En parallèle l'offre de capital devient d'autant plus chère que son revenu actuel est élevé ; i.e. taux d'intérêt réel à court terme élevé, bons de trésor rémunérateurs. Ceci dit, le taux d'intérêt est le grand levier de l'économie

L'investissement public, généralement financé par l'emprunt ou l'émission de bons du trésor, et rarement par un excédent budgétaire, répond à d'autres considérations que la rentabilité financière. Il peut avoir pour objectif d'améliorer le standard de vie des citoyens (autostrades, adduction d'eau, traitement des déchets, couverture internet, ...) ou réduire la dépense publique à terme (centrales électriques au gaz, centrales nucléaires, ...). L'investissement public, qu'il soit dans le cadre du Budget annuel, ou l'objet d'une loi programme, doit toujours être considéré en harmonie avec la politique fiscale⁶¹.

Le taux d'intérêt naturel

On doit le concept à Knut Wicksell dans son ouvrage de 1898 '*Intérêts et Prix*'. Pour l'auteur, si le taux d'intérêt est maintenu durablement au-dessus de sa valeur naturelle, le niveau général des prix aurait une tendance continue à baisser et l'économie entre en récession ; par contre si le taux d'intérêt est

⁶⁰ Alfred Marshall '*Principles of Economics, 1890*'

⁶¹ Kenneth Arrow '*Public Investment, the Rate of return, and Optimal Fiscal Policy*'.

maintenu durablement au-dessous de sa valeur naturelle, l'économie va connaître une surchauffe et l'inflation s'installer pour longtemps.

Ainsi Wicksell définit le taux d'intérêt naturel à l'intérieur de deux paramètres, l'inflation et la récession. On peut en conclure que le taux d'intérêt naturel est le taux d'équilibre qui stabilise à la fois l'emploi et les prix. Alors plusieurs questions se posent :

- Y a-t-il une corrélation entre le taux naturel et l'offre et la demande de capital ?
- Ce taux serait-il stable dans le temps ?
- Est-ce qu'il varie d'un pays à l'autre ?
- Comment évaluer son efficacité économique ?

Quand le taux d'intérêt réel est au-dessus du taux d'intérêt naturel le marché anticipe la baisse des prix et la récession. Les opportunités deviennent plus rares ; la faisabilité des projets diminue ; le capital devient plus onéreux ; les entrepreneurs recherchent un ciel plus clément. Quand le taux réel est au-dessous du taux naturel il faut distinguer deux situations : l'inflation contenue à 2% ou 3% et l'inflation au-delà. Le taux d'intérêt est encourageant ; les prix haussent modérément ; l'économie tend vers le plein emploi ; le marché corrige les distorsions de coûts ; la faisabilité des projets est intéressante ; toute chose égale par ailleurs le pays peut espérer un mouvement d'investissement important.

Cependant si l'inflation soutenue par le taux d'intérêt bas, l'accélération de l'activité, et la hausse des salaires et des prix dépasse les "taux objectifs" et que l'inflation n'est pas jugulée les anticipations s'inversent ; "les hommes d'affaires perdent confiance et commencent à sentir l'investissement risqué - Keynes" ; et malgré le coût économique du capital ils évitent l'investissement.

On peut par conséquent conclure que le taux naturel est le taux d'équilibre à long terme entre l'offre et la demande de capital.

Ce taux est-il stable dans le temps ? La demande de capital motivée par l'investissement est subordonnée à la conjoncture internationale autant qu'à celle des pays où l'investissement est considéré. Elle va nécessairement augmenter avec les anticipations favorables et diminuer dans les périodes de crise.

L'offre de capital suit le développement de l'épargne qui est à la fois conditionné par la conjoncture et les habitudes nationales. Certaines sociétés ont tendance à épargner bien plus que d'autres (Japon). Cependant l'ouverture des économies et la globalisation des investissements rend les particularités de moins en moins importantes ; et fait que la conjoncture internationale exerce le plus d'influence sur l'offre.

L'offre et la demande de capital vont s'équilibrer à court terme autour de l'intérêt réel. Souvent la politique monétaire le pousse vers le haut pour réduire la surchauffe ou vers le bas pour combattre le chômage. Il est de ce fait nécessairement divergent du taux naturel qui par définition évite le chômage et l'inflation et serait dès lors beaucoup plus stable ; mais quand même dépendant de la structure de l'économie.

Est-ce que le taux d'intérêt naturel varie d'un pays à l'autre ? Considérons une société qui a une forte tendance à l'épargne. Elle doit obligatoirement convaincre les entreprises à maintenir un taux élevé

d'investissement pour empêcher une récession due à la carence de la demande. Le point d'équilibre est nécessairement plus bas que dans un pays où la consommation relative est forte et l'épargne plus rare.

Cependant avec l'ouverture des économies et l'internationalisation du capital les différences s'estompent et les investisseurs peuvent obtenir le capital nécessaire à partir de la place qui leur convient le mieux. Les pays sont obligés de plus en plus d'aligner leurs conditions.

En quoi consiste l'efficacité économique du taux d'intérêt naturel ? L'absence de chômage et la stabilité des prix sont deux vertus économiques fondamentales. La réduction du chômage est directement liée à la croissance ; et la stabilité des prix est à la base de l'équilibre économique. En fait "l'objectif inflation 2%" aujourd'hui bien établi, mène à une bonne approximation du taux d'intérêt naturel, à condition qu'il soit suffisant pour garder l'emploi dans la limite du chômage frictionnel.

Le maintien pendant une décennie de taux d'intérêt très bas, et même négatifs dans certains pays, pour effacer les conséquences de la crise mondiale de 2008 ; l'assistance fournie à la population et aux entreprises dans les pays avancés durant la pandémie ; la guerre en Ukraine ; tout ceci a provoqué la résurgence de l'inflation à deux chiffres aux Etats Unis et en Europe, et une forte hausse des taux d'intérêt sans voir pour autant l'inflation se résorber. Un ralentissement sensible des investissements en est la conséquence.

L'Etat et l'investissement

L'Etat a un double rôle dans ce domaine – créer et gérer l'investissement public – encadrer l'investissement privé.

Le budget de l'Etat doit normalement prévoir une rubrique "dépenses d'investissement" qui doit financer la maintenance des actifs et la réalisation des projets et travaux publics. L'émergence de la nation et le progrès de la société sont fortement dépendants de l'investissement public : les routes, l'électricité, l'adduction d'eau, les ouvrages de génie civil, les écoles, les hôpitaux, les moyens de communication, les bâtiments administratifs, les musées, les œuvres d'art, Le montant devrait couvrir l'amortissement des actifs de l'Etat et un montant correspondant au taux de croissance de l'économie. On peut même souhaiter que l'investissement supérieur à condition qu'il ne provoque pas le déficit du budget.

Pourtant il est des cas où l'on admet volontiers le déficit, notamment dans une conjoncture déflationniste et/ou pour financer un investissement directement rentable (une centrale électrique) et/ou une loi programme dont l'amortissement se fait inégalement d'une année à l'autre.

L'Etat a un grand rôle dans l'encadrement de l'investissement privé et l'attraction des "Investissements Directs Etrangers" :

- Il doit être parmi les pays les plus efficaces pour la facilité et la rapidité de constituer et éventuellement clôturer une société ;
- Maitriser la politique monétaire et la politique fiscale de sorte à limiter les crises et stabiliser à long terme la demande globale ;
- Veiller à la "Productivité Totale des Facteurs de Production" en assurant l'infrastructure nécessaire à la production et en attachant un intérêt particulier à la formation ;

- Concevoir et mener une politique industrielle rationnelle qui tend vers l'ouverture mais maintien une protection qui assure l'équilibre du commerce extérieur ;
- Encourager les "fusions-acquisitions" surtout avec les entreprises des pays avancés et faciliter le transfert de technologie ;
- Garantir l'indépendance de la justice et promouvoir la gouvernance et la transparence dans l'ensemble de l'administration publique.

Mais parfois ce qu'il ne faut pas faire est plus important encore. Par rapport à l'investissement il en est deux séries de mesures auxquelles les États vont souvent recourir de bonne foi et qui sont à mon sens catastrophiques :

- L'orientation du secteur privé vers les secteurs soi-disant "de pointe" et/ou vers les activités que l'administration estime rentables ; surtout en accordant des avantages financiers ou fiscaux ; contribue à créer des distorsions sur le marché en contradiction avec l'efficacité économique et le développement ;
- L'attribution des avantages de toutes sortes pour attirer les IDEs relève d'un autre temps et représente une dilapidation de moyen à fonds perdus.

L'investissement économique

C'est le rôle essentiel de l'entrepreneur. Rien n'est plus efficace qu'une entreprise qui se développe dans un contexte de marché compétitif ; à la fois sur le plan individuel et sur le plan national. Elle illustre parfaitement l'énoncé d'Adam Smith "*the best good is achieved if every individual is left to seek his own interest*"

Curieusement, la logique du marché malgré le gaspillage qu'elle permet a donné de loin un meilleur progrès que les économies centralisées avec le pouvoir de décisions confié aux élites. Ceci ne peut provenir que d'une source, la multitude de décisions et leur relation avec l'intérêt personnel lié à la propriété.

Le choix de l'investissement et le risque qui lui est inhérent doivent revenir à l'entrepreneur sans partage dans un marché compétitif qui connaisse le moins possible de distorsions.

S'agissant de l'investissement une attention particulière doit s'attacher à la politique industrielle ; car en définitive le progrès ne fait que constater la transformation de la société à travers la transformation de moyens dont elle dispose.

Avant d'envisager la concurrence internationale, l'industrie (exploitation et transformation des produits et services) va se distinguer dans la concurrence nationale de sorte à dévoiler les entreprises performantes et/ou de rendre performantes le plus grand nombre. Ceci ne peut se faire que dans le cadre d'une protection suffisante pour équilibrer le commerce extérieur (des biens et services). En effet cet équilibre est indispensable pour assurer le plein emploi sans lequel il est vain de travailler sur la productivité et de planifier l'ouverture de l'économie pour profiter des avantages comparatifs qu'offre le monde.

Une politique industrielle doit toujours être assortie d'étapes qui constatent à la fois l'amélioration de la productivité intérieure et la possibilité de limiter la protection extérieure jusqu'à l'ouverture complète

de l'économie qui ne devrait pas nécessiter plus de 5 ans. Dans ce délai il serait possible en favorisant et en utilisant les outils des IDEs, du transfert technologique et de la concurrence interne, d'avoir suffisamment de secteurs capables d'affronter la concurrence internationale.

Chapitre 11

La Croissance

Certains considèrent la croissance comme l'élément centrale de la science économique. Tout ce qu'on entreprend au niveau des politiques publiques est en fonction de la croissance. Chaque période de l'histoire économique est analysée en termes de croissance ; chaque phénomène est estimé en fonction de son implication sur la croissance.

La croissance est le rapport de deux années consécutives du PIB⁶² de la nation, généralement identifiée par g "growth". Pour calculer la croissance réelle on tient compte de l'inflation et l'on calcule le rapport entre deux PIB à "prix constants".

Si l'on ajoute les revenus des résidents, de l'étranger, et l'on retranche ceux de l'étranger, dans le pays, on obtient le PNB "Produit National Brut". "Le Produit National Net – PNN" s'obtient en retranchant du PNB l'amortissement des facteurs de production durant l'année considérée. Le PNN correspond au "Revenu National – RN". Suivant le cas l'une ou l'autre des notions est utilisée par les auteurs.

La première approche analytique du PNB a été effectuée par Karl Marx

$$\text{PNB} = c + s + v$$

c : constante ; s : surplus ; v : fonds des salaires.

Les biens ont une valeur d'échange et une valeur d'usage.

La définition moderne du PNB s'applique⁶³. Le prix du marché est fonction de la "valeur d'usage". Elle reflète la "propension à consommer" et oscille autour de la "valeur d'échange" en fonction de l'offre et de la demande. La différence entre la valeur d'usage et la valeur d'échange laisse un surplus, qui n'est rien d'autre qu'un pourcentage capté sur les salaires. Ce surplus est d'autant plus important que l'entreprise de production et/ou surtout le circuit de distribution a le moyen de gérer l'offre des biens et services. La constante c indique l'état du capital technique et valorise le travail.

La valeur d'échange est la "quantité de travail" nécessitée par l'ouvrage. La valeur d'usage correspond au prix du marché.

Le Produit National Brut est donc formé de l'ensemble des salaires, des revenus de capitaux et du surplus que prélève l'entreprise.

Au 20^e siècle l'activité dominante fut l'industrie. Les états avancés devenaient les "états industriels". Les entreprises avaient tendance à devenir gigantesques pour bénéficier des économies d'échelle, de l'extension des investissements et surtout de l'influence sur le marché que prodigue la masse. Galbraith pensait que les PME disparaîtraient bientôt au profit de la grande entreprise⁶⁴. Au contraire, elles n'ont fait que prendre de l'importance dans la seconde moitié du 20^e siècle et le début du 21^e et représentent environ 70% de la production nationale dans les pays industriels.

⁶² Produit Intérieur Brut : Ensemble des biens et services produit à l'intérieur de la nation durant une année entière, évalués au prix du marché.

⁶³ PNB = PIB +/- Revenus et/ou Dépenses extérieurs

⁶⁴ John Kenneth Galbraith 'The Industrial State' 1967

Les pays qui ont tôt profité du machinisme se sont retrouvés dans le lot des pays avancés. Mais les colonisateurs aussi ; quoique ce sont en principe les mêmes. Le 20^e siècle a vu des pays entièrement détruit se reconstruire tels l'Allemagne et le Japon. Et des pays qui se sont sortis d'une façon magique du sous-développement tel Singapour. Ce ne fut pas une mince affaire de relever une économie aussi profonde que la Chine ; non plus que celle des Indes aujourd'hui. Le facteur commun de l'émergence est le savoir-faire.

Le "carré magique" de Nicolas Kaldor attribue la prospérité d'un pays à 4 facteurs essentiels : La croissance économique, le plein emploi, l'équilibre du commerce extérieur, et la stabilité des prix. La représentation sur les côtés d'un losange de ces données suffit à déterminer la santé de la nation. L'expansion figurant la prospérité, et à l'inverse, la rétraction figurant le recul de l'économie.

La plupart des économistes se sont penchés sur la croissance : Hicks, Arrow, Kahn⁶⁵, Harrod⁶⁶, Dommar⁶⁷, Lewis⁶⁸, et bien d'autres.

Solow a dominé son temps avec le concept de "Productivité Totale des Facteurs"⁶⁹. La définition qu'il en donne "TFP : La mesure de notre ignorance". Toutefois si nous ne pouvons donner une définition exacte, elle n'en existe pas moins, et détermine la productivité d'une nation. Nous pouvons imaginer qu'elle englobe la population active, le capital technique, et surtout, une notion difficilement saisissable, la rationalisation des facteurs. Le progrès technique occupe la plus grande place. L'essentiel est qu'il se traduise dans la performance du facteur humain plutôt que dans l'étendue des investissements⁷⁰. La rationalisation du facteur capital est critique, Solow adhère à la loi des "rendements décroissants"⁷¹ et à terme l'amortissement du capital risque de neutraliser son développement.

L'emploi et la croissance

Le point d'orgue de la croissance est sa relation avec l'emploi. La loi d'Okun⁷² stipule que 2% de croissance baissent le chômage de 1%. Il y a peu de lois en économie, elles sont supposées représenter des théories incontestables largement admises. Pourtant elle a été perturbée par la stagflation de la fin des années 70. Les Etats Unis ont connu à ce moment à la fois une inflation et un chômage élevé suivis d'une longue période de croissance qui s'est étendue jusqu'en 1990 et au cours de laquelle le chômage et l'inflation se sont résorbés graduellement.

On lui doit aussi le principe des deux trimestres consécutifs où la croissance positive signifie la fin de la récession. L'Europe s'est accrochée à ce principe après la crise de 2010 pour revenir à l'orthodoxie monétaire et contrôler l'expansion de la masse en l'absence d'inflation. Les facilités octroyées pour soutenir l'économie au plus fort de la crise importée des Etats Unis semblaient un retour inconditionnel à un keynésianisme qui sentait le souffre pour les dirigeants des banques centrales européennes. Le prix

⁶⁵ Herman Kahn 'The emerging superstate' 1969

⁶⁶ Sir Roy Harrod 'Harrod-Dommar Growth Model'

⁶⁷ Evsey Dommar idem

⁶⁸ Sir Arthur Lewis 'The Theory of Economic Growth', Prix Nobel 1979

⁶⁹ Robert Solow 'Total Factor Productivity – TFP', Prix Nobel 1987

⁷⁰ "Capital deepening instead of widening"

⁷¹ La loi des rendements décroissants a été énoncée pour la première fois par Turgot et développée par Ricardo

⁷² Sir Arthur Okun "Tradeoff between Unemployment and Growth"

fut le maintien d'un chômage à deux chiffres pendant toute la décennie dans la plupart des pays d'Europe.

L'exemple opposé fut celui de l'Union Soviétique à la veille des troubles qui ont emporté le régime communiste. L'Etat avait mis à la production industrielle des masses de paysans pour relancer les produits de consommation durable sans priver l'industrie militaire de ses ressources. Le standard de vie ne s'est pas amélioré, au contraire la productivité s'est effondrée.

En conclusion l'emploi est certainement la clé de la croissance à condition qu'il soit conjugué à la qualification et surtout à l'organisation rationnelle du travail.

Le Développement

Le PIB et ses ramifications ne sont plus considérés aujourd'hui comme le fondement de la croissance et la voie du développement ; d'autres valeurs se sont imposées ayant surtout trait à la conservation de l'environnement et aux valeurs humaines et sociales. Le rapport de la commission Stiglitz, mandaté par le Président de la République en France, à l'époque Nicolas Sarkozy, est probablement le document officiel le plus complet pour la détermination des objectifs de croissance et de développement de l'Etat et des éléments que devrait refléter le PIB.

Le professeur Sen⁷³, qui conseillait la Commission, soutient que la croissance ne résout pas automatiquement les problèmes du sous-développement que ça soit la malnutrition ou l'analphabétisme ou la déficience sanitaire. Il faut prendre le problème à bras le corps et créer les conditions politiques pour assurer un développement harmonieux. Le PIB est loin d'exprimer le niveau de satisfaction de la population. Il propose l'adoption d'un nouvel instrument de mesure "l'indice de développement humain – IDH"

Les "Objectifs du développement durable – SDG"⁷⁴ adoptés en 2015 par les Nations Unies rappellent que le but premier de l'économie est l'amélioration des conditions de vie de la société. Comme on l'a vu la croissance ne se traduit pas automatiquement en développement, alors que le développement nécessite impérativement la croissance.

La plupart des sociétés internationales de conseil ont un département spécialisé dans le développement et s'activent avec plus ou moins de bonheur sur les terrains laissés en friche par les agences internationales, le UNIDO et autres. "Monitor" en particulier s'est spécialisé dans le développement des PVD sous la férule de son fondateur le professeur Michael Porter. Plus de cinquante pays ont adopté son modèle de développement.

Ce n'est certes pas assez. Tant que la misère existe avec son lot de malnutrition, analphabétisme et carence médicale, l'économie a raté son objectif.

Le savoir faire

C'est le facteur commun aux pays qui ont connu une forte croissance. Le "savoir-faire" commence par l'éducation. Un enseignement de qualité et gratuit est le pilier principal de la "productivité totale des

⁷³ Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998

⁷⁴ 'Sustainable Development Goals – SDG' 17 objectifs élaborés par les Nations Unies pour la période 2015 – 2030 suite aux 10 'Objectifs de développement du Millénaire' 2000 – 2015 qui ont été négligés un peu partout dans le monde à cause de la crise mondiale à partir de 2008.

facteurs". Il n'est pas étonnant que les pays avancés aient aussi l'enseignement le plus avancé et les universités les plus prestigieuses. Un japonais de mes amis à qui sa société proposait un poste très intéressant à l'étranger s'est vu devoir refuser ; car me dit-il mes enfants qui sont encore dans le complémentaire ne pourront pas suivre l'université au Japon une fois de retour.

L'éducation ne devrait être jamais loin de la vie active et l'université en rapport avec les organisations économique. Un effort particulier de prospective doit dévoiler le futur bien avant que les secteurs économiques ne se lancent dans la voie. La principale donnée des temps moderne à observer est l'intelligence artificielle qui va de plus en plus rendre caduques un certain nombre d'activités. Par contre elle peut en créer d'autres taillées à la mesure humaine.

De nouvelles techniques vont naître qui demandent de nouvelles formes d'adaptation. L'école technique ne va pas disparaître mais peut connaître une profonde transformation. Elle doit être préparée à assurer les formations et des mises à jour tout au long de la vie professionnelle des travailleurs. Peut-être est-ce le domaine éducatif ou l'internet et les vidéo-conférences vont rendre le plus de service.

Le développement humain

Quand on pose la croissance on doit nécessairement considérer son but final, le "développement inclusif", qui couvre l'ensemble du pays et inclut les couches les plus défavorisées de la population. On est encore plus précis quand on parle de "développement humain" qui doit représenter le but final de l'organisation économique. Et si on peut se permettre de rêver le développement humain ne doit pas s'exercer dans le cadre de la nation seulement mais concerner l'ensemble de l'humanité.

Sur le plan national l'on doit non seulement considérer le filet de sécurité social qu'attend la population mais aussi l'éventail des salaires de sorte que le pays connaisse le plus d'équilibre possible dans les revenus à condition de ne pas limiter la liberté d'entreprendre. Cette tendance n'est pas seulement socialement souhaitable elle est économiquement bénéfique "l'équilibre est le plus efficace des systèmes – tout système efficace mène à l'équilibre – Maurice Allais".

La politique fiscale doit agir dans les deux sens, exiger une déclaration de tous les résidents majeurs, appliquer une taxe progressive aux revenus élevés et compenser les revenus au-dessous d'une certaine limite permettant une vie décente que doit pouvoir se permettre tout citoyen de la nation.

Les dérives

Vers le milieu du siècle passé le Club de Rome avait plaidé, sans avoir gain de cause, la "croissance zéro" pour un ensemble de raisons. L'être humain a surtout besoin de stabilité l'amélioration de sa condition à partir d'un niveau socialement acceptable ne présente pas un avantage, au contraire parfois elle le déstabilise ; la croissance est gourmande d'énergie et affecte la couche d'ozone en plus d'un impacte souvent négatif sur la nature ; enfin elle entraîne un supplément de gaspillage. Il suffit que la croissance économique soit dans les limites de la croissance démographique pour assurer une parfaite stabilité sociale et permettre un meilleur équilibre biologique.

La croissance est souhaitée pour deux raisons majeures, en plus de la tendance naturelle de l'homme à vouloir améliorer son sort quel que soit sa situation. La première est que la croissance est indispensable pour extraire les couches les plus faibles de la population de la misère à condition qu'elle soit affectée à cet objectif et non à celui d'enrichir les plus riches (c'est le domaine de la politique fiscale). La deuxième

est que l'économie de marché qui a permis le plus grand progrès social est une dynamique de croissance et l'objectif "zéro" est illusoire ; la société va évoluer ou rétrograder.

Rationalisation de la production

A ce jour c'est l'industrie qui fait la différence entre les pays en voie de développement et les pays industriels. Il ne s'agit pas simplement du produit des usines mais de toute transformation par le travail du produit et/ou du service mis à disposition. Ainsi l'on parle de l'industrie hôtelière ou de l'industrie du bâtiment.

Pour revenir aux critères de développement énoncés par Kaldor, il en est un qui dépend de l'étranger "l'équilibre du commerce extérieur". En effet cet équilibre représente le principal pilier de l'emploi dans le pays. Le déficit du commerce extérieur signifie que le pays acquiert des biens et services de l'étranger sans contrepartie de la production nationale et supporte de ce fait un chômage élevé.

Une politique industrielle cohérente doit prévoir une protection suffisante le temps d'acquérir une "productivité totale des facteurs" suffisante pour équilibrer le commerce extérieur. Malheureusement l'expérience montre que les pays qui ne retrouvent jamais une productivité suffisante sont nombreux ; mais on ne peut donner une solution à un faux problèmes, ouvrir leur marché équivaldrait à augmenter sensiblement la misère de leur population.

Les outils du progrès

Pour les pays en voie de développement l'investissement direct étranger, les fusions-acquisitions, sont autant de raccourcis vers le progrès. Les pays avancés généralement attirés par les salaires bas des PVD apportent leur technologie et transforment d'abord le produit et/ou le service en qualité valable à l'international ; ensuite le pays se voit élevé en "pays émergent"

Les "investissements croisés" permettent de réaliser des fusions utiles sans bourse délier. L'entreprise A acquiert des titres de l'entreprise B et lui cède en contrepartie ses propres titres. Plusieurs avantages sont à la clé : Optimisation de la direction et des départements fonctionnels ; expansion du marché chacune des deux entreprises mettant son marché au service de l'autre ; amélioration de certains produits ; gains de productivité. Etc...

Ajouter que ces fusions-acquisitions servent la tendance actuelle à se positionner près du marché, et que l'évolution technologique a ravi l'avantage des grandes séries. Conjoncturellement ce mouvement répond à un retrait de la tendance généralisée à l'ouverture des économies qui va durer quelques années. L'enrichissement des populations favorise également la qualité et la spécificité des produits et services ; et là il s'agit d'une tendance à long terme.

Politique de développement

Au début une politique de développements exige un certain sacrifice mais l'investissement offre des avantages indéniables dans le temps. Ainsi l'économie de temps réalisée grâce à une autostrade est appréciable mais il aura fallu dépenser, et par conséquent payer l'impôt, pendant des années avant d'en profiter.

Le budget de l'État doit prévoir une rubrique investissement pour l'édification et la maintenance de l'infrastructure nécessaire pour améliorer les conditions de vie et de travail de la population. Cette rubrique ne devrait pas causer de déficit au budget. Par contre les investissements à caractère économique et qui prévoient des rentrées suffisantes sur une période de temps raisonnable doivent

être financés par l'emprunt pour ne pas priver la nation de réalisations utiles et intéressant l'ensemble de la population et non seulement les usagers.

Il faut surtout réaliser un climat favorable à l'investissement. La Banque Mondiale publie un fascicule "Doing Business in" qui décrit la difficulté d'investir dans les divers pays, et c'est seulement les plus performants qui réussissent à attirer les IDEs sans avoir à leur donner des conditions spéciales qui les intéressent de moins en moins et qui rendent l'investissement de moins en moins intéressant.

Chapitre 12

Le Chômage

La définition du chômeur par l'organisation Internationale du Travail – OIT : Une personne âgée de 15 à 64 ans, sans activité (même partielle), et qui recherche activement un emploi. Ceci élimine ceux qui ne sont pas encore ou qui ne sont plus en âge de travailler, et ceux qui ne souhaitent pas travailler pour le moment quel que soit la raison, études, santé, ou tout simplement manque d'intérêt.

Emploi, chômage et sous-emploi

La pandémie a donné ses lettres de noblesse à l'emploi partiel et/ou temporaire qui s'est largement répandu dans le monde. D'abord l'emploi à distance qui s'est quasi généralisé durant les périodes de confinement n'a pas entièrement disparu ; certaines sociétés, et non des moindres, parmi lesquelles beaucoup d'internationales ont trouvé avantage à maintenir une forme ou l'autre de travail à distance. La permanence au bureau se limite le plus souvent à deux ou trois jours par semaines. On imagine l'économie d'espace, de transport et de temps que cela réalise. Du reste la majorité des travaux ont évolué et la performance est jugée sur le résultat ; plus besoin de contrôler le temps ; d'autres critères régissent la pérennité de l'emploi et l'avancement de l'employé.

Le travail à distances est parmi les facteurs qui ont grandement facilité le travail à temps partiel et les activités temporaires. L'armée de mères de familles qui voudrait être active mais ne peut consacrer le plein temps au travail et/ou ne peut quitter son domicile ; les étudiants qui voudraient poursuivre convenablement leurs études, surtout dans les spécialisations de longue durée ; ou tout simplement les chômeurs en attente d'un travail plus stable. Le travail à temps partiel ou à durée déterminée est aussi intéressant pour l'entreprise à il donne une flexibilité intéressante pour les travaux qui ne nécessitent pas un emploi permanent.

Les statistiques aujourd'hui donnent à côté de l'indice de chômage l'indice de sous-emploi. L'estimation du sous-emploi est généralement obtenue par l'enquête régulière auprès des ménages des personnes qui travaillent à temps partiel et/ou occupent un poste notoirement au-dessous de leur capacité en attendant de trouver mieux. Il doit exister une corrélation entre le chômage et le sous-emploi ; plus le chômage est élevé plus le sous-emploi est important ; les individus qui ne trouvent pas d'emploi régulier acceptent souvent des conditions à mi-temps ou qui ne nécessitent pas leurs qualifications.

Chômage et pauvreté

Le chômage va de pair avec la pauvreté ; et la solution à la misère n'est pas dans la charité mais dans l'emploi. Cependant l'argument que la pauvreté est fruit de la paresse ne tient pas la route quoique l'on reconnaisse une corrélation entre les deux, la pauvreté est le fruit de l'absence d'une politique de l'emploi. Il faut noter que l'expansion de l'emploi à temps partiel réduit l'acuité du chômage en assurant un certain revenu aux bénéficiaires.

Plus le chômage augmente, plus le revenu du travail, à la fois sur le plan individuel et sur le plan collectif, faiblit. Le déséquilibre des revenus a des conséquences néfastes autant économiques que sociales. La population active se réduit. Les cadres les plus qualifiés trouvent un emploi à l'extérieur. La productivité diminue et le standard de vie de la société stagne.

La montée du chômage a un effet sur la population active. Les pays avancés, vu la longueur des études et l'enrichissement des citoyens ont une population active autour de 65% de la population en âge de travailler (15 ans à 64ans). Les pays du tiers monde qui souffrent d'un chômage élevé connaissent une population active plus réduite ; les individus confrontés au chômage perdent espoir et ne cherchent pas d'emploi, soit qu'ils espèrent émigrer, soit qu'ils se contentent de ce qu'ils ont et/ou du soutien de leur famille.

L'emploi au 19^e siècle et la moitié du 20^e avait un caractère permanent. L'employé et/ou l'ouvrier ne quittait l'entreprise qu'à sa retraite. Le Japon fut parmi les pays les plus conservateurs dans ce domaine. L'entreprise avait un devoir vis-à-vis de la famille. Les enfants du personnel avaient priorité pour l'emploi dans la société.

Force fut de constater à partir de la seconde moitié du 20^e s. et surtout les dernières décennies, qu'avec le profond changement des structures économiques les anciens employés devenaient un poids, non à cause de l'âge, mais parce qu'ils n'avaient plus rien à apprendre et encore moins à donner. Nous vivons une époque où la durée qui garantit une certaine performance dans la PME ne dépasse pas 7 ou 8 ans.

Modification des structures de l'économie et de l'emploi

Jusqu'au 19^e s. et l'avènement du machinisme l'économie était essentiellement agraire. La mécanisation de la culture a libéré une grande partie de la population agricole pour travailler dans les usines et/ou les secteurs de services. Bien entendu cela n'a pas réduit la production agricole, au contraire, mais créé à côté d'autres biens et services utiles. Le mouvement s'est poursuivi tout au long du 20^e s., avec une accélération vers le secteur tertiaire, et les trois dernières décennies l'économie d'internet.

Les opportunités d'emploi se sont développées en conséquence. Les travailleurs se sont de plus en plus orientés vers l'industrie, puis vers le tertiaire devenu plus rentable et aujourd'hui vers les activités de réseau et le commerce électronique lancés par l'internet. "Le travail et le capital s'orientent de plus en plus vers les activités donnant plus de rendement par personne – Romer"⁷⁵. Quatre siècles auparavant William Petty disait à peu près la même chose "Le nombre de travailleurs engagés dans les secteurs de services ont tendance à augmenter à fur et à mesure qu'une économie se développe"⁷⁶

Effectivement le machinisme a été la source d'une grande frayeur des travailleurs ; la machine allait remplacer l'homme ; mais dans les faits on a vu l'avènement ou l'expansion de nouveaux secteurs capables d'assimiler toujours plus de travailleurs et les craintes se sont vite dissipées. Le machinisme a été à la base d'un immense progrès social du fait de la productivité élevée qui s'en est suivie et la masse de produits et services mis à la disposition des consommateurs. *Capital Deepening instead of widening* (consolidation du capital technique) due à la "Productivité Totale des Facteurs de Production" dirait Robert Solow⁷⁷.

Les temps sont différents. La quatrième révolution industrielle marquée par l'intelligence artificielle ne connaît plus de limite. L'automation gérée par l'IA peut occuper la quasi-totalité des postes de production. Pourtant l'homme confiant du fait de son expérience positive des révolutions précédentes,

⁷⁵ Paul Romer 'Crazy explanation of the productivity slowdown' NBER Macroeconomics annual 1987, volume 2" – "Labor and capital increasingly flow towards business that add greater value per employee"

⁷⁶ Sir William Petty 'Political Arithmetic' 1691 "Tendency of working people in services to increase as an economy develops"

⁷⁷ See previous chapter

notamment l'invasion du digital, s'adonne à des préoccupations métaphysiques : l'Intelligence artificielle peut-elle échapper à la volonté humaine ? serait-elle un danger pour l'humanité ?

Ce texte n'est pas le cadre d'une réflexion philosophique, quoiqu'elle doive être omni présente pour tout ce qui concerne le genre humain. L'équilibre capital/travail serait pour la première fois rompu sans vision d'expansion dans de nouveaux secteurs plus adaptés aux compétences de l'homme. De la même manière que se déplace l'activité économique des pays technologiquement avancés vers les pays émergents et en voie de développement, elle glisse de l'homme vers la machine de plus en plus sophistiquée améliorant la performance générale et le standard de vie des nations. Les heures de travail diminuent et le temps de loisir augmente. Plus d'une question se pose : Quel serait le domaine de production et d'échange qui ne soit à la portée de la machine ? Comment se ferait la nouvelle contribution/rémunération capital/travail ? Comment s'organiserait la société de chômeurs ? En attendant l'on peut explorer les critères d'une politique rationnelle d'emploi.

Le Plein-emploi

Keynes dans la "Théorie Générale" estime que le plein emploi est l'ordre naturel des choses. Quand la conjoncture s'écarte du plein emploi il suffit de le ramener par l'expansion monétaire. Il n'y a pas de risque d'inflation tant que la production est en mesure de répondre à la demande. Si l'économie tombe dans la "trappe des liquidités" il faut alors recourir à la politique fiscale, réduire les impôts ou majorer les dépenses de l'état financés par l'endettement. Cette politique était conforme aux vues d'un économiste 'Pigou'⁷⁸ qui faisait autorité parmi ses contemporains dans la matière, et pour qui le plein emploi s'adapte naturellement à une économie stable.

Phillips⁷⁹ a mis en relief la corrélation entre l'inflation et l'emploi. En fait une expansion monétaire provoque des tensions inflationnistes qui peuvent être contenues ou non en fonction du potentiel et de la disponibilité de l'offre. Bien entendu il s'agit d'une inflation contenue qui se répercute favorablement sur la demande globale et suscite une augmentation de la production.

Friedman conteste ce point de vue : Une augmentation de 5% de la masse monétaire provoque une hausse de prix bien inférieure et suscite par ailleurs une augmentation de la production. Echangez 5% d'inflation contre 3% de baisse du chômage ; les marchés vont rapidement rattraper la hausse ; vous aurez besoin de 5% d'inflation pour maintenir l'emploi au niveau précédent où il était associé à des prix stables. Robert Lucas est plus catégorique : L'intervention ne peut que causer des dommages.

Okun⁸⁰ associe le niveau de l'emploi à la croissance. C'est vrai quand la croissance est fruit de l'investissement ; ce qui n'est pas toujours le cas. Le progrès technique est un facteur important de croissance ; de même que la politique économique. Mais il est évident qu'en l'absence de croissance il ne pourrait y avoir des opportunités d'emplois nouveaux.

Enfin Phelps⁸¹ ramène l'emploi à sa dimension micro-économique. Ce ne sont plus les agrégats de l'offre et de la demande de travail issus de grands équilibres économiques qui déterminent les salaires, mais bien l'entreprise, les secteurs, et les anticipations qui motivent les uns et les autres, et constituent la

⁷⁸ Sir Arthur Cecil Pigou "The Theory of Unemployment – The Economic Journal, Vol. 44, No, 173, Mar. 1934"

⁷⁹ Alban William Phillips, LSE 'Phillips curve', 1958 "Tradeoff between Unemployment and Inflation"

⁸⁰ See previous chapter

⁸¹ Edmund Phelps, Nobel 2006, "Micro Economic Foundation of Inflation and Unemployment Theory" The Economic Journal, Vol. 82, June 1972, Oxford University Press.

véritable demande de travail. En 2006 Phelps obtenait le Prix Nobel pour son nouveau concept de la macroéconomie '*Macroeconomics for a Modern Economy*' qui restore le lien entre l'économie d'entreprise et la macroéconomie.

En 1978 le congrès américain a voté la "*Humphrey-Hawkins Bill*" qui donnait obligation à l'Administration de garder le chômage endéans 4% de la population active ; ce qui correspond à une approche réaliste du chômage de mobilité rendu nécessaire par l'évolution rapide de l'économie américaine.

Lester Thurow plaidait en 1963 la nécessité de baisser le chômage à 3% pour extraire les groupes minoritaires du cercle vicieux de la pauvreté.

Pour une politique rationnelle de l'emploi

Il en faut avant d'imaginer le futur. Je pense que le premier critère devrait être le "droit au travail" que l'État devrait garantir. A défaut, il doit accorder une assurance chômage qui permette au citoyen de vivre dans les conditions que lui accorde son statut (éducation, emplois précédents). Ceci permet de ne pas rentrer dans des considérations si le chômage est un phénomène naturel ou le résultat d'une mauvaise gestion de la chose publique. L'État doit assurer ses obligations vis-à-vis de ses citoyens, que ce soit le fruit d'une mauvaise gestion ou d'un phénomène naturel. Ce n'est pas une question de moyens mais de répartition.

Un second droit attaché à la citoyenneté est expérimenté dans un grand nombre de pays ; il s'agit du "revenu citoyen" montant minimum accordé à tous ceux qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour une vie décente. Il remplace tous les revenus d'entraide et/ou d'assistance sauf l'assurance chômage et la retraite qui sont indexés au revenu du travail. L'application de ce revenu est des plus simples. Tous les citoyens sont censés avoir un numéro fiscal et remplir leur déclaration de revenus en fin d'année ; ceux dont le revenu est inférieur à un certain seuil verraient leur compte bancaire crédité de la différence.

L'invasion du monde de la production par l'IA

Il y réellement peu de domaines où l'on ne prévoit pas encore la contribution majoritaire de l'IA, de l'automatisation à la robotique à l'analyse des données à la prise de décision, elle serait présente partout. Beaucoup de métiers vont devenir obsolètes dépassés par la machine. Une réflexion philosophique est sollicitée pour savoir s'il faut mettre une limite au développement de l'IA et quel rôle il serait indispensable de garder à l'homme.

Dans les révolutions industrielles précédentes de nouveaux secteurs se sont présentés à l'homme et le travail n'a jamais manqué ; par contre il est devenu plus humain et plus rémunérateur. Mais au seuil de la quatrième révolution industrielle on voit mal quels nouveaux secteurs pourraient s'ouvrir à l'homme qui ne soient accessibles à la machine. De toute façon les métiers disponibles seraient hautement scientifiques et d'un accès assez difficile.

Par conséquent il faut se préparer à un chômage progressif, élevé et permanent ; sans perdre l'espoir d'une nouvelle promotion du travail de l'homme et sans cesser de contribuer à l'avènement d'une telle promotion.

Contribution/rémunération capital/travail

La part du capital va devenir de plus en plus grande à la mesure de l'intervention de l'IA dans domaines de plus en plus sophistiqués. Les heures de travail vont baisser et la population active baisser de plus en

plus avec l'allongement des études et la réduction des opportunités de travail. Nous avons été habitués à cette tendance depuis la création de la machine à vapeur en 1760 en passant par la révolution technologique vers la fin du XIXe et la révolution digitale à la fin du XXe siècle ; mais le mouvement est destiné à s'accélérer fortement, probablement sans commune mesure avec le passé, de sorte que le capital peut accaparer large majorité du revenu national grâce à la contribution proportionnelle de l'IA. Le système actuel de répartition se prête-t-il à une réadaptation dans un contexte d'offre pléthorique de travail insatisfait et d'un chômage abyssal ? Est-ce que les syndicats sont capables de gérer cette situation ?

Le rôle de l'Etat redevient plus crucial que jamais ; la paix et la sécurité en dépendent.

Une société nouvelle

Le partage équitable du progrès est une valeur humaine sensiblement négligée et pourtant elle est un pilier de la paix et de la sécurité. On la retrouve dans une certaine mesure dans les pays avancés mais les pays en voie de développement ne la connaissent souvent pas. Le programme d'aide aux pays du tiers monde découle d'un tel souci.

Il est impératif de définir aujourd'hui les droits humains et les droits du citoyen. Nous nous penchons ensemble sur les défis qu'affronte la planète, nous abordons un défi d'un nouveau genre celui du progrès massif et inégalement réparti.

Sur le plan national il faut reconnaître le droit du citoyen qui devrait être au moins égal à ses devoirs envers la nation qu'il doit défendre au péril de sa vie. La notion de travail est appelée à changer ; tel le passage du travail manuel au travail intellectuel a marqué un progrès immense, nous sommes à l'orée d'une autre transformation : le passage à l'activité communautaire. La prise en charge de l'Etat, quand il y a lieu, et le réseau de sécurité à titre gracieux ainsi que l'éducation et autres biens communs seraient une reconnaissance du droit du citoyen.

L'assurance chômage, le revenu citoyen, le fonds de retraite, les biens et services communs sont censés être en activité dès à présent ; le progrès qu'apporterait l'ère de l'IA permettrait de les développer.

La notion de chômage devrait également évoluer. L'armée de chômeurs serait embrigadée dans des travaux d'intérêt national à condition de ne pas gêner le bon fonctionnement de l'économie de marché. Il revient à l'Administration d'imaginer et de créer des espaces culturels et scientifiques qui résorbent le chômage et présentent une opportunité de laquelle peut bénéficier chaque citoyen.

Chapitre 13

Les Salaires

“Le salaire correspond à l'utilité qu'il confère à l'ouvrier, par rapport à la peine qu'il doit assumer pour le travail qu'il fournit – Marshall”. Le salarié a-t-il vraiment le choix ? On peut imaginer que si l'opportunité de deux travaux au même salaire se présente, l'ouvrier va opter pour le travail le moins pénible, ou qui présente à ses yeux plus d'avantages ; il peut patienter un certain temps mais il doit coûte que coûte saisir à terme une opportunité.

Cependant le fonds du problème est dans le niveau général des salaires et dans le standard de vie qu'il assure. Autrement dit dans la participation des salariés à la richesse nationale. Dans la seconde moitié du 20^e s. la part des salaires dans le Revenu National représentait en moyenne les deux tiers dans les pays industrialisés. Ce taux a énormément baissé les trois dernières décennies avec la généralisation de l'économie de rente. Il est beaucoup plus désavantageux pour les salariés dans les pays en voie de développement.

Le travail salarié

Munis de leur diplôme ou de leur certificat professionnel les jeunes se présentent au marché du travail en quête d'un emploi et passent le plus souvent leur vie dans des postes que favorisent leurs connaissances et leurs expériences. Une minorité par vocation ou par nécessité deviennent entrepreneurs et leur revenu s'avère entièrement indexé à leur performance. De nos jours une startup sur cinq traverse le cap des cinq ans, les autres sont laissés pour compte sur le chemin et leur personnel doit chercher un nouvel emploi.

Malgré cela l'emploi donne l'illusion de la sécurité ; pourtant s'il s'agit de startups 4 fois sur 5 l'employé serait victime du mauvais résultat de l'entreprise ; s'il s'agit d'entreprises anciennes et solides l'emploi est bien sûr plus sécurisé mais le risque renaît en période de crise économique, récessions durables éliminant les entreprises les plus faibles, ou sectorielle touchant les activités qui ne sont plus rentables.

Jadis l'emploi était de longue durée. Le salarié espérait trouver un emploi définitif dans l'entreprise qui lui assurait son avenir professionnel et sa retraite. La palme revenait au Japon où l'entreprise se faisait un point d'honneur d'embaucher ses salariés à vie et donnait priorité dans l'embauche à leurs enfants. De nos jours la période moyenne est de cinq ans au bout desquels le salarié a appris tout ce qu'il pouvait apprendre et souhaite une nouvelle expérience ; et l'entreprise a capitalisé son savoir-faire et trouve son avantage dans une expérience nouvelle.

L'époque n'est pas très lointaine où le travail occupait douze heures par jours, six jours sur sept, avec la crainte constante de perdre son emploi à l'avènement de chaque progrès technique depuis la machine à vapeur jusqu'à l'intelligence artificielle en passant par l'automatisation et l'informatisation des chaînes de fabrication. En fait chaque nouvelle ère industrielle a réduit les heures de travail et amélioré le sort de la société. On a vu la journée de 8 heures puis la semaine de 40 heures et de 35 heures. La pandémie a instauré le travail à distance. Les avantages qui en ont résulté ont fait que beaucoup d'entreprises ont voulu le garder après qu'il ne soit plus devenu nécessaire.

En parallèle le capital a élargi sa part du revenu en rapport avec l'importance acquise par le capital technique. L'étalement de l'économie de rente n'est qu'un aspect, malheureusement vicié, de ce phénomène. En tout état de cause ce progrès ne s'est pas traduit en définitive par du chômage excédentaire, bien au contraire l'objectif 4% est dépassé par des nations qui connaissent le progrès technique le plus avancé tels les Etats-Unis (3.40%) le Royaume-Uni (3.80%) le Japon (2.60%) la Corée du Sud (2.60%).

Approche du salaire

La théorie est assez avare pour un sujet aussi important, ou du moins elle répond peu aux arguments nécessaires pour arrêter une politique salariale. Pourtant nombre d'auteurs ont consacré des livres sur le sujet du salaire. Francis Walker, Léon Walras, Arthur Pigou et beaucoup d'autres soutiennent que la masse globale des salaires est prédéfinie par le "Fonds des salaires" ; les autres éléments du Revenu National : intérêts, loyers et profits obéiraient à leurs lois propres. L'embauche serait, d'après Pigou, entraînée par la baisse des salaires face à l'élévation du coût du capital.

Pour J. B. Say "le salaire est fonction de la productivité du travail" et Paul Leroy-Beaulieu⁸² "en toute circonstance, le salaire est équivalent à la productivité du travail de l'ouvrier". On peut concevoir à la fois une concurrence au sein du monde du travail, et cela ne contredit pas la théorie du "fonds des salaires" ; comme une concurrence avec le capital et cela n'augmente pas évidemment la masse des salaires qui peut avoir une plus grande part du Revenu National sans modifier sa valeur absolue.

Schmitt⁸³ a une conception originale qui ramène le PIB dans son ensemble aux salaires. Le salaire n'est pas uniquement la rétribution des "salariés" il inclut également la rétribution du chef d'entreprise et de toute personne qui concourt à la production et dont la rémunération s'effectue sous forme de profit ou autre compensation du travail, mais seulement pour un montant raisonnable qu'obtiendrait un directeur salarié.

La théorie keynésienne soutient que la Demande globale détermine la masse des salaires. Cette masse est fortement extensible du fait qu'elle naît en pratique du crédit bancaire ; elle est à ce titre le fruit de la création monétaire qui n'a d'autre limite que la réserve obligatoire auprès de l'institut d'émission. D'autres facteurs de production, tel le capital technique, peuvent avoir d'autres limites mais c'est la politique monétaire qui détermine en principe la masse des salaires et même le fonds de roulement de l'entreprise.

Plus le chômage est élevé et le capital technique disponible plus la politique monétaire serait efficace. L'expansion monétaire pourrait se traduire quasi entièrement en emplois supplémentaires et en production. Si l'excès de demande persiste après que le chômage soit tombé au seuil de mobilité la facilité monétaire peut se traduire en hausse des salaires et des prix entraînant le départ de l'inflation.

Le salaire dans la comptabilité nationale

Or le capital national et le niveau de productivité de la nation sont relativement constants et évoluent au rythme de la croissance réelle de l'économie nationale. Le facteur flexible est le travail dont le chômage mesure la variation. Un état qui parvient à enrayer le chômage ou à le maintenir dans les normes minima – chômage de mobilité – assure la plus forte Production Nationale et

⁸² Paul Leroy-Beaulieu, 1843 – 1916, fait partie de l'école néo-classique.

⁸³ Bernard Schmitt "La formation du pouvoir d'achat" Sirey, Paris, 1960.

vraisemblablement la plus forte productivité du fait des économies d'échelle et de l'utilisation de la capacité optimum de son potentiel économique.

Ainsi il y aurait une forte corrélation entre la masse des salaires et le PIB. Pratiquement la variation du PIB est le fait de la masse salariale. Intérêts, loyers et profits se forment dans les "profits bruts" à la faveur du travail engagé. Ce sont donc des "revenus de transfert" et le PIB est équivalent à la masse des salaires. Cette pensée induit une politique économique à court terme, celle de maintenir le "plein emploi". C'est d'une logique élémentaire qui condamne les théories monétaristes et rationalistes du "chômage naturel" et de la "neutralité de la monnaie" principal outil de la politique d'emploi. Le congrès américain a voté en 1978 la "Humphrey Hawkins Bill" au terme de laquelle l'Administration américaine a l'obligation de maintenir le chômage endéans 4% – une approximation du chômage de mobilité à l'époque aux Etats Unis.

Mais l'idée d'un chômage naturel qu'on ne peut réduire impunément n'est pas pour déplaire aux gouvernements. Elle dispense la politique monétaire d'une expansion qui n'est jamais totalement à l'abri d'une tension inflationniste et des critiques qu'elle entraîne. Si le chômage est un phénomène naturel il est inutile de le combattre, toute initiative dans ce sens serait vouée à l'échec. C'est bien la pensée de Milton Friedman "Augmenter la masse monétaire de 5% les prix hausseraient beaucoup moins et en contrepartie la production augmente – Risquez 5% d'inflation pour réduire de 3% le chômage, le marché va les rattraper, vous auriez besoin de 5% à nouveau d'inflation pour maintenir l'emploi au niveau où il était associé à des prix stables"

Objectif inflation

Aujourd'hui il est communément admis qu'une inflation de 2% est un minimum pour maintenir à flot l'activité économique et que 3% à 4% serait plus efficace en cas de ralentissement de l'activité pour corriger les excès de rémunération des facteurs et ramener la compétitivité. Quant à la querelle entre keynésiens et monétaristes je pense que la position de Samuelson a tranché dans le bon sens "Il y a des conjonctures où l'on devrait maintenir l'expansion monétaire dans les limites étroites de la croissance et des conjonctures où une certaine dérive est nécessaire pour booster l'économie."

Le rôle de la banque centrale est d'assurer la stabilité de la monnaie et de combattre le chômage et la récession. Cela suppose une politique monétaire flexible et la projection rationnelle de ces deux indicateurs. Durant les 30 glorieuses beaucoup de nations avancées ont eu recours à l'indexation des salaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat notamment due à une inflation rampante. Depuis cette pratique n'est plus autant en faveur car elle empêche les corrections nécessaires en cas de dérive des salaires. Pourtant le principe de l'indexation est toujours reconnu.

La part du revenu salarial dans le revenu national a beaucoup varié dans le temps et continue à varier entre les nations. La définition même de revenu salarial prête à équivoque, surtout au niveau de la petite et moyenne entreprise. Que dire alors des micro-entreprises et des professions libérales ! L'entrepreneur perçoit en plus du fruit de son travail la compensation du risque qu'il assume et souvent du capital qu'il engage à côté d'autres bailleurs de fonds. Par contre les PDG des multinationales reçoivent des salaires mirifiques sans commune mesure avec les dirigeants des PME. Les honoraires des professions libérales peuvent varier à l'infini pour une même prestation quand elle n'est pas règlementée.

Cependant la compensation de la notoriété ne peut pas prêter à contestation tant qu'elle est le fruit de l'offre et de la demande. Pourtant on peut croire que le bien ou le service peuvent tout aussi bien être produit sans elle. Et par conséquent on peut définir le salaire, au-delà du bordereau de paye mensuel, comme la rémunération du travail socialement nécessaire pour produire le bien ou le service. Ceci ramène au "salaire" la part des rémunérations obtenues à quelque titre que ce soit pour la production d'un bien ou d'un service et à la valeur du travail socialement nécessaire pour produire le dit bien ou service.

Contraintes de l'emploi

L'emploi est de nos jours de plus en plus respecté et protégé. Dans la plupart des pays du monde si l'embauche est libre la résiliation du contrat de travail est soumise à multiple conditions. L'entreprise ne peut congédier un salarié sans motif grave et selon une procédure formalisée par la loi et le règlement intérieur. En cas de restructuration pour des raisons économiques impératives l'entreprise ne peut sélectionner ceux qu'elle voudrait licencier, elle devrait procéder suivant la méthode "derniers entrés premiers sortis". Les entreprises aux Etats-Unis, par exemple, échappent à ces contraintes, le contrat de travail est libre pour les deux parties. Assurément cela permet une plus grande productivité de l'entreprise.

La réglementation moderne du travail porte l'empreinte de l'Organisation Internationale du Travail qui depuis sa constitution au lendemain de la seconde guerre mondiale œuvre pour améliorer le sort de l'ouvrier par ce qu'elle appelle le "travail décent" ; et elle a largement réussi dans les pays avancés, mais beaucoup moins dans les pays émergents où la productivité est une contrainte vitale. Il ne faut pas comprendre que la promotion du travail limite la productivité, bien au contraire, mais les pays émergents sont réticents aux formations permanentes, à l'amélioration de l'ambiance de travail et au cadre de vie du salarié ; sans compter le niveau des salaires.

Sur le plan de l'entreprise : Les ressources humaines représentent l'essentiel de l'appareil de production. "Le profit correspond par en haut aux qualités de l'entrepreneur et par en bas à la moins bonne entreprise encore nécessaire pour satisfaire la demande – Francis Walker". Il faut comprendre par "qualités de l'entrepreneur" la chaîne de décision et la compétence des ressources humaines "la concurrence ne peut être la seule base du salaire – Paul Craig Roberts". Il est évident que l'entreprise va payer le prix du marché ; mais en même temps elle a besoin d'un environnement favorable et d'une stabilité que seul donne un plan de carrière qui satisfait le salarié.

Sur le plan de la nation : Les ressources humaines assurent le concours essentiel à la "Productivité Totale des Facteurs de Production – Robert Solow". Cela suppose un niveau général des salaires qui retienne les compétences dans le pays, un filet de sécurité sociale qui réponde à leurs vœux et un environnement professionnel dans les normes acceptables de la concurrence internationale. L'ouverture des frontières et les grands ensembles politiques font que le capital et le travail ont l'embaras du choix pour où ils voudraient s'investir. La concurrence internationale est moins au niveau des produits et services qu'au niveau des facteurs de production.

L'indexation des salaires

Les détracteurs de l'indexation automatique des salaires, en faveur à l'époque qui a suivi la seconde guerre mondiale, se basent sur une constatation : Tôt ou tard les négociations salariales sont sujettes à certaines dérives dues à la puissance de négociation des syndicats, et parfois à la collusion du

gouvernement, qui aboutissent à des coûts de production excessifs qui ne passent pas dans le commerce international. Les conséquences sont le déficit de la balance commerciale et/ou du compte-courant, en cas de services, et la recrudescence du chômage.

Le revenu national est partagé en salaires, loyers et profits. L'intérêt est le loyer de l'argent. Les salaires du secteur publique sont inclus dans la masse salariale. Toute chose égale par ailleurs il est clair que les salaires favorisent l'emploi, l'intérêt favorise l'épargne, et le profit favorise l'investissement. La croissance à long terme dépend de la bonne combinaison des trois. Les salaires ont priorité. Quel résultat donnerait un référendum sur la question suivante : Préférez-vous accorder à la masse salariale un revenu global plus proche de 60% ou de 40% du Revenu National ? Pourtant la plupart des pays ont glissé de la tranche supérieure vers la tranche inférieure depuis la chute du mur de Berlin en 1990 grâce à l'économie de rente. Cette constatation n'est pas étrangère aux remous sociaux constatés depuis lors.

Ainsi la politique salariale doit favoriser la productivité à long terme ainsi que la paix sociale. L'épargne, l'investissement et l'emploi suivraient les anticipations favorables. La compétitivité immédiate n'est pas déterminante dans la mesure où elle peut être corrigée par les gains de productivité. "Ce qui compte c'est le taux domestique de croissance de la productivité. La productivité est importante mais elle n'a pas à tenir compte de la concurrence internationale – Paul Krugman".

Malgré le progrès de la technologie et l'importance du capital technique la production est toujours indexée aux salaires. Toute chose égale par ailleurs, quand les salaires augmentent la production augmente en parallèle. Par contre, loyers intérêts et profits peuvent augmenter ou diminuer sans affecter la production. "les salaires sont des revenus de production ; tous les autres revenus naissent dans un même bloc : les profits bruts – Bernard Schmitt".

Pour une politique rationnelle des salaires

La question se pose dans une économie de marché. Il est évident que l'on devrait respecter la fonction d'entrepreneur et la liberté économique qui sont à la base de la créativité et du développement de l'économie de marché. Mais il faut également reconnaître les dérives de cette économie : la disparité injustifiée des salaires, la dictature de l'entreprise en période de récession, les exigences du personnel en période d'expansion, l'embauche démesurée, les licenciements abusifs etc. ...

L'indexation automatique n'est pas une solution car elle prive des corrections nécessaires et annule l'avantage de "l'objectif inflation" adopté un peu partout dans le monde. On peut imaginer que l'employé qui n'obtient pas l'augmentation que justifie l'inflation de l'année a le droit de rompre le contrat de travail sans préjudice. Il faut croire que très peu le feraient conscients de la raison qui a motivé le refus de l'entreprise. Ce droit réserve la correction recherchée par l'entreprise et permet probablement une meilleure efficacité du travail ailleurs.

La pratique qui consiste à licencier les derniers embauchés en cas de restructuration est socialement louable mais économiquement préjudiciable ; l'entreprise forcée à opérer une restructuration pour retrouver sa compétitivité a avantage à garder ses meilleurs éléments. On peut compenser la sécurité accordée au personnel ancien par une assurance chômage confortable et de longue durée ou un droit à une retraite prématurée.

Enfin il faut valoriser la formation continue et promouvoir les ressources humaines. Plus la part des salariés dans le Revenu National est grande, mieux se porte l'économie. La promotion sociale qui en

résulte devient un pilier de la paix du progrès et de la prospérité. Cela ne réduit pas le potentiel de l'épargne si tant est qu'il faille en tenir compte vu que l'investissement draine aujourd'hui le capital de toute part. Un climat favorable à la productivité favorise l'investissement et l'emploi. Nous décrivons par là le phénomène auquel nous avons assisté à une période ou une autre des pays avancés qui ont vu décupler à partir des trente glorieuses leur Produit Intérieur Brut et leur revenu per capita.

L'environnement social

Le filet de sécurité sociale établi par la nation est plus important encore que le salaire. La politique salariale est un élément de la politique sociale et trouve sa pleine efficacité que dans le cadre plus large de la sécurité qu'elle assure. L'assurance chômage, le fonds de retraite, la protection universelle maladie, l'éducation nationale, et le fonds de solidarité.

La querelle n'est pas tranchée si chômage est un phénomène naturel (Nouveaux classiques) ou le fruit d'une mauvaise gestion de la chose publique (Keynésiens). Les états en profitent pour minimaliser l'assurance chômage et admettre des niveaux de chômage élevés comme une fatalité. Etat donné que nous sommes du second avis et croyons ferme qu'un taux de 4% est un maximum pour assurer la mobilité de l'emploi, nous croyons que l'assurance chômage doit être plus conséquente avec le salaire.

De nos jours le fonds de retraite est en crise. Les modèles à succès sont rares et se fondent surtout sur des placements rentables (modèle canadien) mais non dénués de risque. Le problème majeur provient de l'allongement de la durée moyenne de vie et donc de bénéfice par rapport à la durée de travail, donc de cotisation ; sachant qu'à la base les études sont plus longues et le début de la vie professionnelle retardé d'autant. Un début de solution serait de rendre l'âge de la retraite flexible. On n'imagine pas le nombre d'individus qui souhaitent poursuivre une vie professionnelle après l'âge de 64 ans alors qu'ils sont en pleine possession de leurs facultés et de leur capacité.

La plupart des pays avancés ont adopté la protection universelle maladie. Les pays en voie de développement considèrent cette protection au-delà de leurs possibilités financières et ont généralement recours à un système d'assurance maladie en faveur des travailleurs et de leur famille financée par des cotisations directes de l'entreprise et des bénéficiaires. Pourtant la couverture médicale intéresse l'ensemble de la population et devrait être financée par le budget de l'état.

L'éducation nationale gratuite, du moins primaire et secondaire, existe dans tous les pays du monde ; le problème est quand la qualité de cet enseignement laisse à désirer et oblige les familles à se saigner aux quatre veines pour envoyer leurs enfants dans l'enseignement privé. L'éducation étant en général la priorité de la population il serait plus économique d'assurer son niveau et d'épargner aux économiquement faibles un sacrifice énorme.

Le fonds de solidarité aujourd'hui largement reconnu et à l'essai dans de nombreux pays consiste à assurer une rentrée minimum à ceux qui sont privés de tout revenu. A distinguer de l'assurance chômage. Tout citoyen arrivé à l'âge adulte et dénué de ressource personnelle aurait droit à un minimum qui lui permette de se prendre en charge. L'organisation est des plus simples et peut être assurée par l'administration de l'impôt sur le revenu. Certains pays estiment le "fonds de solidarité" égale à 50% du revenu médian.

L'avenir du travail

John K. Galbraith, dans *"The new industrial state, 1967"* prévoyait la disparition progressive de la Petite et Moyenne entreprise au profit des multinationales. Ces dernières ont continué à grandir mais la PME au lieu de disparaître a explosé et accaparé environ 70% de la Production Nationale dans la plupart des pays avancés. Une preuve supplémentaire que l'imagination et la créativité d'une multitude d'entrepreneurs trouve sur le marché un meilleur écho que la plus grande rationalité dont est capable la grande entreprise.

A chaque révolution industrielle on prévoyait que la machine prendrait de plus en plus le travail des hommes et qu'on aurait à affronter un chômage très élevé. Ce ne fut jamais le cas ; la machine a créé plus d'opportunités de travail humain qu'elle n'a rempli à la place de l'homme. On dit que pour la quatrième génération dominée par l'intelligence artificielle il en sera autrement car la performance de la machine n'est plus dans la force ou l'adresse mais dans l'analyse et la synthèse et Dieu sait quoi encore car elle aura la faculté d'apprendre chemin faisant.

Il est évident que les domaines réservés exclusivement à l'homme seraient réduits mais il est certain qu'il naîtra de nouveaux dont nous n'avons pas encore conscience. Ce qui est certain c'est que les conditions de travail seront améliorées comme ils l'ont été avec chaque révolution industrielle. Les technologies nouvelles sont entrées dans les habitudes sans créer de bouleversement ; pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? L'investissement dans l'IA nécessite la grande entreprise ; mais rien n'empêche la PME d'y faire autrement son chemin.

Le travail à distance a été une réponse au confinement obligatoire durant la pandémie. Beaucoup d'entreprises l'ont trouvé dans une large mesure conforme aux nécessités du travail moderne et l'ont définitivement adopté. En effet le travail se fait de moins en moins en chaîne synchronisée et de plus en plus par "paquets" de sorte que le travail alternatif domicile-bureau s'y prête mieux en plus de tous les avantages que donne l'occupation réduite dans des lieux de travail.

Chapitre 14

La Productivité

La productivité d'un ouvrier est généralement à la base de son salaire, celle d'une entreprise à la base de sa compétitivité et celle de la nation à la base du standard de vie de ses citoyens. S'il devait y avoir un seul facteur à surveiller et à améliorer c'est bien celui de la productivité. Il s'agit du rapport entre les ressources mises en œuvre, facteurs de production, et les biens et services obtenus. Le savoir-faire acquis dans la formation et l'entraînement améliore constamment ce rapport. De temps en temps une découverte, une innovation, provoque un saut significatif de la productivité.

Pourquoi notre ancêtre a frotté le silex ? Était-ce par hasard ou inscrit dans son code génétique ? C'est bien ce qui l'a libéré de l'obscurité, du froid et transformé son alimentation. Le jour où l'homme a découvert la roue ce fut un progrès inimaginable pour le poids et la rapidité de ce qu'il pouvait transporter. Cinq mille ans se sont écoulés entre l'invention de la roue et l'automobile. Mais il a fallu autre chose, le moteur à explosion. Cependant ces deux inventions sont cumulatives, et l'automobile n'aurait pu exister sans l'une et l'autre. Entretemps des carrosses de plus en plus beaux étaient tirés par des chevaux.

La productivité à travers les âges

La machine à vapeur a marqué à la fin du 18^e siècle le départ de la première révolution industrielle. En mer le bateau à moteur n'a pas supplanté encore la marine à voile mais s'est distingué par sa rapidité et sa capacité de naviguer en l'absence de tout vent. Sur terre l'artisan est devenu ouvrier produisant beaucoup plus grâce à la machine qui est entrée à son service et qui connaissait d'une décennie à l'autre de grands perfectionnements.

Au tournant du siècle suivant entre le 19^e et le 20^e siècle la découverte de l'électricité et la disponibilité du pétrole en tant que source d'énergie a marqué la grande époque d'industrialisation du monde ainsi que l'avènement de l'automobile et de l'avion qui ont révolutionné le transport, élargi les cités et rapproché les régions du monde. Le téléphone rentrait en même temps dans les foyers contribuant au rapprochement et facilitant les contacts. En même temps se forgeaient les bases d'une révolution technologique avec la physique quantique et la connaissance du temps et de l'espace était bouleversée avec la relativité restreinte (1905).

La troisième révolution industrielle, apparue après la seconde guerre mondiale, a modifié l'aspect de la planète. Les avancées technologiques sont devenues des réalisations concrètes au service des citoyens. L'électronique et les transistors ont envahi les magasins. Ce fut la révolution numérique marquée par l'usage intensif de l'ordinateur devenu un objet d'usage personnel, facilitant le développement de l'informatique qui a touché tous les domaines de la production, de la gestion et de la recherche, sans oublier les loisirs et les jeux vidéo.

Au tournant du siècle on a commencé à parler de la quatrième révolution industrielle avec une application systématique de la mécanique quantique. On vit l'interconnexion du monde numérique, physique et biologique ; l'internet des objets ; la robotique avancée ; le Metaverse ; la biotechnologie ; l'intelligence artificielle qui se greffe sur toutes les disciplines.

Nous sommes loin d'avoir assimilé la quatrième révolution industrielle. Aura-t-elle le même effet socio-économique que celle qui l'a précédée, ou bien pénétrons nous dans un monde inconnu dont les effets peuvent être très divers. L'intelligence artificielle dans ce qu'elle présente comme similitude au cerveau humain réveille des craintes de conflits similaires aux conflits entre les hommes. Mais surtout sa capacité d'accomplir la plupart des tâches professionnelles mieux que l'homme fait craindre un chômage abyssal. La machine de troisième génération a fortement amélioré la productivité de l'homme et la place qu'elle a prise a été plus que compensée par les opportunités nouvelles qu'elle a créées. Mais aujourd'hui on voit difficilement quelles sont les nouvelles opportunités qui peuvent surgir vu la place invasive que l'IA va occuper dans la vie professionnelle.

La productivité totale des facteurs

On a vu que le cycle de créativité est un cycle long⁸⁴ quoiqu'il se soit fortement accéléré depuis la première révolution industrielle où il a duré environ cent ans. Désormais il est autour de cinquante ans. En cours de route, ce qui distingue la productivité des nations et détermine le standard de vie de la population c'est la "productivité totale des facteurs de production ou TFP⁸⁵".

On peut imaginer que la TFP correspond, entre autres, au plein emploi qui assure la plus grande rationalité de la chaîne de production en même temps que l'économie de masse. Ceci n'est pas sans rappeler l'Optimum de Pareto⁸⁶, où l'efficacité ne peut être séparée de l'équilibre des facteurs. Pour gagner en efficacité il est indispensable de consolider constamment le facteur le plus faible étant donné que chaque facteur se trouve limité par le potentiel en usage de l'autre.

Lors de la crise mondiale 1929 – 1936, Prescott⁸⁷ attribue la détérioration de l'activité aux Etats-Unis surtout au '*Smoot-Hawley Tariff*' imposant une douane de 40% à l'importation pour protéger les produits agricoles et les produits manufacturés américains. Cette loi a provoqué des représailles de la part des partenaires européens et la dégradation du commerce extérieur ; mais surtout la désorganisation du cycle de production dont l'effet fut encore plus dévastateur sur la productivité. On peut ne pas partager cet avis mais il faut tenir compte de l'influence du commerce extérieur dans l'économie de marché. L'Administration Trump a ramené le chômage aux Etats-Unis au-dessous de 4% avec la menace d'imposer une douane de 10% sur l'acier et de 25% sur les voitures de tourisme. Encore une fois, les mécanismes économiques sont tributaires de la conjoncture.

La quatrième révolution industrielle

La quatrième révolution va nous donner une nouvelle vision du monde marquée par le rapprochement des sciences et la cohérence des sciences physiques et biologiques ainsi que la présence dans tous les domaines professionnels de l'intelligence artificielle. Déjà un grand effort philosophique est entrepris pour évaluer la place de l'IA dans le monde.

Les diagnostics médicaux sont faits beaucoup plus rapidement avec beaucoup plus de précision et permettent des prévisions jamais réalisés sur l'avenir santé du patient. Les opérations assistées par

⁸⁴ Cycle de Kondratieff, du nom de son auteur Nikolaï Kondratieff, aussi appelé cycle long ou cycle de l'innovation.

⁸⁵ TFP : son auteur, Robert Solow, la qualifie de "mesure de notre ignorance"

⁸⁶ L'optimum de Pareto correspond à une allocation idéale des ressources où tout avantage supplémentaire concédé à un individu provoque un inconvénient au moins équivalent imposé à un autre

⁸⁷ Edward Prescott, Carnegie Mellon, '*Real Business Cycle*' 1982.

robot se propagent dans toutes les spécialités et réalisent des performances inimaginables. Bientôt l'intervention du chirurgien va se limiter à expliquer les nouveaux procédés au patient.

L'examen des lois, l'étude des précédents, l'analyse juridique, autant de domaines où l'IA peut exceller. Elle devient l'assistant le plus prestigieux du juriste. Le rôle de ce dernier va se limiter à éviter les dérives et convaincre qui de droit de la conclusion. On imagine surtout la rapidité de traitement des cas, aujourd'hui la plus grosse tare du système juridique. On peut aussi croire que l'IA amènerait une objectivité parfaite laissant au magistrat s'il y a lieu l'aspect humain de la décision de justice.

Que dire dans le bâtiment et la décoration ? L'IA est en mesure d'optimiser les plans bien mieux que l'architecte et d'effectuer tous les calculs de génie civil. La rapidité de traitement permettrait de montrer un grand nombre de variables avec leurs coûts respectifs réalisant ainsi le souhait du client moderne de pouvoir mieux exprimer son choix. Déjà les maisons de décoration utilisent à profusion l'IA pour l'équipement et la décoration des demeures.

Tout cela va certainement prendre la place de l'homme. Mais il y a certainement des domaines où l'IA fera naître d'autres activités qui ne sont pas, ou pas encore, à sa portée et qui relèvent du génie de l'homme. L'expérience des siècles passés qui a vu naître grâce au progrès technologique de nouveaux horizons à l'homme va certainement se passer ; en même temps son travail va devenir plus intéressant et moins contraignant, et l'espace de culture et de connaissance s'étendra à l'infini.

La productivité en économie de marché

S'il y a un système qui ne prête plus à équivoque c'est bien l'économie de marché du fait des résultats qu'elle a donnés dans le monde depuis la seconde guerre mondiale. Et pourtant elle présente en apparence moins de rationalité que l'économie planifiée et autres dirigismes dans lesquels l'humanité a eu foi un jour ou l'autre. Mieux que tout autre système elle donne à chacun son dû et à la société dans son ensemble son niveau de vie.

Le 'Mundell-Fleming model'⁸⁸ stipule que quand la productivité du pays diverge avec celle de ses partenaires, le pays à faible productivité doit ralentir la progression des salaires ou se résoudre à baisser le taux de change de sa monnaie. La relation entre productivité et salaires est un fondement de l'équilibre et de l'efficacité économique. Cet aspect du commerce extérieur a fait dire à Krugman⁸⁹ que ce qui compte c'est le taux intérieur de croissance de la productivité. La concurrence internationale est importante, mais la productivité n'a pas à s'en soucier.

Le premier facteur est issu de la liberté d'entreprendre qui fait que le tissu économique est formé d'une infinité de décisions autonomes qui font que les erreurs sont limitées et l'efficacité très grande "le meilleur résultat est obtenu par la communauté si on laisse chaque individu rechercher son propre profit – Adam Smith". La richesse de l'imagination et de l'expérience compense largement la rationalité individuelle limitée.

Le second facteur est la concurrence qui opère une sélection naturelle entre les firmes efficaces et celles qui le sont moins. Le profit les départage. La concurrence internationale définit en plus la faisabilité des activités économiques en fonction de l'avancement technologique des pays et de leur coût de

⁸⁸ Robert Mundell (Columbia) et John Marcus Fleming (IMF, Research department). Le modèle se base sur celui de celui de John Hicks "IS-LM model" et lui ajoute la dimension du commerce international.

⁸⁹ Paul Krugman, MIT, New Keynesian, Nobel 2008,

production. Ainsi "la migration au sud des textiles" a annoncé la fin de la prospérité dont cette industrie bénéficiait en Europe et son transfert après la seconde guerre mondiale vers le Japon, la Corée et plus tard la Chine et les autres pays du sud-est asiatique.

Le troisième facteur est la propriété intellectuelle qui favorise la recherche et le développement des produits et des circuits de production source de productivité et de variété, qui n'est autre qu'une autre forme de productivité. Dans les pays avancés les multinationales ne consacrent pas loin de 3% de leur chiffre d'affaires aux dépenses de Recherche & Développement ; soit en moyenne 7% de leur cout global. La créativité est à la base des "bonds" que réalise la productivité à la suite des guerres et des contraintes majeures.

Les facteurs critiques

Dans un souci d'efficacité le gouvernement dans les pays en voie de développement cherche à orienter la production vers les produits techniquement plus avancés, ou à favoriser un secteur qu'il juge plus profitable. Ainsi le crédit assisté est prodigué à certains secteurs industriels ou touristiques. Des avantages sont consentis tels des terrains industriels gratuits ou à des prix très au-dessous de leur valeur réelle. Jadis la subvention était monnaie courante pour favoriser l'activité agricole ou industrielle ; elle a changé de forme sous la férule de l'OMC mais n'a pas entièrement disparu. Il est douteux que l'impact sur la "Productivité Totale des Facteurs" soit positif. Par contre le cout des avantages consentis est énorme sans compter qu'ils faussent le jeu naturel de l'économie de marché.

La tare majeure des PVD est le chômage. Le chiffre élevé dans la plupart de ces pays les empêche de réaliser une croissance acceptable qui les sort de leur sous-développement. Le plus souvent ce chômage est dû au fait qu'ils se sont trop pressé d'écouter la voie enchanteresse de l'OMC et d'ouvrir leurs frontières aux produits des pays qu'ils sont incapables de concurrencer, se contentant d'exporter des matières premières et d'importer des produits manufacturés. Il leur est sans doute nécessaire d'élaborer une politique industrielle et d'assurer l'équilibre du commerce extérieur au point de réduire le chômage au taux de friction qui assure la formation et la mobilité des travailleurs vers les métiers les plus rentables.

Toute chose égale par ailleurs, seul l'entrepreneur a la capacité de choisir son activité, sur sa propre responsabilité, dans les conditions naturelles du marché, sans que ce choix ne soit biaisé par des avantages artificiels qu'accorde le gouvernement au détriment du contribuable. Il revient à l'état de protéger la production nationale en attendant que la productivité du pays permette de s'aventurer sur la scène internationale. Il faut surtout que la nation travaille à améliorer la productivité par l'éducation, la formation professionnelle l'infrastructure globale et sectorielle et le réseau de sécurité sociale.

Dérapages contrôlés

L'économie de marché ne produit ses pleins effets que dans un régime de liberté économique ; mais elle n'est pas le garant de cette liberté. Souvent dans les PVD cette liberté est brimée par une administration bureaucratique et tatillonne de sorte que les mécanismes du marché fonctionnent mal. Il semble malheureusement que cette situation est plus répandue qu'on ne l'imagine ; et en plus du tort qu'elle fait à l'économie elle favorise la corruption et le favoritisme.

L'économie de marché est fondée sur la concurrence qui met en relief la productivité de l'entreprise, des secteurs de production ainsi que des agents en charge de cette production. Malheureusement elle

accueille allègrement les monopoles qui réduisent à néant ses efficacité. La règle dans les PVD correspond beaucoup plus à des marchés oligopolistiques plutôt que des marchés compétitifs.

Enfin l'infrastructure et le réseau de sécurité sociale laissent généralement à désirer dans les PVD par manque de moyens réel ou supposé. Les sociétés à deux vitesses communes dans ces pays empêchent le bon fonctionnement du circuit économique du fait qu'une large part du revenu national n'est pas dépensée dans le pays ; et l'expansion des prélèvements indirects qui exacerbent la situation.

Nous voyons que la situation économique la plus libérale et la plus naturelle est en fait handicapée par nombre de facteurs et nécessite l'intervention de l'état pour rétablir la fluidité du marché et soutenir la productivité.

Tout est affaire d'hommes

La productivité est à la base de la croissance et du développement. En fait l'objectif ultime de la productivité n'est autre que le développement inclusif. La définition de la productivité devient plus complexe. Ce n'est plus simplement le rapport des extrants sur les intrants ; mais les extrants en termes de développement. Cela modifie littéralement l'équation du développement dans les PVD ; ainsi l'affirmation : Le pays n'a pas les moyens de réaliser les infrastructures et de bâtir un réseau de sécurité sociale ; devient : il n'y a pas moyen d'améliorer la productivité sans la réalisation des infrastructures et du réseau de sécurité sociale.

L'économie est la gestion des ressources humaines avant celle des ressources matérielles. Le nombre et la qualification de la population active est primordial. Concernant le nombre, le benchmark actuel de la population active est de 65% à 70% de la population en âge de travailler. Cela signifie que dans une société évoluée 30% à 35% seulement des 15 à 64 ans ont besoin de continuer des études ou ont des problèmes de santé qui les empêchent de s'enrôler dans la vie active ; au-delà de ce rapport on perçoit un indice négatif tel qu'ils ne se présentent pas au marché du travail car ils n'espèrent pas trouver un emploi et/ou qu'ils se préparent à émigrer. Ainsi le chômage entrave doublement la productivité, en réduisant la force de production et en abaissant le seuil de la population active.

Les Etats Unis ont voté en 1978 le *Humphrey-Hawkins act* demandant à l'administration de garder le chômage endéans 4% Ce chiffre correspond au chômage frictionnel, le nombre utile aux Etats Unis pour assurer une mobilité nécessaire et suffisante de la main-d'œuvre. Lester Thurow⁹⁰ a plaidé pour un chômage de 3% pour extraire les minorités du cercle vicieux de la pauvreté. Plus importante que la force de travail est la qualification des ressources humaines. D'ailleurs l'éducation est la priorité de toute société évoluée.

Tout ce souci s'efface grâce à une bonne politique industrielle qui se conjugue à la fois avec une avancée progressive du réseau de sécurité sociale et de l'infrastructure socio-économique. On peut se rendre compte que la force de travail supplémentaire dont on dispose grâce à cette politique est plus que suffisante pour financer cet investissement.

Les piliers de la productivité

Tout d'abord l'équilibre du commerce extérieur. Sans cet équilibre les opportunités d'emploi seront constamment inférieures à la demande ; le PIB stagnerait au-dessous des capacités de la nation ; et la

⁹⁰ Lester Thurow, économiste américain, MIT, affilié aux 'Strategic Traders'

monnaie ne pourrait jamais être stable sur des bases économiques. L'objectif final est certes l'ouverture du marché pour profiter des avantages comparatifs, mais cela n'est avantageux que dans la mesure où la productivité de la nation est suffisante pour affronter la concurrence internationale sans mettre en péril la production et l'emploi.

Le second pilier est une saine politique monétaire qui veille à l'inflation et à l'emploi. L'expérience des dernières décennies nous a clairement fait comprendre qu'il y a des conjonctures qui s'accordent à l'orthodoxie monétaire pour éviter l'inflation et les bulles spéculatives et des crises qui nécessitent un passage par un keynésianisme pur et dur. La crise mondiale de 2008 aurait pu être pire que 1929 si les Etats Unis et l'Europe n'avaient soutenu leur appareil productif.

La tare du début du 21^e siècle semble être la disparité des revenus. Elle a été encouragée par la réduction de l'état et le retrait de certaines de ses responsabilités. Autant le partenariat public-privé est souhaitable pour améliorer la gestion autant l'engagement de l'état dans les domaines à caractère public est indispensable. Ceci détermine la dimension du budget de l'état. En parallèle la politique fiscale doit tendre à atténuer la disparité inévitable des revenus que crée l'économie de marché. Cet objectif est à la fois éthique et économique ; éthique, car il réduit la disparité entre citoyens qui ont le même droit sur la nation ; économique, car plus d'équilibre dans la distribution se traduit par un meilleur fonctionnement du circuit économique.

Nous arrivons au bon usage de la démocratie qui se traduit sur le plan du pouvoir par la gouvernance que seule une justice indépendante peut garantir ; et sur le plan de la société par un réseau de sécurité sociale qui ne laisse personne privé de ses droits à l'éducation, à la santé et à une retraite digne.

Chapitre 15

Profit & Rente

Le plus grand bien commun se réalise si chaque individu peut vaquer à la recherche de son profit personnel – Smith⁹¹. C’est la “main invisible”, autrement dit la providence, qui mène chaque individu vers le bien commun ; et l’intérêt général n’est autre que l’ensemble des intérêts particuliers. Presqu’au même moment Turgot énonçait la “Loi des rendements décroissants” un demi-siècle avant Ricardo. Tous les deux se sont inspirés de la production agricole, la plus importante de loin à l’époque, Turgot en observant la productivité du labour, et Ricardo la rente obtenue pour les terrains les plus arables.

La formation du revenu

“Le profit est équivalent par en haut aux qualités de l’entrepreneur ; et par en bas à la moins bonne entreprise encore nécessaire pour satisfaire la demande – Walker⁹²” La concurrence va réduire le prix de vente au-delà du cout de l’entreprise la moins performante qui de ce fait va être forcée à se retirer du marché. Ce phénomène est surtout visible à l’international où l’on constate que les “qualités” de l’entrepreneur ne sont pas nécessairement liées aux performances mais au standard de vie de la nation et aux salaires pratiqués dans le secteur. C’est le phénomène qu’on a appelé après la seconde guerre mondiale “la migration au Sud des textiles” ; c’est l’invasion des produits manufacturés en Chine vers la fin du 20^e siècle. C’est aussi le transfert en Europe de la production automobile vers les pays de l’Est et le Sud-est asiatique.

Pour revenir aux salaires on constate que leur masse forme dans les pays avancés une moyenne des deux tiers du Revenu National. Pour être plus précis ce rapport était de 3% à 5% plus élevé avant les années 90 ; et il est en ce moment d’environ 5% plus bas. Entretemps il y a eu la chute du mur de Berlin et l’expansion de l’économie rentière dans le monde. On sait aussi que les salaires représentent l’ensemble de la production des biens et services, soit le PIB, et que les autres revenus sont dérivés de cette production⁹³. Ainsi la rente du capital et le profit de l’entreprise se partagent à peu près le tiers du PIB, de nos jours un peu plus, dans les pays les plus avancés. Nous ne connaissons pas le rapport dans les pays en voie de développement et dans les pays émergents mais il nous semble beaucoup plus favorable au capital vu la masse d’investissements étrangers qu’ils attirent.

Le capital se présente sous forme d’épargne et de crédit et sa rémunération est le taux d’intérêt ; ou sous forme d’investissement et sa rémunération est le loyer ; comme dans l’une et l’autre des deux cas la rémunération peut être une part du profit de l’entreprise mais elle ne fait que remplacer un intérêt ou un loyer. Le capital contribue pleinement à la production dans la mesure où il valorise le travail de l’homme. Autant la technologie a pu avancer et affirmer sa supériorité dans la force, la rapidité et la précision, en dernier ressort l’intelligence humaine est irremplaçable. L’intelligence artificielle doit son

⁹¹ Adam Smith “*The Wealth of Nations*”, 1766 (The Invisible Hand)

⁹² Francis Walker 1840 – 1897 ‘The wages question’

⁹³ Bernard Schmitt : *Pouvoir d’achat de la monnaie*, 1955. C’est l’idée générale qui se dégage de cette thèse et qui rejoint en quelque sorte l’idée de Marx sur les salaires V sans lesquels la ni la constante C ni le surplus S ne peuvent exister.

nom non seulement à sa similitude avec l'intelligence humaine mais à l'hypothèse qu'elle peut un jour remplacer l'homme. C'est autant un problème philosophique que scientifique. L'intérêt économique est de savoir si cette technologie va créer un chômage abyssal ou se traduire entièrement en progrès social ; et si sa contribution à la production va être complémentaire au travail de l'homme ou tout simplement se substituer à lui ; et dans ce dernier cas voire la rente disparaître ?

Le profit est à la fois la rémunération du risque et de la gestion de l'entrepreneur. En tant que rémunération du risque il relève du capital et s'assimile à une rente variable ; en tant que rémunération de la gestion il s'assimile au salaire. Mais il est encore autre chose qui ne relève ni du capital ni du travail dont il est "le complément dans le revenu national – Ricardo⁹⁴". Le Revenu National d'après Marx est équivalent au Fonds des salaires V majoré d'une constante C la rémunération du capital et d'un surplus S⁹⁵. C'est précisément ce surplus dont il s'agit, qui ne rémunère ni le travail de l'entrepreneur ni l'intérêt ou le loyer du capital, et qui constitue le profit de l'entrepreneur en compensation de son ingéniosité dans la combinaison des facteurs et du risque qu'il a pris en assumant l'industrie de son choix. A distinguer du risque pays ou autre.

Profit et croissance

"Un monopoliste maximise son profit au niveau de production où le cout marginal est égal au revenu marginal – Cournot". Le monopoliste est l'entrepreneur qui peut décider de son chiffre d'affaires sans tenir compte d'une limite que lui imposerait la concurrence. Sa limite est par conséquent le prix rentable. Quand le prix de vente de la dernière quantité produite est égal à son cout de production il n'a plus intérêt à produire.

Alfred Marshall a repris le raisonnement à son compte sans s'embarrasser du monopoliste puisqu'il s'agit d'un raisonnement théorique qui s'applique dans tous les cas "une entreprise profitable augmenterait la production jusqu'au point où le prix de vente de la dernière unité produite égale le cout marginal du produit". Pour Chamberlin la concurrence est théorique et il y a constamment des situations de monopole qui dominent le marché, ne serait-ce qu'à cause des contingences financières.

Il est clair que certaines entreprises vont débrayer avant d'autres, celles qui ont le rapport qualité/prix le moins favorable. Cependant la concurrence n'est pas uniquement domestique, la concurrence étrangère, surtout celle des pays émergents dont les salaires sont encore plus bas et qui viennent d'accéder à la technologie propre à cette industrie, va prendre progressivement la place des entreprises des pays plus avancés qui ont des couts nettement supérieurs. Dans les années 60 on a vu l'industrie japonaise envahir le monde, dans les années 80 ce fut le tour de la Chine, puis ce fut la Corée du Sud et de nombreux pays du Sud-Est asiatique. Un mouvement similaire s'est développé en Europe de l'Est. L'Europe s'est défendue en pratiquant la sous-traitance dans les pays émergents puis dans les pays en voie de développement se réservant les marques et la diffusion. En même temps pays émergents et PVD profitaient des exigences techniques de leurs commettants pour améliorer leur propre production.

Ainsi l'évaporation du profit a obligé les pays avancés à abandonner les industries concurrencées par les pays émergents ; et à maintenir une activité parallèle à travers la politique de marque en se réservant la diffusion du produit. Les pays émergents et après eux les PVD ont constaté la profitabilité des produits

⁹⁴ Avant les années 50 très peu d'économistes ont utilisé le terme PIB. Beaucoup de références au PNB – Produit National Brut – et RNB – Revenu National Brut – gagneraient à s'appliquer aujourd'hui au PIB.

⁹⁵ Karl Marx : $RN = C + S + V$ (C : constante ; S : surplus ; V : Fonds des salaires)

jadis importés des pays avancés contre l'exportation de leurs hydrocarbures et produits de base. Il en fut ainsi de l'électroménager, de la voiture, de l'habillement, des fournitures de maison, et d'un ensemble toujours plus important de produits manufacturés.

L'innovation

L'extension du budget "R/D" dans les pays avancés, surtout aux Etats Unis, a ouvert la voie à plein d'applications technologiques dont on ne soupçonnait pas l'existence. La technologie prenait une nouvelle orientation suivant l'expression de Solow " le capital gagne en intensité plutôt qu'en expansion⁹⁶ ". Le transistor a révolutionné le monde de l'audio au milieu du 19^e siècle. Une radio aussi grande qu'un paquet de cigarette faisait l'office du meuble qu'on gardait au salon. Ce fut le début de l'application de la mécanique quantique qu'on devait retrouver dans l'ordinateur, le téléviseur, le micro-onde, le smart phone et bien d'autres applications.

On peut dire la même chose de la voiture électrique et du modèle hybride. Techniquement il s'agit de l'application d'un procédé ultra-classique le moteur électrique au lieu du moteur à explosion aux 4 roues d'un véhicule ; mais commercialement il s'agit d'une grande aventure vue l'importance de la voiture et son développement.

Des sociétés sont nées de nulle part, sans histoire ni structure, et pris des dimensions gigantesques avec des centaines de milliers d'employés, exploitant les technologies de l'information et de la communication : Microsoft, Google, Apple, Amazon, Tesla, Meta, Facebook, Twitter, Appian, Dropbox et beaucoup d'autres. Où en étaient ces sociétés il y a seulement 50 ans ?

Un rôle majeur est attribué à l'innovation. A côté de sa valeur qualitative elle a une valeur économique en fonction de sa rareté. La propriété intellectuelle incite la créativité et compense l'investissement en temps et en capital qu'entraîne la recherche. Le cycle Kondratieff est dit cycle de l'innovation car le changement a paru sensible dans l'industrie dans la période de 40 à 60 ans que représente ce cycle. Il en fut ainsi de l'avènement du machinisme, de l'électricité, de l'électronique, de l'internet et de ses applications. A leur tour ces applications déterminent le changement qui se manifeste dans des outils d'utilisation courante tel l'ordinateur et le smartphone.

On peut imaginer que les entrepreneurs qui ont exploité ces innovations ont tremblé à un moment avant de lancer leur produit ; et que beaucoup d'autres n'ont pas eu leur chance. Mais l'entreprise qui s'est positionnée sur le marché avec un produit jadis inconnu et aussi utile a pu se permettre beaucoup d'erreurs avant de trouver sa voie et elle a pu dicter son prix et ses conditions. Le succès a été au rendez-vous et la vitesse acquise a empêché la concurrence de pointer. Plus que cela, ces mastodontes ont systématiquement acheté à prix d'or toute entreprise naissante qui risque de les concurrencer. On voit d'ailleurs que les autorités publiques ne savent pas comment appliquer les lois anti-trust pour empêcher cette domination sans casser la dynamique qui caractérise ce secteur.

L'intégration au marché

La nouvelle économie n'a pas été planifiée ; elle est arrivée en symbiose avec l'évolution technologique et les mesures prises pour faciliter cette évolution ; aux Etats Unis l'existence de la Silicon Valley, l'allocation pour recherche et développement (3.1/2 % du PIB), la coopération entre l'université et l'administration, l'université et les affaires. On peut dire que l'Etat s'est contenté d'assurer un climat

⁹⁶ Robert Solow: "*Capital deepening instead of widening*".

favorable mais n'a nullement intervenu dans le choix de l'industrie en favorisant l'une ou l'autre des nouvelles technologies qui sont restés le domaine exclusif des scientifiques et leur application le domaine exclusif des entrepreneurs. Les entreprises dynamiques se sont intégrées au marché modifiant la morphologie générale mais se sont adaptées à la conjoncture.

Le cycle des affaires ou cycle court s'adresse comme son nom l'indique à la conjoncture que traverse l'entreprise. Sa durée n'est pas strictement déterminée et dépend souvent du climat et des phénomènes naturels. Le cycle des affaires est connu depuis l'antiquité et rythme les périodes de prospérité et de repli de l'économie. On distingue généralement une période d'expansion, suivie d'un plateau, puis d'une récession qui peut se prolonger par une dépression. La période d'expansion se distingue par la croissance et les profits et suscite l'investissement ; la récession se caractérise par le ralentissement de l'activité et l'évaporation des profits. Schumpeter a consacré un ouvrage au cycle des affaires qui est le terrain de jeu de l'entrepreneur auquel il a consacré le plus clair de ses recherches et de sa réflexion.

Le cycle des affaires se répercute directement à la bourse. Plus exactement la bourse reflète les anticipations du cycle et tend à réduire ou, selon la conjoncture, à accentuer ses effets. Le modèle "Black-Scholes"⁹⁷ auquel on doit un grand développement des marchés dérivés a fait que les anticipations tiennent compte plus des profits escomptés sur la base de la conjoncture et du secteur d'activité que de société objet de l'analyse. Les surprofits engrangés par les entreprises de la nouvelle économie ont masqué leur fragilité, mais nous avons assisté suite aux conséquences de la pandémie du "Covid 19" à des licenciements massifs à partir de sociétés vedettes censées être des plus solides.

L'intégration de la nouvelle économie au marché ne diffère pas beaucoup en Europe, au Japon, En Corée du Sud ou en Chine. L'expérience a montré que le secteur est trop complexe pour être planifié et que le rôle de l'état serait de créer le climat favorable quitte à ce que le secteur privé assume l'industrie à ses propres risques.

Croissance et développement

L'intérêt de la nouvelle économie démontré par la haute rentabilité des entreprises et leur expansion rapide, les emplois qualifiés qu'elles procurent et surtout leur contribution à la "Productivité Totale des Facteurs" se limite à la croissance de l'économie, sans vraiment agir sur le développement. La nouvelle économie a largement contribué à la concentration du capital dans un nombre restreint de mains. Il est vrai que la plupart des grandes fortunes créent des fonds d'entraide qui leur survivent. Mais l'utilité même de ces fonds prouve qu'il existe une population dans le besoin.

Autant l'Etat serait de mauvais conseil dans l'orientation économique de la nation autant il serait de bon conseil en accordant aux citoyens les droits auxquels peut aspirer une société affluente. Le poids de l'état dans l'économie fait qu'il a souvent dépassé la limite de perception fiscale qui ne gêne pas le développement de l'entreprise. L'essor de la nouvelle économie est l'occasion de parfaire le filet de sécurité sociale de sorte à ne laisser aucun citoyen dans le besoin. Ceci ne se réalise qu'une fois que l'état soit parvenu à instaurer le "revenu citoyen".

Ce revenu estimé actuellement à la moitié du salaire médian, et destiné à s'élever, complète le revenu de tout citoyen qui pour une raison ou une autre n'a pas d'autre source de revenu. Il est surtout facile à

⁹⁷ Black-Scholes Model 1973, Fisher Black, Myron Scholes (Nobel 97), Robert Merton (Nobel 97)

mettre en place à partir du code fiscal individuel qui permet de connaître le revenu de chacun pour le prélèvement fiscal et éventuellement pour accorder aux plus défavorisés un complément de revenu.

Le "revenu citoyen" présente plusieurs avantages : Il élimine la minorité totalement marginalisée et le plus souvent représentée par les clochards qui sont la honte d'une société évoluée ; il contribue à stabiliser le cycle court en soutenant la demande ; les inégalités paraissent moins flagrantes.

L'attribution de ce revenu est une justice issue des droits du citoyen sur la nation ; cette nation même qui assure la prospérité de l'entreprise et dont la plus grande partie des avantages lui sont accordés gracieusement.

Ceci ne doit pas aller à l'encontre de l'unicité de l'impôt ; mais le prélèvement excédentaire dû à la nouvelle économie doit permettre d'accorder la priorité au filet social et notamment à la réalisation du "revenu citoyen". Il faut réaliser que les problèmes soulevés par la nouvelle technologie, particulièrement l'intelligence artificielle gagneraient énormément à s'appliquer sur une société apaisée ; autrement l'avenir présage de grands risques pour l'humanité dont nous pressentons juste l'avènement.

Les dérives du marché

L'économie de marché s'est imposée par ses résultats quoiqu'en théorie elle facilite l'avènement de dérives capitales qui handicapent l'exercice harmonieux des mécanismes économiques qui assurent en principe la fluidité du marché et la meilleure productivité des facteurs de production.

La première de ces dérives est la tendance oligopolistique que favorise la politique de marques et donne une position dominante à l'entreprise propriétaire. Cette politique s'est largement étendue avec l'enrichissement de la société. Elle repose sur la garantie que représente l'affiliation directe du produit à une entreprise renommée. Le revers de la médaille est qu'elle donne de ce fait une position dominante au producteur avec les conséquences que cela représente comme limitation de la concurrence et hausse des prix. La politique de marque devient lourdement toxique quand les représentants de la marque obtiennent une protection en leur faveur dans le pays où ils opèrent et prennent en otage le producteur. C'est pourquoi nous voyons dans certains pays les produits de marque atteindre des sommets incohérents.

La deuxième de ces dérives est la délocalisation de la production rendue nécessaire par la hausse des coûts dans le pays et surtout l'accès à la technologie dans les pays émergents ou même en voie de développement. Cette délocalisation, nécessaire pour le producteur, est génératrice de chômage surtout de cadres et de travailleurs qualifiés. Mais beaucoup d'entreprises auraient été balayées par la concurrence internationale si elles n'avaient pas délocalisé une partie de la production dans des pays encore plus économiques.

La troisième de ces dérives est le mauvais choix de l'industrie. Souvent l'entrepreneur est influencé par le métier qu'il connaît et pense pouvoir le réussir sans se soucier de la concurrence. Ce cas s'applique largement sur les métiers tombés en désuétude et/ou les secteurs devenus dynamiques dans les pays émergents. Très peu d'entreprises acceptent la situation ; surtout que les entreprises qui sont les premières à se retirer du marché cèdent la demande disponible aux autres qui de ce fait peuvent durer beaucoup plus longtemps sans réaliser que la chute est inéluctable.

La quatrième dérive est l'expansion au-delà d'une certaine norme des secteurs des services réduisant la production à son plus bas niveau et fragilisant l'économie nationale. Les guerres ne sont pas tout à fait terminées. Les guerres économiques deviennent de plus en plus insidieuses. Aujourd'hui nous vivons la pénurie des denrées alimentaires et des sources d'énergie ; Dieu sait ce que nous réserve l'avenir.

Rôle économique de l'Etat

Le rôle économique de l'État est de parer aux dérives de l'économie de marché pour lui permettre d'utiliser tout son potentiel au service des objectifs de la nation. L'intervention de l'État doit être prudente pour ne pas déborder sur le domaine du privé qui a fait que ce système est aujourd'hui le plus performant malgré ses nombreuses dérives.

On ne peut pas aujourd'hui casser les trusts comme on le fit à la fin du 19^e et au début du 20^e siècles pour garantir la concurrence. Leur masse est le plus souvent utile en fonction de leur industrie pour gérer l'innovation et confirmer leur place dans un nouveau marché. D'ailleurs Galbraith prévoyait l'avènement de corporations dont le budget dépasserait celui de beaucoup de petits états⁹⁸. En cela il a eu raison. Là où il a eu tort c'est qu'il a cru qu'elles élimineraient les petites et moyennes entreprises qui sont plus actives que jamais. Il faut donc beaucoup de discernement dans la façon d'aborder les oligopoles en sachant toutefois que dans l'absolu la concurrence est le nerf moteur du marché. C'est pourquoi si l'Etat peut assumer la production de ce qui justifie le gigantisme de l'entreprise elle a intérêt à le faire pour permettre au moins à 5 ou 6 entreprises, selon les normes de Herfindal-Hirschman, d'exploiter l'industrie sur des bases compétitives. Le meilleur exemple est celui de l'internet qui est à la base de toutes les techniques modernes de communication et d'interaction et qui est fournie gracieusement au secteur privé. Une source essentielle et gratuite. Cela ressemble à l'air que l'on respire et dont les générations qui nous ont précédé ne se sont même pas rendus compte.

L'État aurait mauvaise grâce de combattre la délocalisation au nom de l'emploi car à plus long terme il perdrait l'entreprise et l'emploi si le secteur dans lequel elle opère n'est plus économique. Nous avons vu par contre des états avancés soutenir leurs ressortissants pour des investissements à l'étranger surtout quand ils étaient de nature à consolider l'entreprise et à maintenir ses activités à l'intérieur du pays prospères. Il en est ainsi de l'industrie du vêtement, de l'électroménager, de l'automobile, du smartphone, etc... Par contre l'état peut contribuer à la formation et à la reconversion de la main d'œuvre dans les techniques avancées et à l'accélération de l'investissement dans les technologies de pointe en instaurant un climat favorable à de tels investissements sans pourtant favoriser un choix ou un autre, laissant à l'entrepreneur l'entière responsabilité.

Il n'est pas dit que l'entrepreneur est à l'abri de l'erreur, mais la multitude de décisions responsables qui caractérise l'économie de marché a prouvé sa supériorité incontestable sur toute décision centralisée. Il est incontestable que la propagation de l'économie de l'information est de nature à réduire de plus en plus le risque industrie du fait de la capacité de l'entreprise à se projeter à l'avenir et à mieux connaître l'impact de ses décisions et à prendre des actions correctives. Il est évident que l'état peut largement contribuer à promouvoir l'économie de la connaissance et de l'information.

Enfin il faut toujours assurer un équilibre entre la rentabilité et la sécurité. Le stockage des produits de base et de l'énergie n'est pas toujours une opération rentable, pourtant indispensable, et l'état aurait un rôle à assurer. Il peut jouer non seulement un rôle d'approvisionnement mais aussi de stabilisation

⁹⁸ John Kenneth Galbraith *'The industrial state'* 1968

des prix. Parallèlement, à mesure que le progrès technique se développe et que la délocalisation avance dans le pays, l'emploi dans le domaine des services augmente, assurant souvent une meilleure rentabilité en période d'expansion, mais incapable de parer à une pénurie alimentaire ou technique dans le cas toujours probable de dislocation des marchés suite à une guerre, un développement sécuritaire et/ou tout simplement une politique commerciale agressive. La politique commerciale de l'état devrait veiller à ce que l'équilibre de la production ne soit jamais gravement compromis.

Politiques fiscale et sociale

La sécurité, la justice et leurs instruments les forces armées, les relations étatiques, sont du domaine exclusif de l'état ; l'organisation de la vie économique et sociale, la santé, l'éducation profitent de la concurrence du privé. Dans les pays avancés la médecine privée fonctionne grâce à l'hôtellerie qu'elle dispense et /ou au service qu'elle prodigue ; les cas les plus lourds sont du ressort de l'hôpital public. L'école publique n'a rien à envier aux établissements privés. En résumé, chaque activité qui touche l'ensemble des citoyens gagnerait à être faite par l'état, à condition d'être faite dans des conditions équivalentes au secteur privé.

Le budget idéal de l'état viendrait de la concordance entre ses fonctions et ses recettes. Ce budget serait déterminé par la courbe "Laffer" au-delà de laquelle les recettes de l'état auraient tendance à s'évaporer et au-dessous de laquelle elles seraient insuffisantes pour financer le secteur public. On voit par-là que la hausse des recettes fiscales grève les entreprises sans satisfaire les besoins de l'état ; de même la baisse des recettes prive l'état des moyens nécessaires à sa fonction. Surtout la baisse de l'impôt sur le revenu dans le but d'encourager les investissements n'a jamais atteint ses objectifs car il réduit les dépenses de l'état et la demande globale, moteur de la production, de l'emploi et de l'investissement. L'essor de l'économie nationale est tributaire d'un équilibre fiscal fruit de l'expérience.

La contrepartie du libéralisme pratiqué dans l'économie de marché est dans une saine gestion de la politique fiscale qui doit contribuer à réduire les inégalités de revenus sans affecter les mécanismes du marché. Les revenus les plus hauts doivent être fortement taxés et les revenus les bas totalement exonérés. Il faut savoir que l'attraction des taxes modérées est une chimère ; le climat le plus favorable à l'investissement n'est pas celui où l'entreprise paie le moins d'impôts mais celui où elle fait le plus de profits à long terme et qui assure le mieux sa sécurité.

Le but ultime de l'économie est le bien-être de la société. L'économie de marché s'est imposée uniquement par ce qu'elle est parvenue à assurer le bien-être absolu de la grande majorité des citoyens bien mieux que les régimes d'économie dirigée qui ont prévalu tout au long du 20^e siècle. Les réalisations sociales sont la vraie garantie du régime capitaliste et de la propriété qui lui est attachée. Elles représentent un facteur puissant de stabilisation de la demande et par conséquent de l'activité économique dans son ensemble. Elles seraient la base d'une nouvelle économie institutionnelle destinée à encadrer l'économie de marché.

POLES EN INTERACTION

Annexe 1

Monnaie et taux d'intérêt

La monnaie est le miroir de l'économie, toute l'économie ; elle concerne autant l'offre que la demande, la production, la distribution et la consommation. Elle gère l'ensemble des facteurs et des mécanismes qui rythment la vie économique. La politique monétaire joue le rôle le plus important dans la gestion de l'économie. Le débat n'est pas tranché si la monnaie est neutre ou intégrée ; ou même si elle est à la fois l'une et l'autre, telle une superposition des deux états.

Naissance de la monnaie

Les produits qui se sont distingués dans le troc qui régissait les échanges remontent à la nuit des temps tel le riz, utile il a une valeur intrinsèque, fongible, durable ; il pouvait servir avec beaucoup d'autres à travers les âges comme étalon de valeur, instrument des échanges et réserve de pouvoir d'achat, jusqu'à ce que l'or se soit imposé. La monnaie fiduciaire (basée sur la confiance) est née en tant que certificat de dépôt d'une quantité d'or entreposée auprès d'une banque et disponible contre remise de ce certificat. En pratique les détenteurs successifs de cet instrument l'utilisaient dans les échanges sans recourir au stock initial qui dormait à la banque. Les banques se sont naturellement rendues comptes qu'elles pouvaient émettre plus de certificats que l'or entreposé et financer ainsi des opérations moyennant intérêt ou part au profit. Au terme de l'exercice les certificats leur étaient rendus et détruits ou recyclés dans de nouvelles opérations.

Les certificats réels et/ou virtuels facilitaient au même titre le commerce, l'activité économique, l'enrichissement de la nation. Et si le choix de l'or, qu'on a toujours attribué à ses qualités intrinsèques, provenait plutôt du fait que son utilité est très inférieure à son rôle commercial ? On s'aperçoit alors que tous les instruments utilisés dans les échanges sous le règne du troc avaient suscité un intérêt bien au-delà de leur utilité propre. Cela donne un nouvel éclairage quant à la neutralité ou à l'intégration de la monnaie.

Au 16^e siècle dans la république de Naples les édiles avaient la conviction que l'argent manquait quand le taux de change était défavorable. Serra⁹⁹ fut le premier à affirmer que le manque de métal précieux devait être attribué au déficit de la balance des paiements. Le bullionisme qui consiste à régler avec des livres or les soldes déficitaires empêchait d'après Hume¹⁰⁰ la formation d'un excès durable ou d'un déficit permanent ; il reconnaissait cependant que l'usage de la monnaie fiduciaire ainsi que l'expansion des banques dans le pays pouvaient faire échec à la compensation immédiate en or du solde de la balance.

La masse monétaire

Ricardo fut le premier véritable théoricien de la monnaie "La masse monétaire est une fonction des besoins en liquidité de l'économie et de la vitesse de circulation de la monnaie $M=L/V$ ". Il reformule dans

⁹⁹ Antonio Serra, philosophe et économiste de la fin du 16^e début 17^e siècle. ###

¹⁰⁰ David Hume, philosophe et économiste du 18^e siècle.

ce raisonnement la théorie quantitative¹⁰¹ de la monnaie connue deux siècles auparavant “si la monnaie continue à augmenter dans le pays après que masse monétaire soit arrivée à un montant global suffisant, la monnaie n’est plus augmentée qu’en sa quantité, l’unité monétaire se déprécie, le cours de l’or monnaie devient inférieur à celui de l’or marchandise. Le remède est dans la convertibilité”.

En modélisant l’équation de Keynes, Hicks a mis l’accent sur le rôle de la masse monétaire dans la formation du Revenu National. Entre inflation et déflation il y a un équilibre à maintenir dont l’effet serait la maximisation du revenu. Cette vertu de l’équilibre est reconnue dans tous les mécanismes économiques. Dans le cas présent l’inflation va décourager l’investissement de même que la déflation va limiter la demande. Un autre Keynésien, Nicholas Kaldor, pose à travers le “carré magique” un équilibre dynamique représenté par la croissance économique, l’équilibre extérieur, la stabilité des prix et le plein emploi. Cela suppose un rôle actif de la masse monétaire pour amortir les chocs exogènes. Cela s’entend mal en dehors de l’intégration de la monnaie.

Mais la véritable politique monétaire est née avec Keynes. La crise se déclare quand les entrepreneurs perdent confiance et commencent à considérer l’investissement plus risqué. La réduction de l’investissement se traduit par un recul des affaires annonciateur d’une récession avec ce que cela entraîne comme hausse des coûts, baisse des profits, augmentation des faillites, chômage, dépréciation des actifs. L’état doit pallier à la cause du marasme en lançant un programme d’investissements publics plus ambitieux. En même temps la banque centrale peut racheter des bons du trésor pour augmenter la masse monétaire et booster la demande globale. L’économie de marché a besoin d’un “régulateur” pour fonctionner correctement et contrebalancer les facteurs exogènes incontrôlables tels les facteurs psychologiques.

Neutralité de la monnaie

La politique keynésienne fut à l’origine des trente glorieuses. Vers la fin des années 60 elle fut contestée par l’école de Chicago, du nom de l’université où enseignaient ceux qu’on appellera plus tard les monétaristes ou les nouveaux classiques, avec pour chef de file Friedman¹⁰². Pour ce dernier la monnaie doit être neutre¹⁰³ ; les manipulations monétaires perturbent l’équilibre naturel. D’après lui la crise de 1929 est essentiellement due à une forte compression des agrégats monétaires. Les rationalistes sont plus drastiques encore “il faut garder la masse monétaire stable, l’intervention ne peut que faire du tort. Les crises se corrigent d’elles-mêmes ; le chômage se rétablit grâce à la flexibilité des salaires et des prix” (Robert Lucas).

Les nouveaux Keynésiens réfutent cette approche “Les anticipations des rationalistes conjuguées à la rigidité des salaires et des prix contredisent la neutralité de la monnaie”¹⁰⁴. Le Mundell-Flemming model montre clairement la relation entre la productivité et le cours extérieur de la monnaie¹⁰⁵. Williamson¹⁰⁶ propose pour garantir la stabilité de la monnaie sans lui ôter son rôle régulateur de constituer un panier

¹⁰¹ Cf. la controverse en Jean Bodin et le sire de Malestroit, au 16^e siècle, sur les causes du renchérissement des prix quand l’or d’Amérique avait envahi l’Espagne et l’Europe.

¹⁰² Milton Friedman est l’auteur de nombreux ouvrages principalement sur la monnaie. Il est adepte de l’autonomie monétaire et du taux

¹⁰³ Friedman “*Keep the money supply steady, discretion makes more harm than good*”

¹⁰⁴ Gregory Mankiw et David Romer “*New Keynesian economics*”

¹⁰⁵ Mundell-Flemming model: Cf. Ch. 14 Productivité

¹⁰⁶ John Williamson: “*Basket of currencies – Broad band – Crawling – BBC*”

de devises et d'adopter certaines procédures de variation qui reflètent le pouvoir d'achat tout en limitant la spéculation.

Pour rendre justice aux monétaristes, Friedman reconnaît l'impact de la monnaie mais il préfère s'en abstenir. Si l'on augmente la masse monétaire de 5%, les prix augmenteraient beaucoup moins et en contrepartie il y aurait une augmentation de la production. Et si l'on augmente la masse de 5% pour résorber 3% du chômage, le marché aura tôt fait de rattraper la différence ; il faudra de nouveau 5% d'inflation pour ramener le chômage au niveau que l'on subissait avec des prix stables. Par conséquent il vaut mieux garder la masse monétaire stable, en admettant une augmentation annuelle conforme à l'augmentation de la population et/ou à la croissance de l'économie, car l'intervention cause plus de tort que de bien.

Intégration de la monnaie

Bernard Schmitt dans les années 60 a approfondi la théorie de la monnaie car il lui concevait un rôle majeur dans la dynamique économique et la croissance. La monnaie actualise le potentiel productif de la nation en permettant la disposition anticipée des ressources économiques dans les limites où elles deviennent disponibles. Les banques créent la monnaie en accordant des crédits aux entrepreneurs. Les dépôts réflexes leurs retournent automatiquement les montants qu'ils ont accordés d'où l'expression "les crédits font les dépôts". La création monétaire n'a d'autres limites que la réserve obligatoire auprès de l'institut d'émission.

Ainsi il y aurait deux monnaies concomitantes : l'une fruit du travail représenté par les salaires majorés des frais de production et l'autre virtuelle, issue du crédit, une promesse de production. Les entreprises s'endettent auprès des banques, paient les facteurs de production avec une monnaie virtuelle, vendent le produit et récoltent en contrepartie une monnaie réelle chargée de pouvoir d'achat qu'ils utilisent en extinction de leur dette bancaire. "La monnaie circulatoire est une non-possession, une disponibilité pure, le paiement des facteurs de production réalise l'intégration de la monnaie, il est générateur de pouvoir d'achat".

La boucle est bouclée : La monnaie, étalon de valeur, son pouvoir d'achat est déterminé par le coût des biens et services produits en finançant les salaires et autres facteurs de production. De la sorte la monnaie s'intègre au circuit économique ; son pouvoir d'achat naît dans la production et s'éteint dans l'acquisition des biens et services. La banque centrale détient par son pouvoir d'émission et de fixation des réserves obligatoires le principal volant de l'économie. Elle décide souverainement du taux d'intérêt de la monnaie nationale qui constitue le levier de l'épargne et de l'investissement.

Rôle de la politique monétaire

Si la banque centrale était le seul maître à bord la gestion de la masse monétaire serait chose aisée. Il se fait au contraire que la monnaie subit plusieurs influences internes et externes ; objectives et psychologiques ; à court et long terme. Pour gérer tous ces facteurs la banque centrale dispose des moyens de régler la quantité de monnaie en circulation et le taux d'intérêt.

La circulation fiduciaire est censée satisfaire les besoins en liquidités de l'économie (L) grâce à la quantité de monnaie (M) disponible et la vitesse de circulation (V) déterminée par le marché ($L=M*V$). Toute chose égale par ailleurs la vitesse de circulation est supposée stable et l'autorité d'émission augmenterait la masse monétaire en fonction des besoins en liquidités du marché. Par contre si un phénomène nouveau accélère la circulation fiduciaire, telle la crainte d'une pénurie alimentaire, et

provoque une tension inflationniste, la banque centrale résorbe l'excédent de la masse monétaire le temps que s'opèrent les ajustements du marché. Pour cela elle pratique une politique "d'open market" achetant des bons du trésor du marché pour augmenter ses liquidités et vendant dans les circonstances contraires les bons du trésor en sa possession pour résorber les liquidités excédentaires.

Lorsque les prémices d'une crise se déclarent et les hommes d'affaires perdent confiance dans l'économie limitant leurs investissements Keynes suggère de recourir à l'expansion monétaire pour soutenir la demande globale. La banque centrale baisse le taux de la réserve obligatoire facilitant la création monétaire et le crédit ; en même temps le taux d'intérêt devient plus encourageant et favorise l'investissement et la consommation des biens durables. Si cela s'avère insuffisant Keynes suggère de recourir à la politique fiscale, baisser les impôts pour encourager l'investissement ou lancer un programme de travaux publics financés par l'emprunt.

Cette politique à l'origine des 30 glorieuses fut largement désaffectée dans les années 70 après que la conjoncture mondiale soit tombée dans un phénomène inconnu jusqu'alors la stagflation. Sous l'influence des nouveaux classiques, courant dominant à ce moment, et de leurs ramifications, surtout l'École de Chicago, les autorités monétaires sont devenues très strictes, convaincues que l'expansion monétaire ne pouvait faire que du tort. Cette rigidité s'est maintenue jusqu'au milieu des années 90 où l'expansion monétaire a timidement reparu dans le monde sous la pression de la conjoncture et surtout en 2007 où les restrictions monétaires, si elles avaient été maintenues aux Etats-Unis et en Europe, auraient fait des dégâts irrémédiables. La sortie des crises porte à nouveau le sceau du keynésianisme.

Il est évident que la discipline monétaire facilite l'équilibre et l'efficacité économique ; mais il est des conjonctures où le keynésianisme est la seule sortie de crise possible. Il faut garder en mémoire que les mécanismes économiques ont en période de crise bien moins d'impact sur la conjoncture que les facteurs exogènes et que la politique monétaire doit compter avec l'ensemble de ces facteurs. Surtout ne pas perdre de vue l'objet de la politique monétaire qui est la stabilité de la monnaie et le plein emploi. La stabilité monétaire est en fait le moyen de réaliser l'équilibre économique et d'améliorer la productivité nationale ; l'objectif final étant le plein emploi qui maximise le PIB et la croissance économique.

Les dérives monétaires

La première fois où le troc de deux produits utilitaires a été remplacé par un produit utilitaire et un produit dont l'utilité principale était de conserver la valeur en vue d'un échange ultérieur la monnaie est née et n'a jamais depuis cessé d'exister. Le pouvoir d'achat inhérent au produit monétaire représente le produit réel qu'il a servi à acquérir. La valeur inhérente à la monnaie, son pouvoir d'achat, n'a pas tardé à représenter le travail socialement nécessaire pour réaliser le produit (Ricardo) ou le travail épargné à l'acheteur (Henry Carey).

Le pouvoir d'achat intérieur de la monnaie se transmet à l'extérieur par les échanges. L'échange de produits et services implique l'échange de monnaie. Une parité s'établit fondée sur la productivité respective de chacun des pays en relation. Les réserves en devises étant limitées les pays ont intérêt à avoir une balance commerciale équilibrée. Il se peut que le pays ait une orientation touristique, culturelle ou technique plus évoluée justifiant un développement plus important des services alors l'équilibre se réalise au niveau du "compte courant" extérieur. Cependant les pays émergents ont intérêt à veiller à l'équilibre de la balance commerciale pour éviter la montée du chômage, les secteurs

primaires et secondaires ayant généralement un emploi plus intensif. Le déficit du compte extérieur est un indice certain que la monnaie nationale est surévaluée et prédit une crise prochaine.

Tel un fleuve le pouvoir d'achat, fruit du travail, coule à partir des biens et services qu'il a créés vers les berges qu'il doit irriguer, les biens et services qu'il va acquérir à ses propriétaires.

Un premier affluent se jette dans le fleuve et dilue le pouvoir d'achat en rémunération de sa contribution à la productivité du travail. Il s'agit du loyer, des amortissements et des intérêts servis pour le capital technique de l'entreprise. Un second affluent représente le profit de l'entrepreneur dont la combinaison des facteurs concourt à la création des richesses. L'indice du rendement Capital/Travail oscille autour d'un axe relativement stable issu du système économique. Dans les pays avancés cet indice tourne autour de 35/65. Dans les pays émergents il tombe vite autour de 60/40. Il est évident que plus la part du travail est élevée plus la société est prospère. Dans le cas contraire l'économie de marché tombe sous la coupe des oligopoles et le développement tend à stagner.

Un troisième affluent est d'ordre psychologique dû à l'atomisation de la décision en économie de marché qui aboutit forcément à des comportements inefficaces. Il n'y a qu'à voir les squelettes d'immeubles abandonnés des décennies durant après avoir englouti des capitaux énormes. On peut tout aussi bien signaler les investissements industriels devenus vite obsolètes. Un quatrième affluent serait d'ordre sociologique où l'on constate des grèves sans fin qui minent la production faute d'adopter une politique sociale rationnelle.

Un cinquième affluent porte la spéculation qui devient d'autant plus dévastatrice que la politique monétaire du pays est inconsistante. A distinguer des opérations de couverture où l'entreprise cherche à se prémunir d'une variation du taux d'intérêt et/ou du cours de change pour se permettre de quoter son produit sur des bases compétitives. Quand la spéculation s'acharne sur une monnaie non crédible elle va tôt ou tard s'effondrer et l'économie avec.

A court terme la monnaie répond à de nombreuses sollicitations socio-politiques. L'opinion publique parle de "confiance". A long terme elles vont entraîner les mécanismes monétaires concernés pour agir définitivement sur le cours de change. Ainsi quand les agents économiques perdent confiance dans la monnaie de leur pays ; dans un premier temps l'inflation va se déclarer et/ou le cours de la monnaie va se détériorer. A plus long terme les syndicats vont protester, les entreprises ayant un marché porteur vont rapidement augmenter les salaires pour protéger leur activité, l'État plus lent à agir va décréter une augmentation générale à titre de vie chère. Une nouvelle définition du pouvoir d'achat est donnée à la monnaie nationale.

L'Institut d'émission

La Banque Centrale est le sommet du système financier du pays. Elle est établie en vue d'un double objectif : la stabilité monétaire et le plein emploi. En fait la stabilité monétaire a elle-même pour but de favoriser l'activité économique c-à-d de réaliser le plein emploi dont la vertu est d'utiliser le potentiel maximum de la population active, assurer le PIB le plus élevé dont dépend le bien-être de la nation.

Le cours idéal de la monnaie est celui qui assure l'équilibre du compte courant extérieur. Au-delà naissent des tensions inflationnistes dues à l'exportation nette ; en deçà le chômage se déclare. Cet équilibre est en principe favorisé par le flottement de la monnaie. Cependant les pays émergents attirent constamment des capitaux étrangers destinés à l'investissement qui présentent une offre nette

de devises qui ont tendance à apprécier la monnaie nationale. Comme parfois le pays sert d'abri aux dépôts étranger de par sa législation (secret bancaire) ce qui produit le même effet. La banque centrale doit alors empêcher la monnaie nationale de s'apprécier pour lui permettre de garder sa valeur économique.

Dans le cas contraire il se peut que la monnaie nationale ait tendance à se déprécier sous l'effet de la spéculation. Si elle n'arrive pas à l'interdire la banque centrale doit contrer son action en utilisant ses réserves en devises. En général la spéculation s'attaque rarement à une monnaie crédible et réussit encore moins à la déstabiliser. Cela n'empêche que les pays émergents peuvent adopter des systèmes de défense qui ont fait leur preuve.

Le "BBC"¹⁰⁷ de John Williamson est en place depuis trois décennies dans de nombreux pays émergents, Il consiste à :

- Un panier de devises : Constituer des réserves dans les devises qui correspondent le plus au commerce extérieur du pays. La possession de la monnaie du partenaire prémunit contre une variation de la parité. Le panier de monnaies externes assure la stabilité du taux de change.
- Une large bande de variation : L'intervention pour le soutien de la monnaie nationale ou pour empêcher son appréciation doit être mesurée et dans la limite d'une variation préétablie. Une variation de 2% à la hausse ou à la baisse peut justifier l'intervention. Entretemps il vaut mieux laisser des variations plus légères s'équilibrer d'elles-mêmes.
- Mouvement rampant : L'intervention quand elle est justifiée doit se faire d'une façon lente de sorte à donner le temps aux forces du marché de réagir et corriger la tendance.

Le taux d'intérêt

Y a-t-il un taux d'intérêt naturel ? Wicksell¹⁰⁸ y croit fermement, et Myrdal¹⁰⁹ après lui, de même que l'école autrichienne. Le taux naturel est celui qui assure la stabilité des prix. Si le taux est maintenu durablement au-dessous du taux naturel il forme des tensions inflationnistes ; s'il est maintenu durablement au-dessus il provoque une déflation. Cette théorie a été corroborée maintes fois par les faits, notamment à partir de l'impact des taux réels élevés et/ou bas, sans pouvoir déterminer le taux naturel, autrement que par sa position intermédiaire. On peut imaginer que ce taux varie selon la conjoncture économique et la propension à investir ; mais comment expliquer les taux d'intérêt réels très bas appliqués dans les pays industriels depuis la crise de 2008 ; et même l'intérêt négatif appliqué aux bons du trésor dans nombre de ces pays alors que l'investissement et le financement se poursuivent au moins au rythme de l'amortissement et de l'entretien des actifs ? Wicksell est un adepte convaincu de l'équilibre de Walras "Sur l'ensemble des marchés la somme des demandes nettes est égale à zéro". Sur un marché particulier l'offre peut être supérieure à la demande, et réciproquement, mais sur l'ensemble des marchés ces différences se compensent.

¹⁰⁷ *Basket of Money, Broad Band, Crawling*

¹⁰⁸ John Gustav Knut Wicksell "Interest and Prices" 1936, MacMillan and Co. Limited, London.

¹⁰⁹ Gunnar Myrdal, Nobel 1974 en même temps que Friedrich Hayek.

L'équilibre de Walras complète et explique la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say "La production fournit les moyens de son acquisition". La rémunération des facteurs de production va servir à racheter les produits et les services produits dans la période. Cela dans tous les cas de figure la production de biens et services correspond à la somme des revenus :

- L'entreprise conserve un volant de produits invendus ; elle est présumée les avoir rachetés elle-même. Cela nécessite obligatoirement la disponibilité d'un financement équivalent.
- Elle s'abstient d'engager certains frais mais supporte le salaire du personnel en charge ; les revenus salariaux afférents viennent en déduction des profits de l'entreprise.
- Le niveau général des prix hausse/baisse affecte les revenus nominaux au profit/détriment des profits bruts.

L'intérêt négatif est-il naturel ? L'intérêt est le loyer du capital. Quand la demande est en expansion l'utilité de l'investissement est plus grande et l'intérêt réel s'élève en conséquence. En période de récession la demande baisse et l'investissement aussi entraînant avec lui le taux réel. A la limite l'intérêt se transforme en droit de garde et rémunère probablement d'autres services financiers ; c'est l'intérêt négatif.

Pour les classiques l'intérêt est fonction de la productivité du capital. Ceci est vrai dans la mesure où l'intérêt est prélevé sur les profits bruts. L'intérêt baisse en fonction de la concurrence des banques et hausse en fonction de la concurrence des entreprises dans la limite de leur rentabilité c'est-à-dire de leur productivité.

Pour les néo-classiques l'intérêt est fonction de l'offre et de la demande. Marshall définit la demande en fonction de la perspective de profit (Prospectiveness du capital) et l'offre en fonction de la rentabilité présente que le capitaliste doit sacrifier (Productiveness). Fisher¹¹⁰ ne diffère pas "L'intérêt est un prix". Il adopte la vision de Böhm-Bawerk concernant le temps "le taux d'intérêt est fonction d'un élément psychologique : la dépréciation du futur et d'un élément économique : la disponibilité du capital". Il distingue l'intérêt nominal de l'intérêt réel "*Fisher effect*" L'intérêt réel est l'intérêt nominal moins le taux récurrent ou anticipé de l'inflation.

L'intérêt est le grand levier de l'économie. La banque centrale, grâce à son pouvoir d'émission et de réserve obligatoire, dispose d'un atout majeur pour gérer l'économie. A l'écoute du marché elle peut assurer la stabilité de la monnaie et le plein emploi.

¹¹⁰ Irving Fisher ###

Annexe 2

Le Commerce Extérieur

Le commerce international est aussi ancien que le commerce même ; le désir d'échanger avec l'étranger est plus fort que le besoin d'échanger avec ses compatriotes. D'ailleurs le commerce international a existé des millénaires avant l'existence des nations. Les caravanes de marchandises sillonnaient le désert portant à la Mecque et Médine les produits de la Méditerranée. Les voiliers des phéniciens ont atteint les Amériques ; et la route de la soie suscite aujourd'hui une nostalgie compréhensible.

Les entrepreneurs de l'antiquité ont compris les avantages du commerce international bien avant que la science ne l'établisse et que l'OMC ne plaide l'ouverture tous azimuts. Nous verrons qu'il n'y a pas de secrets pour le marché et qu'il a tout découvert bien avant que la théorie ne fasse son entrée en scène. Aujourd'hui que nous savons beaucoup de choses, que nous croyons avoir tout découvert au niveau de l'économie, nous devons savoir aussi que ce que nous ignorons est bien plus vaste encore.

Les avantages du commerce extérieur

Un pays a avantage à consacrer ses facteurs capital et travail dans les produits et services où il a un avantage absolu – Smith¹¹¹ – Il pourra par la suite échanger avantageusement lesdits produits contre d'autres qui auraient coûté plus de temps de travail et/ou plus de capital dans l'industrie domestique. Cette thèse fort avantageuse est peu réaliste. Quoique l'on fasse il y aura toujours un pays qui le fera mieux. Elle a cependant suscité quelques années plus tard la théorie des "avantages comparatifs" : Un pays a avantage à consacrer ses facteurs capital et travail à la production des biens et services pour lesquels il a un avantage comparatif ; c-à-d qu'il produit relativement dans de meilleures conditions sans prendre en considération la concurrence étrangère. Il pourra ensuite échanger la production en excès contre des produits dont il a besoin et qu'il aurait produit dans de moins bonnes conditions et à des coûts plus élevés – Ricardo¹¹² – Ainsi, si chaque pays se spécialisait dans la production des biens et services qu'il sait faire le mieux, tout le monde trouverait son compte après grâce à l'échange. Cette théorie simple et claire a subjugué de nombreux responsables dès sa diffusion. Aujourd'hui elle demeure le bréviaire de l'OMC après avoir servi pendant un demi-siècle d'étoile du Nord au GATT¹¹³.

Avec les "avantages compétitifs"¹¹⁴ Porter a ramené partiellement le concept des avantages comparatifs vers celui des avantages absolus. Sa société "Monitor", qui a travaillé dans plus de 50 pays en voie de développement, cherchait en priorité à susciter une production où le pays pouvait justifier d'un avantage durable dans la concurrence internationale. L'évolution de l'économie mondiale et l'enrichissement des sociétés ouvrait la voie à plus d'un domaine d'excellence où une société et/ou une nation pouvait exercer sa supériorité. Ce n'était plus uniquement le coût qui pouvait la favoriser, mais

¹¹¹ Adam Smith "The Wealth of Nations" 1766

¹¹² David Ricardo "Political Economy Principals and Taxes" 1817

¹¹³ GATT: General Agreement on Tariff and Trade. Groupe de pays avancés et émergents soucieux de relancer le commerce international fortement affecté par la seconde guerre mondiale. Entre 1947 et 1995 ils ont réalisé une immense libéralisation à travers 8 sessions avant de créer l'OMC.

¹¹⁴ Michael Porter "The Competitive Advantage of Nations" 1990

bien plus la qualité, et avec le temps la marque, les brevets, l'innovation, l'adaptation à la demande, tout un savoir-faire innovant et difficile à imiter.

Depuis la thèse de Paul Krugman (2008) sur le commerce international qui a obtenu le Prix Nobel l'on doit convenir que le cout n'est plus le facteur dominant sur le marché et que la qualité et la notoriété n'agissent plus seulement sur des marchés niches. Avec l'enrichissement des nations et le glissement du pouvoir d'achat vers les nouvelles classes moyennes la demande effective a pris une nouvelle orientation dans le monde privilégiant d'autres caractéristiques que le cout de production.

L'équilibre du commerce extérieur

La monnaie flottante est censée assurer l'équilibre du commerce extérieur des produits et services. Quand la productivité s'améliore les prix à l'intérieur du pays baissent sous l'effet de la concurrence domestique ; les prix à l'extérieur en devises se maintiennent suscitant une hausse de la parité de la monnaie locale. Et inversement si la productivité des partenaires extérieurs progresse plus que le pays considéré, la parité locale se dégrade pour rétablir l'équilibre.

Si pour une raison ou une autre la parité de la monnaie nationale ne retrouve pas son cours d'équilibre les réserves de la banque centrale vont combler le déficit ou engranger le surplus. Les autorités monétaires privilégient souvent la stabilité monétaire à la réalité économique et se servent des réserves pour combler le déficit en se portant acheteur de devises tant que le cours a tendance à la baisse. Les pays émergents qui attirent naturellement des investissements directs étrangers consacrent une partie à la stabilisation de la monnaie. Si le flux est insuffisant la banque centrale hausse les taux d'intérêt pour attirer des départs étrangers et stabiliser la monnaie nationale en gardant d'une année à l'autre des réserves en progression.

Cet équilibre artificiel se traduit par des pertes financières pour la banque centrale et un chômage grandissant au niveau de l'économie nationale avec une stagnation du PIB et les conséquences que l'on imagine sur le plan social. D'après le modèle "Mundell-Flemming" : Si la productivité d'un pays baisse par rapport à ses partenaires commerciaux, les salaires dans ce pays doivent croître plus lentement que dans les autres pays, ou sa monnaie va baisser en conséquence. Fisher¹¹⁵ voit les choses autrement pour un même résultat : Si la productivité d'un pays baisse ou hausse par rapport à ses partenaires à l'international, elle sera consignée dans le cours de la monnaie et le niveau général des prix.

Mise à niveau

Le progrès technologique et l'organisation socio-politique confortent le pouvoir d'achat absolu de la monnaie. Il s'ensuit la promotion des revenus, particulièrement des salaires, et l'amélioration générale des conditions sociales. C'est ce qu'on a constaté dans l'ensemble des pays avancés depuis la seconde guerre mondiale et les accords de Bretton Woods qui ont pratiquement mis fin au déséquilibre monétaire dans les économies dominantes. Bien entendu le progrès ne fut pas égal dans l'ensemble de ces pays durant toute cette période et l'effet Fisher s'est manifesté sur le marché libre chaque fois qu'il fallait corriger la parité.

Le GATT lancé après la seconde guerre mondiale sous la houlette des Etats-Unis, et par la suite son successeur l'OMC, ont convaincu de nombreux pays émergents des avantages de l'ouverture économique. Les pays avancés, ont multiplié les accords de libre-échange auxquels ils ont voulu associer

¹¹⁵ Irving Fisher "Fisher effect in international trade, international fisher effect"

les pays émergents. En retour ils ont contribué à la mise à niveau de leurs économies pour que l'ouverture ne se traduise pas durablement en déficit et chômage. Ainsi les Etats-Unis, l'Union Européenne, ainsi que la plupart des pays avancés à titre individuel ont financé des programmes de mise à niveau en faveur des pays émergents.

L'Union Européenne a consacré plus de 20 milliards de dollars sur 20 ans à la politique de voisinage qui a chapeauté les programmes de mise à niveau des pays auxquels elle s'est liée par "l'Accord d'Association". On n'a pas vu de pays émergent membre de l'AA accéder au rang de pays avancé ; par conséquent force est de dire que la mise à niveau telle que conçue dans les programmes d'aide ne fut pas suffisante à compenser l'ouverture des marchés. Il se peut que ces pays aient tiré de nombreux avantages mais l'objectif final qui leur permet de prendre en charge leur développement n'a pas été atteint.

La productivité totale des facteurs

La seule voie du développement est dans la productivité. Plus exactement "La productivité totale des facteurs de production"¹¹⁶. Les PVD envoient en masse leurs jeunes étudier à l'étranger. Nombre demeurent dans les pays d'accueil et occupent des postes équivalents aux nationaux ; et les autres retournent au pays avec des qualifications équivalentes. Pourquoi ne font-ils pas évoluer le pays ? Pourquoi surtout le gap continue à se creuser entre les pays avancés et les pays émergents ?

Certains de ces pays jouissent d'un système éducatif à la hauteur et des universités qui n'ont rien à envier à l'Europe. Le mal est dans le système qui multiplie les goulots d'étranglement. La bureaucratie augmente sous couvert d'éviter la fraude ; la corruption atteint des sommets inédits ; des secteurs et des entreprises sont privilégiés ; d'autres perdent leur faisabilité à cause du système alors qu'ils sont tout à fait conformes aux besoins du pays. On est prisonnier d'un système qui refuse le changement du fait des intérêts sectaires et/ou même privés. Le type de gestion publique est l'opposition systématique aux projets soumis ; le responsable n'adhère à un projet que si lui ou son parti retirent un bénéfice direct quel que soit son intérêt pour la nation. Il s'agit d'un système de "quotas" dont la propriété principale est l'inefficacité.

Un environnement politique sain est indispensable pour que les mécanismes économiques fonctionnent de façon cohérente et assurent le développement. 1789 a ruiné dans un premier temps la France mais a homogénéisé la population et permis le progrès que l'on a connu par la suite ; la guerre de sécession aux Etats Unis fut le point de départ de l'unité nationale autour d'une constitution cohérente. Cela ne veut pas dire que la rationalité et l'efficacité économique nécessitent une révolution ou une guerre mais que les citoyens doivent se grouper autour d'un régime et reconnaître la primauté de la constitution comme suite à une révolution ou une guerre et reconnaître son arbitrage absolu pour donner toute sa chance à l'économique.

Les contraintes du commerce extérieur

Dans l'euphorie de la croissance et de l'amélioration du standard de vie dans la majorité des nations qu'on a attribué à l'ouverture de l'économie et à l'optimisation des ressources ainsi qu'à la rationalisation de l'usage des facteurs de production, on a négligé une donnée importante : l'équilibre du commerce extérieur. Quand une nation subit un déficit permanent de son commerce extérieur des

¹¹⁶ TFP: Total Factor Productivity – Robert Solow.

biens et services il se traduit obligatoirement en perte d'emplois ; et réciproquement un excès durable se traduit en inflation dans le pays.

Or un déséquilibre durable de la balance commerciale (des biens et services) dans les conditions d'ouverture de l'économie est plus fréquente qu'on ne le pense, surtout dans les pays émergents grâce aux transferts de fonds dont ils peuvent bénéficier du fait des placements avantageux qu'ils offrent, de la vente de propriétés, de la promotion des investissements, et à fur et à mesure que l'émigration se développe, du fait du manque d'opportunités de travail dans le pays, à cause de l'envoi de fonds aux familles restées dans le pays. En somme l'ouverture n'est bénéfique qu'une fois le pays est en mesure d'assurer un certain équilibre de son commerce extérieur.

Jadis le transfert des réserves or, aujourd'hui on dirait des devises, assurait la stabilisation du commerce international. Hume¹¹⁷ "le Bullionisme empêche l'excès ou le déficit permanent de la balance des paiements. Ce mécanisme peut être dévié par l'expansion du papier monnaie ou du système bancaire". Aujourd'hui rien n'empêche un état inconscient de financer l'excès de ses importations par les transferts destinés à toute une autre fin, réalisant par là un "Ponzi scheme" dont les conséquences sont toujours désastreuses.

Le déséquilibre commercial (des biens et services) a été également stigmatisé dans le commerce international "l'excès commercial du Japon est le handicap majeur de l'économie mondiale" (Summers¹¹⁸). En 2019 Les Etats Unis ont décidé d'imposer l'acier à hauteur de 10% et les voitures de 25%. Avant l'exécution de la taxe le chômage est tombé à 3.5%. Les producteurs ont anticipé la demande, rouvert des sites fermés, et embauché à nouveau.

La Protection

Il faut concevoir la protection comme une mesure temporaire le temps que la productivité de la nation soit capable d'affronter le marché international. Généralement elle est confiée au Conseil Supérieur des Douanes avec pour objectif d'assurer l'équilibre du commerce extérieur. La taxe à l'importation doit évoluer par tâtonnement de sorte à assurer cet objectif et disparaître une fois qu'elle paraît plus nécessaire. Le CSD est censé être un instrument compétent et léger capable d'agir avec une discrétion totale et la rapidité nécessaire pour faire échec à la spéculation et aux profits injustifiés.

On peut imaginer trois paliers de protection pour comme point de départ pour un pays qui souffre d'un large déficit chronique :

Le premier palier autour de 10% sur tous les produits à l'importation, si l'on peut accompagner cette douane d'une baisse de la TVA et/ou surtout si on a créé entretemps le "revenu citoyen" qui assure un revenu minimum à chaque individu et le rend par conséquent contribuable.

¹¹⁷ David Hume "Political Discourse" 1752, " Bullion prevent permanent excess or deficit of the Balance of payment. The movement can be distorted by the expansion of paper money or banking system"

¹¹⁸ Laurence Summers (Undersecretary of the Treasury for International Affairs) "The Japanese excess is the major drag in the global economy" 1993.

Le second palier autour de 25% et s'applique à tous les produits qui ont leur équivalent dans la production nationale. Avec le temps le CSD peut identifier des articles qui gagneraient à être produits dans le pays, même s'ils ne le sont pas pour le moment, et appliquer cette taxe.

Le troisième palier autour de 40% et s'applique sur les produits fabriqués dans le pays et qui nécessitent une large main-d'œuvre. Cette taxe doit être limitée dans le temps (3 à 5 ans et tomber au second palier en attendant de disparaître un jour.

L'Organisation Mondiale du Commerce

L'OMC a pris le relai du GATT en 1995 avec pour mission de faciliter le commerce international et de prêcher l'ouverture de l'économie pour profiter au mieux des avantages comparatifs de chaque nation. Elle a rendu service à tous les pays en leur donnant accès dans les meilleures conditions aux ressources dont ils avaient besoin, édicté les règles nécessaires pour assurer l'équité des transactions, réglé le plus souvent à l'amiable les différends, prodigué l'assistance technique nécessaire aux PVD.

Mais si les pays émergents ont profité, ce fut beaucoup moins que les pays avancés. Au bout de trois décennies l'écart s'est fortement creusé entre les uns et les autres et particulièrement avec les PVD. Cela aurait deux conséquences majeures : la détérioration de la situation relative entre les nations, même si dans l'absolu toutes ont profité de l'OMC, est la cause de la déstabilisation politique que nous vivons aujourd'hui et la principale menace de ce qui nous attend demain ; la dislocation du commerce international, les pratiques inhibitoires telles "les barrières techniques au commerce", et le recours à nouveau à la protection dans les pays avancés.

L'OMC a conscience que la première condition du commerce international est d'assurer l'équilibre du commerce extérieur de chaque partenaire pour que le progrès soit harmonieux et surtout éviter la recrudescence du chômage dans les pays émergents. Elle se heurte probablement à un lobby puissant qui risque de payer le prix fort. Les programmes de mise à niveau encouragés par l'OMC n'ont pas rempli leur objectif. Il est indispensable que les pays émergents assurent l'équilibre de leur commerce extérieur et que l'OMC en fasse son objectif premier.

Annexe 3

Budget et Taxe

La politique fiscale est destinée à financer l'État mais elle pèse sur l'ensemble de l'économie et de la structure sociale. Dans les pays avancés le budget peut atteindre 50% du revenu national car cela englobe en général un ambitieux programme de développement et un filet étendu de protection sociale.

Deux dérives sont constamment à craindre dans l'élaboration des budgets : le déficit budgétaire et la grande disparité des revenus. Dans les accords de Maastricht au moment de la formation de l'Union Européenne les règles de convergences ont toléré un déficit budgétaire maximum de 3% du PIB. Les crises et la pandémie ont balayé cette barrière. En temps normal elle était appliquée pour certains pays avec difficulté, surtout la dernière décennie ou la déflation en Europe doublée d'un chômage parfois à deux chiffres ne toléraient pas la réduction des dépenses de l'état.

La grande disparité des revenus correspond à une grande disparité dans le niveau de vie, et cela est de moins en moins socialement acceptable avec la grande diffusion de l'information. Déjà la télévision dans la seconde moitié du 20^e siècle avait ouvert les yeux des citoyens sur le niveau de vie dans d'autres nations et à l'intérieur de la nation. Dans les années 70 il y avait un seul pays au monde qui ignorait les courants de la mode internationale et chacun s'habillait à sa guise c'était l'Afrique du Sud. Le gouvernement n'avait pas encore permis l'établissement des télévisions sur le territoire.

Le déficit budgétaire se traduit toujours par une émission de bons du trésor, généralement à long terme et à taux très bas. Maastricht avait toléré une limite à l'endettement de 63% du PIB. Le pays qui dépassait ce montant s'engageait à ne pas hausser les salaires avant d'avoir réduit la dette publique à la norme convenue. Une dette raisonnable fait partie des outils de la politique monétaire pour stabiliser l'économie. Quand la banque centrale sent venir des pressions inflationnistes elle résorbe l'excédent de pouvoir d'achat en faisant une nouvelle émission de bons du trésor qui éponge les liquidités excédentaires. Parallèlement, quand elle sent des tensions déflationnistes préludes à une récession elle rachète les bons du trésor fournissant au marché les liquidités nécessaires.

Les banques centrales de nos jours ont par expérience déterminé un objectif inflation qui assure une dynamique suffisante de l'économie de 2 à 4%. En somme ce n'est pas l'équilibre parfait qui est recherché mais une stabilité relative des prix et une inflation légère qui facilite les ajustements salariaux dont l'économie a besoin.

La pression fiscale

Les impôts sont prélevés sur les personnes, ils ont un caractère individuel. L'impôt le plus fréquent est l'impôt cédulaire sur les revenus qui est généralement progressif et se calcule sur le bénéfice de l'individu. C'est l'impôt le plus équitable car il s'applique sur un profit réalisé. Les taxes sont prélevées sur les produits. La taxe la plus populaire est la Taxe sur la valeur ajoutée. Elle est relativement moins équitable car elle impose pauvre et riche de la même façon. L'administration des finances préfère les taxes aux impôts car elles sont plus faciles à prélever à la source ; alors que les impôts directs nécessitent un contrôle fiscal et se prêtent plus facilement à la fraude du fisc. Cependant les états

devraient dans la mesure du possible négliger la facilité et choisir les impôts directs en vue d'une plus grande justice sociale.

La charge fiscale doit être adaptée aux moyens. Laffer¹¹⁹ a attiré l'attention sur l'aspect contreproductif d'une fiscalité trop forte à la fois sur l'économie et sur les finances de l'état : au-delà d'un certain seuil de prélèvement la recette fiscale peut diminuer. A cet effet l'exonération des petits revenus au nom de la justice sociale se double d'un avantage économique : Les petits salariés dépensent l'ensemble de leur revenu, alors que les détenteurs de grands revenus ne dépensent qu'une partie seulement, perturbant ainsi le circuit économique et se reflétant négativement sur la productivité. L'impôt permet par ailleurs d'exonérer les petits revenus et d'augmenter progressivement le taux d'imposition de sorte à contribuer au rétrécissement de l'éventail des salaires.

Quant à la détermination du budget cela dépend du régime économique adopté, de la culture du pays, du progrès social, et surtout de la performance des institutions. Le budget doit assurer en priorité les fonctions régaliennes de l'état : la sécurité intérieure, la défense du territoire, la justice et la monnaie. Ensuite les fonctions d'administration réparties dans les divers ministères et administrations publiques. En général Tout ce qui concerne l'ensemble des citoyens gagne à être pris en charge par l'état par ce qu'il leur sera délivré au cout de facteurs ; il en est ainsi de l'éducation et de la santé mais aussi de l'électricité, de l'adduction d'eau, du gaz de ville, du transport en commun et de nos jours d'un ensemble de loisirs.

Depuis les années 70 il y a eu un recouplement remarquable entre l'économie de marché, le nouveau courant classique et le mouvement *Small is beautiful* pour réduire les obligations et les dépenses de l'état 'mauvais gestionnaire' en faveur du secteur privé. La courbe *Laffer* est venue conforter l'idée que les services à caractère commercial sont mieux gérés par le secteur privé et à meilleur compte ; et que l'emploi et le budget publics qu'ils nécessitent risquent de réduire le rendement de l'impôt en diminuant son assiette.

Investissement Public

C'est à Keynes que l'on doit l'intégration de la monnaie et son utilité en tant que facteur de stabilisation de l'économie ainsi que l'usage de la politique fiscale pour surmonter les crises ; et c'est Friedman qui y voit une hérésie¹²⁰. Le développement économique a sa source principale dans le budget 'investissement' de l'état. Ce poste couvre l'ensemble de l'infrastructure que l'état construit à fur et à mesure et qui constitue l'essentiel du capital technique de la nation : routes, barrages, ouvrages de génie civil, édifices publics, écoles, hôpitaux, centrales électriques, adduction d'eau, irrigation, etc...

Le développement de la nation est le fruit de l'investissement public ; le sujet a été longuement traité par Arrow¹²¹. L'investissement aujourd'hui est un sacrifice immédiat en vue d'un usage futur. C'est la base même du capitalisme et la propriété de l'état ne diffère pas de la propriété de l'individu. Quelle est la part de revenu dont la société est disposée à se priver en vue d'un bénéfice future, peut-être même pour la prochaine génération (cas de la recherche scientifique et de l'investissement à long terme) ? Cela

¹¹⁹ Arthur Laffer, économiste américain, auteur de la "Courbe Laffer" et membre du Conseil économique du Président Ronald Reagan.

¹²⁰ Milton Friedman "Dollars and Deficits" 1968

¹²¹ Kenneth Arrow "Public Investment, the Rate of Return and Optimal Fiscal Policy" 1970

dépend des habitudes sociales. Les Japonais, à titre d'exemple, épargnent une très grande part de leur revenu.

On s'attend à ce que le budget investissement soit élevé en période de prospérité et réduit en période de crise. C'est bien le cas sauf qu'en période de crise l'endettement public prend le relai et finance l'investissement dans des normes bien plus élevées qu'en période d'expansion pour relancer l'économie. En période de crise, chômage élevé et retrait de l'investissement privé, l'économie keynésienne préconise de relancer l'activité par la demande publique qui entraîne la production, l'investissement et l'emploi. Cette politique fut à la base des 'trente glorieuses' après la seconde guerre mondiale.

Budget de croissance

Plus la pression fiscale (impôts et taxes / PIB) est élevée plus la responsabilité de l'état est grande et s'étend au-delà des fonctions régaliennes et administratives aux services qui intéressent l'ensemble des citoyens (i.e. éducation, santé, transport en commun, électricité, eau, égouts etc...). La prise en charge par l'état permet de les prodiguer gracieusement quand l'usage est plus ou moins le même pour tout le monde (éducation, santé, transport en commun etc...) et moyennant compensation des coûts de production quand l'usage peut être très inégal (énergie, irrigation etc...)

Si les conditions de gouvernance et de transparence sont remplies, les coûts des services publics seraient inférieurs à ce que pourrait offrir le secteur privé et la provision d'une partie des services gracieusement par le gouvernement contribuerait à relever le niveau de vie des économiquement faibles. Ainsi une forte pression fiscale (i.e. Danemark 48%, France 47%, Italie 43.6% en 2020) se justifie dans la mesure où des services gratuits sont offerts à tous les citoyens et la qualité et le coût des services payants largement compétitifs avec le secteur privé.

Il demeure que la ponction fiscale est essentiellement déflationniste (Cf. Laffer mais encore Summers¹²² et Feldstein¹²³). Elle a un effet négatif sur l'investissement privé, les entreprises forcées de payer des dividendes et pompées par l'impôt doivent retarder leurs programmes d'investissements notamment pour garder les liquidités nécessaires à affronter la fiscalité de demain "*Ricardian equivalence*". Les opportunités d'emploi baissent, le chômage pointe. Il faut que les programmes de l'état suppléent sans délai à la carence de la demande globale. Malgré ses avantages sociaux un budget élevé assure plus difficilement la croissance que l'investissement privé.

Certains pays accordent plus d'importance à l'investissement privé et/ou accordent moins de crédit à la gestion publique et souhaitent par conséquent réduire le risque déflationniste. Ainsi la pression fiscale aux Etats Unis se limitait en 2020 à 26.6% nettement moins que la plupart des pays avancés en Europe. Ceci nécessite bien entendu compensation dans plus d'un domaine ; si l'état assure le chômage, toujours réduit aux Etats-Unis malgré l'insécurité de l'emploi, des caisses indépendantes privées garantissent la retraite, la santé est payante et doit faire l'objet d'une assurance privée ou coopérative.

¹²² Lawrence Summers, président de l'Université de Harvard 2001-2006, directeur du *National Economic Council* 2009-2010

¹²³ Martin Feldstein, économiste, professeur à Harvard, ancien président du *Council of Economic Advisors* du Président Reagan

Budget et développement

Le développement est sans doute l'objectif principal de la politique fiscale. La croissance doit être au service du développement qui porte l'ensemble des valeurs humaines et civiques ; en somme l'évolution sociale. Il ne suffit pas d'assurer un service public de qualité il faut en faire bénéficier toutes les régions et toutes les couches de la population. La politique fiscale doit être coordonnée au plan de développement. On voit souvent dans les PVD des écoles et des hôpitaux désaffectés dans les régions périphériques ; le gouvernement a répondu à la sollicitation des électeurs sans besoin effectif ; ou les médecins et les enseignants sollicités n'ont pas voulu aller aussi loin aux conditions offertes.

Plus il y a de services publics gratuits et/ou à coûts modérés offerts à l'ensemble de la population plus le revenu des économiquement faibles est valorisé. Ainsi la "santé gratuite pour tous" et "l'école publique" sont une aubaine pour le citoyen ordinaire et c'est ce qui explique leur expansion en Europe et dans la plupart des pays évolués. On peut prévoir aussi le transport public urbain gratuit, les parcs et autres espaces de sport et de loisir. Il faut cependant qu'ils ne soient pas confinés dans la capitale et les principales villes, et que toutes les régions puissent en profiter selon leur capacité d'utilisation.

Le filet de sécurité sociale demeure le principal instrument du progrès social et concerne autant les PVD que les pays avancés. Il couvre dans la majorité des pays l'assurance chômage, la retraite et la santé. Un nouvel élément a été introduit il y a quelques années, le "revenu citoyen", qui pour le moment accorde un complément de revenu annuel à toute personne majeure détentrice d'un code fiscal qui n'atteint pas le salaire minimum. Si ce revenu n'enraye pas la pauvreté il élimine la misère. Il compense moralement le droit que donne la citoyenneté sur les richesses de la nation.

Le déficit budgétaire

Si aujourd'hui tous les états sont endettés c'est qu'ils ont tous connu un jour ou l'autre le déficit budgétaire. Il arrive que les pressions populaires poussent l'état à admettre des dépenses qui dépassent ses capacités ; ou que les recettes tombent au-dessous des montants prévus, contraction de l'activité économique ; ou que la conjoncture impose des taux d'intérêt et/ou des salaires difficiles à compenser dans l'immédiat par les recettes ; ou que le soutien de l'économie s'impose par une majoration des dépenses publiques.

L'endettement fruit du déficit est censé être amorti par les prochains budgets élaborés en période normale ; sauf que les états qui ont expérimentés l'efficacité de l'expansion fiscale en cas de crise réfractaire à l'expansion monétaire ont préféré garder un volant, surtout quand le taux d'intérêt est bas, pour parer aux crises. Quand les liquidités semblent pléthoriques et que l'inflation menace, l'état émet des bons du trésor même s'il n'en a pas besoin pour résorber la liquidité du marché ; par contre s'il constate un manque de liquidités sur le marché il rachète la quantité nécessaire. C'est la politique "d'open market" dont l'état charge généralement la banque centrale. On considère de nos jours qu'une dette permanente de 70% du PIB est utile en tant qu'instrument efficace de la politique fiscale sans constituer un poids significatif sur le budget.

Les dettes plus élevées constituent un poids et peuvent représenter une menace sérieuse de crise. D'après 'Reihart et Rogoff' ¹²⁴ la dette publique est l'une des 4 grandes causes des crises économiques.

¹²⁴ Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, économistes, auteurs de "Cette fois c'est différent, huit siècles de folie financière"

Quand le 'double déficit'¹²⁵ se déclare, et s'il n'est pas colmaté dans les plus brefs délais, la crise est inévitable et l'économie risque l'effondrement prochain. Les déposants et les bailleurs de fonds perdent confiance, l'état ne peut plus financer son déficit budgétaire, les taux d'intérêt montent, la demande de devises augmente, les réserves diminuent, la monnaie nationale s'effondre. Avec la politique d'ouverture de l'économie les états sont réticents à prendre les mesures nécessaires à redresser les mécanismes économiques qui ont cédé à la pression et désorganisé l'économie de marché.

La politique fiscale

1 - Il est vrai que l'économie de marché a réalisé le meilleur progrès dans le monde de tous les systèmes que nous avons à ce jour expérimentés ; il est aussi vrai qu'elle ne donne son plein rendement que dans un régime de liberté. C'est pour cela que nombre de pays qui se targuent d'appliquer l'économie de marché n'en obtiennent pas grand-chose alors qu'ils règlementent la sortie des capitaux, les importations, les exportations et même la distribution à l'intérieur du pays ; en fait ils n'ont de l'économie de marché que le nom. Par contre la liberté économique a souvent besoin d'être imposée ; l'économie de marché n'empêche pas la formation d'oligopoles ; et cette tendance entrave la liberté et nécessite une action pour rétablir la fluidité des marchés. L'impôt sur le revenu progressif est un premier barrage¹²⁶ aux concentrations économiques.

2 - Les PVD ont la culture des IDEs, les investissements directs étrangers, et continuent à accorder des exemptions fiscales, des terrains gratuits et parfois des crédits assistés obtenus à grande difficulté des organisations internationales d'aide aux pays sous-développés¹²⁷. C'est à se demander quel est l'intérêt pour le pays de tels investissements ! Pour faire travailler une main-d'œuvre à 2 dollars par jour ? Alors que les IDEs ne réclament qu'un environnement favorable aux affaires c'est-à-dire la sécurité, la liberté économique et une justice équitable ; trois choses à la portée de tout pays. Il est surtout inutile de prévoir des exemptions fiscales ; les entreprises sont intéressées par le potentiel de profit bien plus que par l'absence de taxe.

3 – Une année après l'autre il faut réduire sensiblement les taxes indirectes au profit des taxes individuelles en vue de réduire autant que possible la disparité des revenus. Les riches ont intérêt à mieux contribuer à la paix sociale ; d'ailleurs ils sont plus conscients que l'état sur ce plan ; un groupe avait suggéré de hausser l'impôt sur les très grands profits pour financer le filet social aux Etats Unis. Par ailleurs c'est le pays qui héberge les fonds d'aide privés les plus importants ; mais n'est-ce pas le rôle de l'état ? La plus grande facilité de perception des taxes indirectes et/ou le risque de fraude des impôts directs ne sont pas du tout une excuse quand l'enjeu est de cette importance.

4 – Aussi serré que soit le budget il doit comporter une rubrique "investissement" et couvrir l'ensemble du "filet social" ; c'est à ce prix que s'accomplit le développement. Le capital technique se dégrade à travers le temps, il ne suffit pas de la maintenance, il faut assurer son évolution. Avec la dissémination de l'information et l'ouverture des marchés il est difficile de garder les ressources humaines les plus

¹²⁵ Déficit à la fois du budget de l'état et de la balance des paiements

¹²⁶ L'état sanctionne le monopoliste lui ôtant une large part de son revenu en même temps qu'il détecte les secteurs où s'opèrent les ententes oligopolistiques.

¹²⁷ Les banques de développement dans les PVD obtiennent des fonds assistés de la Banque mondiale, de la Banque européenne de développement et d'autres sources qu'elles prêtent à des conditions avantageuses pour encourager l'investissement.

compétentes si on ne leur assure pas au moins une assurance chômage et un fonds de retraite adéquats en plus de l'éducation et de la santé pour tous.

5 – Le revenu citoyen ou revenu universel a un caractère différent, en ce sens qu'il s'agit d'un facteur de promotion sociétal qui touche la culture et la dignité d'une société et constitue un acte de civilisation. Il s'agit de ne laisser aucun citoyen sans revenu suffisant. Pratiquement tous les citoyens majeurs doivent avoir un code fiscal et présenter leur déclaration annuelle de revenus pour payer l'impôt. Ceux qui n'atteindraient pas la moitié du salaire minimum recevraient automatiquement le complément à leur compte en banque. Le salaire minimum doit évoluer à fur et à mesure que l'économie se développe et/ou que la disparité des revenus se réduise.

Condensé de la mécanique économique

Il faut garder à l'esprit le circuit économique. D'un côté nous avons la production des biens et services ou flux réel ; de l'autre les revenus générés par cette production, le flux monétaire. Trois pôles communiquent avec cette structure : le système financier, l'État et le reste du monde.

D'après Keynes la Demande globale suscite la production, l'emploi et l'investissement – Pour Jean Baptiste Say la production fournit les moyens de son acquisition. Les deux affirmations se vérifient dans la pratique même elles paraissent contradictoires. En fait les deux flux doivent tendre vers un équilibre ex-post à défaut de quoi une crise se déclare. Ainsi quand le gouvernement Sud-Coréen en 1996 a soutenu la production des Chaebols touchés par la récession du Sud-est asiatique il a dû affronter 6 mois plus tard une crise très violente qui a duré trois ans. Ce fut une crise classique de surproduction accentuée par un maintien du rythme excessif par rapport à la demande disponible pendant 6 mois.

L'équilibre recherché est un équilibre dynamique qui se réalise en temps normal par un objectif inflation de l'ordre de 2% pour soutenir la croissance à la fois par une légère baisse des salaires qui auraient dérapé et la provision d'une demande suffisante. La croissance, toute chose égale par ailleurs, a le mérite de maintenir le plein emploi. Le benchmark est actuellement de 65% de la population en âge de travailler (15 à 64 ans dans la plupart des pays). Cet équilibre va être assuré par la politique monétaire.

Le système financier

L'entreprise n'a pas à attendre la réalisation de son stock pour relancer sa production ; le fonds de roulement nécessaire peut être assuré par les banques qui disposent largement des moyens de financer la production. A côté des dépôts stricts fruits de l'épargne les banques reçoivent des dépôts réflexes équivalents aux crédits qu'ils accordent à leurs clients. L'ampleur de ces dépôts n'a d'autre limite que la réserve obligatoire auprès de la banque centrale.

Une fois le produit réalisé l'entreprise s'acquitte de sa dette vis-à-vis de la banque et le procédé recommence. En principe on peut envisager des taux de croissance très élevés sauf que les limites viennent d'ailleurs. L'économie n'est jamais à l'abri d'une crise. Il faut constamment garder l'équilibre entre l'offre et la demande. L'entrepreneur doit anticiper la demande avec le moins d'erreur possible. La banque doit bien évaluer son risque. La politique monétaire doit assurer la stabilité de la monnaie et le plein emploi.

L'équilibre extérieur

Il est incontestable que l'ouverture des marchés permet d'obtenir des ressources plus avantageuses et de vaquer à l'occupation qui convient le mieux. Malheureusement les PVD n'ont pas de productivité suffisante pour équilibrer leur commerce extérieur ; et tout déficit de la balance commerciale se traduit par des emplois en moins dans le pays. Le chômage et/ou le sous-

emploi issu de cette situation empêche la croissance. Le déficit est tout autant préjudiciable aux pays avancés mais en principe ils ne le permettent jamais.

Autrement dit l'ouverture permet d'exploiter les "avantages comparatifs" et de réaliser une plus-value ; mais il ne faut pas que cela se passe au détriment de l'emploi dont la carence constitue une perte sèche pour l'économie nationale. A remarquer que le surplus de la balance commerciale est source de tension inflationniste. Par conséquent la politique commerciale doit œuvrer à garder l'échange avec le reste du monde en équilibre.

Les finances publiques

La politique fiscale a un double objectif : rationaliser le budget de l'Etat et réduire la disparité des revenus. Il ne s'agit pas de maximiser les revenus du budget mais d'assurer les dépenses nécessaires à la bonne gestion de la chose publique et au développement de la nation. Au-delà du domaine régalién, l'Etat a avantage à prendre en charge les services qui concernent l'ensemble de la population, tels l'éducation, la santé, le transport en commun, etc. ... Par ailleurs, et malgré la difficulté de perception, l'impôt qui touche chaque contribuable selon ses revenus est préférable aux taxes qui atteignent riches et pauvres de la même façon.

L'endettement raisonnable, on estime aujourd'hui dans les limites de 70% du PIB, peut être un puissant outil de la politique monétaire à travers la pratique de l'*open market*. Mais surtout il faut que l'endettement soit lié aux projets rentables qui assurent leur propre remboursement. Les dépenses d'investissement de l'État doivent être consacrés au développement inclusif. C'est un facteur puissant de l'évolution sociale source de paix et de prospérité.

Les dérives

Le condensé est un rappel de la politique économique qui se dégage à travers les chapitres précédents ; il attire l'attention sur la cohérence de l'équation économique ou de son parallèle le circuit économique. On se rend compte que dans la pratique cette cohérence, qui est le facteur essentiel du progrès, n'est pas souvent respectée et porte la responsabilité des crises et des revers qu'on enregistre continuellement.

- L'État qui assume le rôle de l'entrepreneur et se mêle de favoriser certains secteurs contribuant à l'inefficacité – ce rôle est très en vogue dans les PVD ;
- Le maintien d'oligopoles qui font obstacle à l'efficacité du marché – y a-t-il des nations qui combattent efficacement ententes et collusions ?
- La manipulation du taux d'intérêt notamment pour attirer les dépôts et/ou soutenir une parité artificielle de la monnaie – c'est largement répandu dans les pays émergents ;
- La baisse prolongée du taux d'intérêt pour booster l'activité économique – le taux 'zéro' a sévi plusieurs années dans les pays avancés avant la résurgence de l'inflation en 2022 ;

- Le déficit permanent de la balance des biens et services – C'est le lot de tous les PVD qui se traduit par un chômage abyssal qui les condamne au sous-développement ;
- Le surendettement et/ou l'endettement de l'État pour des projets non rentables et/ou sans rentabilité directe permettant le remboursement ;
- La prédilection des taxes aveugles à cause de la facilité de perception et / ou de l'attitude des élites vis-à-vis de l'impôt progressif sur le revenu ;
- La carence du filet de sécurité sociale sous prétexte du manque de moyens alors qu'il s'agit d'une priorité absolue.

Chacune de ces dérives dans les politiques publiques à un effet néfaste sur l'ensemble de l'activité économique ; et pourtant elles font l'objet d'une pratique fort répandue.